

Grand Jury – Session 2



[Sources : la-verite-vous-rendra-libres.org et @JeanneTraduction]

Aperçu

Alex Thomson : 00:12 à 46:47

☞ L'emprise de l'Empire britannique et de l'influence de la City de Londres sur le monde à partir du 19e siècle. Les élites britanniques souhaitaient façonner le monde à leur image à travers la colonisation et le contrôle de l'espace mental.

Matthew Ehret : 46:48 à 1:57:54

☞ L'empreinte omniprésente de l'Empire britannique et de la City de Londres dans les affaires géopolitiques mondiales du 19e siècle à l'époque contemporaine – l'exemple du Canada.

Brian Gerrish & Debbie Evans : 1:57:54 à 3:03:08

☞ Après une carrière dans la Royal Navy britannique, Brian Gerrish se penche sur la corruption qui gangrène les villes britanniques. Ses recherches l'amènent à constater que la corruption est à tous les niveaux et dans toutes les institutions de la société. La crise du Covid-19 n'est qu'une continuité, nous dit-il, d'un plan mafieux établi déjà en 1940 pour sournoisement changer le comportement des populations, afin de faciliter le consentement dans la perte des libertés, par des méthodes de manipulations psychologiques sophistiquées. Avec à l'appui plusieurs documents, il vient nous exposer l'étendue de cette manipulation de masse et ses conséquences catastrophiques pour le futur si elles ne sont pas exposées, combattues et stoppées.

☞ Dans son intervention Debbie Evans, chercheur médical et ancienne conseillère au ministère de la santé britannique, développe plus en détail les conflits d'intérêt entre les laboratoires criminels et les différentes universités les plus prestigieuses britanniques. Elle démontre comment toutes les plus hautes institutions médicales sont totalement corrompues et préoccupées avant tout à faire des profits immenses au détriment de la santé des populations, avec pour finalité une volonté de dépopulation mondiale significative.

Whitney Webb & James Bush : 3:03:09 à 4:29:01

☞ Whitney Webb, journaliste d'investigation, évoque le rôle de la Chine dans le nouvel ordre mondial. Elle évoque également les simulations de

pandémie comme Dark Winter.

☞ James Bush, retraité de la Navy et ayant participé à l'opération Dark Winter vient décrire les différentes simulations de pandémie qui ont lieu depuis plusieurs décennies : Dark Winter, Crimson Contagion, Operation Lockstep et l'Event 201. Nous retrouvons encore les mêmes acteurs, avec les mêmes idées.

Sylvia Behrendt et Astrid Stuckelberger : 4:29:01 à 5:46:22

☞ Ayant toutes deux travaillé à l'OMS, elles nous expliquent son rôle dans la crise du covid-19, ainsi que sa tentative de coup d'Etat mondial, via une constitution unique imposée grâce à un état d'urgence sanitaire.

Transcription

My_6213e60ab738bTélécharger

0:14 Reiner Fullmich :

Bonsoir ou bonjour, où que vous soyez. C'est le deuxième jour de l'enquête du grand jury. Il s'agit d'une procédure modèle qui va examiner de très près l'ensemble de la pandémie du Coronavirus, comment elle a commencé, les détails des tests PCR. Mais nous allons commencer aujourd'hui par un examen plus approfondi du contexte historique et géopolitique. Commençons donc par notre premier expert. Et c'est Matthew. Ce n'est pas vous. C'est Alex, Alex Thomson. Alex, s'il vous plaît, présentez-vous et ensuite nous allons passer directement in medias res [au cœur du sujet] comme le disent les latinistes. Votre micro est éteint.

1:10 Alex Thomson :

Merci beaucoup. Reiner. Je suis Alex Thomson. Pendant huit ans, j'ai fait partie de l'agence britannique de renseignement GCHQ, l'agence partenaire de la NSA. Ensuite, j'ai été un officier responsable pour l'ancienne Union Soviétique. Et un transcripteur en plusieurs langues, y compris le russe et l'allemand, de matériel intercepté. Dans la seconde moitié de cette période, j'ai également été membre de l'équipe interdisciplinaire du GCHQ pour les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, la CBRN. En cette qualité, j'ai appris à connaître la façon dont les services de renseignement et l'establishment militaire anglo-américains considèrent leur état de domination en toute connaissance de cause, pour tout ce qui peut affecter la santé à grande échelle, et le potentiel de militarisation de ces agents. Mais vous m'avez demandé de faire un résumé d'environ 20 minutes de la situation géopolitique telle qu'elle se présentait dans le monde au cours de la période charnière qui a précédé l'après-Seconde Guerre mondiale, car la majeure partie des témoignages de ce soir et des sessions suivantes du grand jury se concentreront sur le monde d'après-1945. Et c'est à cette époque que de nombreux plans pour unifier les gouvernements mondiaux ont commencé à se

mettre en place en théorie, dont les questions de santé qui vous préoccupent. Et je soutiens que la puissance dominante dans le monde, à savoir la City de Londres, le cœur financier de l'Empire britannique, s'est préparée à cette situation, à partir de 1870 environ. Dans le monde moderne, la monopolisation, la cartellisation du monde commence en théorie à cette époque. Tout ce que nous faisons, et par « nous », j'entends la chaîne UK Column news, car je suis également rejoint ce soir par Brian Gerrish, le co-rédacteur en chef, qui témoignera plus tard... Toutes nos enquêtes sur la corruption émanant des monopoles de la Couronne britannique et de l'argent de la City de Londres semblent remonter à cette période autour de 1870, au cours de laquelle, en résumé, plusieurs révolutions ont été menées par l'élite britannique, et toutes visaient à contenir la productivité et à empêcher la croissance de l'intelligence et de la propriété intellectuelle parmi les peuples autochtones de l'Empire britannique et des nations concurrentes. Il y a donc eu une révolution dans ce que vous pourriez appeler l'espace mental, qui depuis 2010, est un terme explicitement utilisé par le département central du gouvernement britannique, le Cabinet Office. Une révolution dans la qualité de l'éducation offerte aux écoliers britanniques et plus tard aux autres écoliers occidentaux, une révolution dans le vol de la propriété intellectuelle par l'élite. Une révolution dans le modèle des soins de santé et de leur libre accès, et chez nous, une révolution constitutionnelle, du modèle classique de démocratie libérale britannique, dont je sais qu'il a été explicitement copié sur la Grande-Bretagne par le continent européen et ses écoles de droit, à un modèle qui contrôle rigoureusement ce qui se passe au Parlement et dans les agences dirigées par les gouvernements utilisant le système des instructions de vote des partis. Tout cela s'est produit, comme je l'ai dit, autour de 1870 et, chez nous, en Grande-Bretagne, cela a été en grande partie achevé par l'année charnière entre 1947 et 1948, lorsque la Grande-Bretagne avait un service national de santé unique, autre que le Canada, qu'elle ouvrait la voie à l'unification militaire du continent européen et de l'ensemble de l'OTAN et que, de bien d'autres façons, y compris à travers la planification du droit et de la citoyenneté, elle menait le monde en réinventant la façon dont elle gérait sa population. Le nœud central ici est la ville de Londres, c'est-à-dire la City au cœur même de ce qu'on appelle aujourd'hui le Grand Londres. Ce point est important parce que la City de Londres et l'Église d'Angleterre sont les seules institutions qui ont survécu à toutes les révolutions constitutionnelles dans les îles britanniques, en gardant leurs privilèges et leur immense richesse intacts. La City de Londres se distingue des autres mégapoles mondiales en ce qu'elle a choisi de rester géographiquement petite alors que la zone urbaine qui l'entoure se développait. La City de Londres a toujours un statut juridique distinct des 32 autres arrondissements londoniens, et ne fait pas vraiment partie du Grand Londres en tant que tel, ses privilèges ayant été consacrés dès la Magna Carta de 1215. Son gouvernement autonome n'a jamais été remis en question. À plusieurs reprises au cours de son histoire, elle a exercé un pouvoir sur la couronne britannique et donc, sur une grande partie de la planète pendant l'Empire britannique, notamment pendant les guerres civiles du milieu du 17e siècle, lorsque la City de Londres est restée une puissance financière rivale de la couronne et a même, d'une certaine manière, aboli cette dernière pendant plus d'une décennie. Et après la restauration des couronnes et finalement la révolution anglaise. Six ans seulement après, avec

l'arrivée du roi hollandais Guillaume III sur le trône de Grande-Bretagne, la Banque d'Angleterre a été créée en 1694 avec une injection de 12,5 millions de livres sterling de liquidités dans la couronne par ces actionnaires privés, dont on nous dit avec certitude qu'elles forment la base de toutes les dettes engendrées depuis lors jusqu'à ce jour, et les descendants actuels de ces actionnaires et autres personnes ayant droit à des parts de la Banque d'Angleterre sont tenus secrets. La City de Londres exerce également un pouvoir et un contrôle sur ce que l'on appelle la « mère des parlements », le parlement de Westminster, notamment sous la forme d'un fonctionnaire de la City de Londres, connu sous le nom de « remembrancer », qui siège à la Chambre des communes, où même le monarque n'est pas autorisé à entrer et qui enregistre les propos tenus au sujet des intérêts financiers. Il est trop compliqué de donner une définition de la Couronne selon le modèle britannique. Mais ce qui est important, c'est que le Cabinet Office et ministère qui a été créé au début du 20e siècle est le dépositaire effectif des prérogatives de la Couronne. Ainsi, lorsque des personnes extérieures au Royaume-Uni pensent à la Couronne, elles pensent souvent de manière excessive à l'ancienne situation où le monarque prêtait serment lors de son couronnement et était responsable devant le peuple. Dans la pratique, à partir de 1870 environ, la révolution constitutionnelle a fait en sorte que les financiers qui contrôlaient les partis politiques tirent en fait les leviers des prérogatives de la Couronne. Dans les coulisses, le modèle de gouvernement que la Grande-Bretagne possède encore et qu'elle a exporté dans le Commonwealth et dans le monde entier est celui d'un sanctuaire intérieur, le Conseil privé, qui gouverne en fait au nom de la Couronne, et ce n'est qu'en apparence, comme l'ont admis les principaux auteurs constitutionnels depuis les années 1870, c'est seulement pour le spectacle que le Parlement et les ministères sont consultés, comme s'il existait une séparation entre le pouvoir législatif exécutif et le pouvoir judiciaire au niveau du Conseil privé. Or, ce n'est pas le cas. Durant cette période cruciale dont nous parlons, l'éminent constitutionnaliste anglais Walter Bagehot, l'a admis au 17e siècle. Dans la deuxième édition de son livre, « La constitution anglaise », écrit en 1873, juste au moment où les instructions de vote des partis modernes ainsi que le think tank se mettaient en place pour établir la volonté du monopoleur dans la City de Londres, Walter Bagehot a écrit dans un paragraphe qu'il y avait une distinction entre, je cite, « les parties prestigieuses du gouvernement », c'est-à-dire les parties qui sont là pour le spectacle, et plus personnellement la Couronne et, je cite, « les parties efficaces dans le sens des parties fonctionnelles de la machine ». Et il admet que les parties attrayantes ont un but, mais servent seulement à attirer la force du soutien national vers les parties qui travaillent vraiment dans les coulisses. Maintenant, pour simplifier au maximum, je pense qu'il est important de souligner que l'universitaire en histoire de l'université de Georgetown, Carroll Quigley, ça s'épelle CARROLL Quigley, qui était le tuteur de Bill Clinton, entre autres, a écrit très franchement dans son livre, « Tragédie et Espoir », l'histoire du monde à cette époque, qu'il y a eu quatre révolutions industrielles. Oui, ce langage familier venant du Forum économique mondial a déjà été utilisé dans les années 1960 par Quigley et nous ne comprendrons pas cela à moins de voir que le point de vue adopté ici est celui de qui possède la population, d'abord en Grande-Bretagne et ensuite dans l'Empire britannique. Lors de la première révolution, la

propriété de la terre et des moyens agricoles fournit la richesse, puis il y a une révolution industrielle mécanique, une deuxième révolution, puis une autre au cours de laquelle le capital financier domine le monde. Et c'est à partir de cette période, vers 1870, que la réserve d'argent de la City de Londres se rend compte que même cette bulle va éclater. Et que la meilleure façon de dominer le monde à l'avenir sera de posséder les esprits, la productivité et les pensées de ceux qui sont dans le modèle pour les empêcher de s'enfuir et de devenir un surproduit de leurs patrons. Ainsi, l'ère moderne de la capitalisation à la fois dans l'industrie et la géopolitique a commencé autour de l'année 1870. En l'espace de quelques années à peine, le monde est passé d'une situation dans laquelle la City de Londres et l'Empire britannique n'avaient aucune concurrence sérieuse à un monde dans lequel plusieurs économies industrialisées ont été capables de concurrencer la Grande-Bretagne. L'Empire britannique et son centre financier, la City de Londres, s'étaient massivement étendus en Asie au cours de la génération précédente, notamment avec les guerres afghanes et les guerres de l'opium dans les années 1840, les guerres de Crimée et la mutinerie indienne des années 1850. L'une des banques les plus puissantes de la City de Londres, la HSBC, date en fait de l'époque du commerce de l'opium chinois : la criminalité imprègne donc les banques de la City de Londres dès le départ. En Europe, l'ordre post-napoléonien imposé par la Grande-Bretagne lors du Congrès de Vienne en 1815 a commencé à s'effriter avec la réussite et l'échec des révolutions socialistes de 1848. La Russie et l'Autriche-Hongrie ainsi que les pays d'Europe de l'Est disposaient des armées terrestres les plus puissantes de l'époque, et ce sont eux qui ont sauvé l'Europe en restaurant les têtes couronnées. Par conséquent, l'obsession de la politique étrangère britannique depuis le milieu du 19e siècle – et c'est quelque chose que j'ai vu lorsque j'ai assisté aux réunions de Chatham House, le groupe de réflexion géopolitique suprême du monde à bien des égards, qui dit au Ministère des affaires étrangères ce qu'il doit faire – l'obsession de la politique étrangère britannique à partir du milieu du 19e siècle était une nouvelle stratégie, à savoir s'allier avec les grands rivaux du passé, la France et jusqu'à l'Empire ottoman, contre les alliés historiques de la Grande-Bretagne en Europe du Nord et en Europe centrale, afin d'empêcher toute future alliance russo-allemande qui pourrait devenir le bloc dominant du monde. Une seconde stratégie consistait à empêcher la montée fulgurante de la productivité intellectuelle américaine et la démocratisation de l'invention, et à essayer de capturer cela. Dès 1812, les troupes britanniques envahissant Washington DC ont notamment épargné l'office des brevets parce qu'elles savaient qu'en le brûlant, elles se tireraient une balle dans le pied et ne pourraient plus dominer les inventions américaines après la Révolution américaine. Vers 1860, sous l'impulsion de Bismarck, Garibaldi et du tsar Nicolas 1er, les trois plus grandes nations européennes, qui n'étaient auparavant grandes qu'en termes de culture, sont soudain devenues des États politiquement unifiés et économiquement modernes. Avec le débat de la grande et de la petite Allemagne, des signes sérieux indiquaient que l'Allemagne pourrait s'allier à l'Autriche pour former un seul État germanophone, et il était évident pour l'élite britannique qu'en l'espace d'une génération ou deux, ces trois pays, l'Allemagne, l'Italie et la Russie, deviendraient de grandes puissances, à peu près au même niveau que la Grande-Bretagne et la France. Les États-Unis sont sortis de la guerre civile en 1865

et ont entamé une ascension fulgurante vers la suprématie industrielle. L'élite britannique a correctement prévu que vers 1900, ces quatre nouvelles puissances commenceraient à avoir des forces navales aussi fortes que celles de la France ou de la Grande-Bretagne, et a prévu que les armées terrestres de ces puissances européennes seraient beaucoup plus fortes que celle de la Grande-Bretagne, de sorte que seule une alliance franco-britannique au nom des droits de l'homme et de la diffusion de la démocratie libérale, auparavant impensable, aurait pu tenir ces puissances en échec. En 1880, ce que l'on appelle la ruée vers l'Afrique battait son plein, ce qui a permis même à des nations européennes mineures sur le plan territorial, comme la Belgique et le Portugal, d'acquérir des ressources substantielles grâce à la colonisation de l'intérieur de l'Afrique, et de devenir de sérieux rivaux pour l'industrie et le commerce britanniques. Cela a mis la City de Londres dans un sérieux embarras, car, par exemple, le Portugal était le plus ancien allié de la Grande-Bretagne et la Belgique était un État qui devait son existence même à la négociation britannique de 1815. Des historiens ont avancé de sérieux arguments indiquant que la vague d'assassinats de l'ère édouardienne, notamment l'assassinat de la famille royale portugaise en 1908, et celui de l'archiduc François-Ferdinand en 1914, a été fomentée avec la connivence secrète de la City de Londres. Un pays asiatique est également devenu une grande puissance industrielle et militaire à la fin du 19e siècle, le Japon, et, à la grande surprise du monde entier, il a battu la Russie en 1905, donnant ainsi à de nombreuses populations coloniales d'Afrique et d'Asie l'idée qu'il n'y avait aucune raison pour qu'elles ne puissent pas elles aussi s'affirmer face à la domination européenne, comme l'avaient déjà fait les républiques d'Amérique latine contre l'Espagne. L'année suivante, 1906, fut celle de la course navale, de la crise du Dreadnought, qui a peut-être inévitablement déclenché le compte à rebours vers la Grande Guerre, la Première Guerre mondiale, car l'élite britannique et l'élite allemande étaient désormais déterminées à obtenir la weltherrschaft ou domination mondiale. Les deux pays se méfiaient à juste titre des motivations de l'autre. Ils étaient tous deux techniquement capables de dominer le monde, tant sur le plan industriel que dans l'espace mental, et disposaient tous deux pour la première fois de puissants blocs alliés. En résumé, le changement provoqué par la crise existentielle du milieu à la fin du 19e siècle a été le modèle commercial de la City de Londres tel que décrit par Quigley, les vagues successives de monopoles. Ce modèle en est venu à souligner l'importance de contrôler non plus seulement la force militaire ou les ressources matérielles, mais l'esprit des personnes désormais connues sous le nom de ressources humaines dans l'Empire britannique, et au-delà, et c'est pourquoi la science-fiction commence à parler de la propriété du patrimoine génétique de l'homme à partir de cette époque, afin que la City de Londres puisse vendre des biens et de plus en plus de services au reste du monde, qui ne pourrait jamais rattraper son retard dans l'espace mental. Le UK Column, les chercheurs et les commentateurs alliés constatent régulièrement que la City de Londres et les très riches institutions de pouvoir d'influence de la Grande-Bretagne, celles que Tony Blair, ce mois-ci encore, nous a dit que nous devons continuer à bien utiliser, mais en les dominant, comme le British Council, la BBC, les universités britanniques et l'Église d'Angleterre, que ces institutions continuent de considérer cette bataille pour l'esprit comme leur priorité absolue pour la domination du

monde, et qu'elles considèrent la santé comme un sous-secteur de cette bataille. Nous sommes également pleinement convaincus, grâce à des découvertes répétées, que l'élite britannique se considère, à juste titre, comme la première puissance mondiale dans l'espace mental. En d'autres termes, la City de Londres fait faire aux autres nations le sale boulot pour elle. Et elle le fait surtout en réussissant le tour de force de faire en sorte que sa propre population, la Grande-Bretagne, le Commonwealth et les élites des autres nations adhèrent à sa perspective et à son récit, plutôt qu'à leurs propres perspectives et récits. C'est la vision que j'ai reçue lors de mon éducation d'élite britannique. Et c'est la vision que les agences de renseignement britanniques ont reçue pendant les deux guerres mondiales et la guerre froide. Ce n'est pas une stratégie officielle qui est enseignée dans les internats, les universités, les agences de renseignement ou lors de la formation des agents. Mais c'est en grande partie le credo des soi-disant lignées de familles d'élite qui dirigent la City de Londres. Et c'est le *modus operandi* des fondations anglo-américaines exonérées d'impôts, et des groupes de réflexion tels que Chatham House, une bulle qui a imposé les agendas de ces lignées aux gouvernements occidentaux. Une figure clé de l'année 1870 est celle de John Ruskin, apparemment inoffensif car il était le premier professeur d'art à Oxford. Mais il a apporté la doctrine selon laquelle l'élite britannique se devait d'exporter sa propre vision du monde au reste de la planète en termes très généraux. Et parmi les principaux étudiants qu'il influença, il y avait Cecil Rhodes, qui, bien sûr, est devenu fabuleusement riche en Afrique australe. Cecil Rhodes, et tout cela est documenté par de très nombreux historiens, a écrit des journaux secrets et formé des sociétés secrètes en 1891. Après 16 ans de planification, sa principale société secrète a été fondée. Les bourses Rhodes font partie de cette société. Les membres d'Oxford du réseau de Rhodes étaient des gens comme Lord Toynbee et Lord Milner, des géostratégistes bien connus. À Cambridge, il y avait le futur ministre des Affaires étrangères Lord Gray, et Lord *Isha* [orthographe incertaine]. À Londres, il y avait le journaliste de premier plan de l'époque, WT Stead, ainsi que des initiés et des membres du comité exécutif de Cecil Rhodes, parmi lesquels les hommes susmentionnés, plus Lord Rothschild. Après la mort de Rhodes en 1902, d'autres lignées anglaises de premier plan qui ont à plusieurs reprises entaché l'histoire de la City de Londres, comme les Astor, sont entrées dans ce cercle. Le cercle extérieur visant à réaliser la volonté de Cecil Rhodes – cette vision apparemment bénigne de la Grande-Bretagne forçant le monde à accepter sa démocratie libérale et à accepter cette façon de voir le monde – le cercle extérieur est devenu connu sous le nom de groupes de la Table ronde, qui sont toujours actifs aux États-Unis et dans sept autres pays et ont été mis en place à partir de 1909. Ce groupe considérait le succès de la Fédération canadienne de 1867 comme sa principale étude de cas, vous en entendrez parler plus tard par Matthew Ehret. Le Canada a été effectivement unifié politiquement et plus tard les autres colonies blanches, les territoires blancs. Afin d'éviter la propagation de points de vue différents et de démocraties anglophones différentes dans le monde, ils devaient tous être rattachés au contrôle de la City de Londres. Ceci est également très contemporain, car parmi les nombreux boursiers de Rhodes qui dominent la politique mondiale et poussent le monde vers la globalisation, on trouve Bill Clinton, déjà mentionné, et au Forum Économique Mondial, la Professeur néo-

zélandaise Ngaire Woods, qui s'est fait connaître cette année pour avoir déclaré au FEM que l'élite pouvait faire de grandes choses si elle s'unissait et si les gens du monde acceptaient simplement qu'elle était à leur tête. Rhodes a écrit dans l'un de ses journaux secrets, je cite, « pourquoi ne devrions-nous pas former de société secrète, avec un objectif », c'est-à-dire avec un seul objectif, « la promotion de l'Empire britannique, et la mise sous tutelle britannique de l'ensemble du monde non civilisé pour le rétablissement », à savoir le rétablissement de la Grande-Bretagne, « des États-Unis, et pour faire de la race anglo-saxonne un seul et unique empire ».

20:42

Il a également écrit : « Formons le même genre de société, une église pour l'extension de l'Empire britannique ». On parle ici d'espace mental. Rhodes continue « une société qui devrait disposer de ses membres dans chaque partie de l'Empire britannique, œuvrant pour un objectif et une idée. Nous devrions placer ses membres dans nos universités et nos écoles, et nous devrions regarder la jeunesse anglaise passer entre leurs mains. Un seul peut-être sur 1000 aurait l'esprit et les sentiments adaptés à un tel objectif ». C'est à cela que servent les bourses Rhodes. « Il devrait être jugé de toutes les manières, il devrait être testé, pour voir s'il est endurant, doté d'éloquence, indifférent aux détails insignifiants de la vie, et s'il s'avère qu'il est ainsi », en d'autres termes, c'est un test psychologique, « alors il devrait être élu et prêter serment, ou jurer de garder le secret, pour servir durant le reste de sa vie son pays. Il devrait ensuite être soutenu, s'il n'en a pas les moyens, par la société et envoyé dans la partie de l'empire qui juge sa présence utile ». Et dans cette vision, bien sûr, les États-Unis font partie de l'empire. Dans un autre de ses testaments, Rhodes décrit plus en détail son intention, je cite : « pour l'établissement, la promotion et le développement d'une société secrète. Le véritable but et objet de cette société sera l'extension de la domination britannique à travers le monde. La colonisation par des sujets britanniques de toutes les terres où les moyens de subsistance sont accessibles par l'énergie, le travail et l'entreprise, et en particulier l'occupation par les colons britanniques de tout le continent africain, de la Terre Sainte, de la vallée de l'Euphrate », à savoir l'Irak moderne, « des îles de Chypre, et de l'île de Candie », à savoir la Crète, « de l'ensemble de – Pas sûr de l'ortographe du nom – l'Amérique du Sud, des îles du Pacifique n'étant pas jusqu'ici détenues par la Grande-Bretagne, de l'ensemble de l'archipel malais, de ceux longeant la Chine et le Japon », à savoir au large de la Chine et du Japon, « et le rétablissement final des États-Unis d'Amérique comme partie intégrante de l'Empire britannique ». Cette vision n'est pas l'apanage d'un Anglais particulièrement riche, mais elle s'est imposée aux États-Unis, dans ce qu'on appelle l'establishment de l'Est, la côte orientale, au moment où les États-Unis devenaient la puissance dominante du monde. Le témoignage clé à ce sujet est celui de Norman Dodd, DODD, donné peu avant sa mort en 1982 à G. Edward Griffin, que l'on trouve facilement en ligne en tapant Norman Dodd et fondations exonérées d'impôts. Dodd était le principal collaborateur de Reese, le membre du Congrès de l'est du Tennessee ou EECE, qui, dans les années 1950, a mené une enquête au nom du Congrès sur l'effet de ces

fondations exonérées d'impôts aux États-Unis, lesquelles ont adopté la vision de la City de Londres et de Cecil Rhodes afin de dominer la richesse.

23:30

Maintenant, je vais lire ce que Dodd a dit dans cette interview. Il indique avoir embauché une avocate sceptique à Washington. C'était dans les années 1950 et il l'a envoyée à la bibliothèque de la Fondation Carnegie, l'une des principales fondations exonérées d'impôts, à laquelle elle a eu accès avec une ceinture de dictaphone, la technologie de l'époque pour enregistrer efficacement ce qu'elle lisait, afin de scanner la bibliothèque et de voir ce qui se disait à partir des années 1906 dont j'ai parlé plus tôt, et cette femme initialement sceptique je cite, indifférente aux objectifs du comité des risques, a découvert cela, ce qui l'a horrifiée. Elle a dicté dans sa ceinture, selon Dodd, « nous sommes maintenant en 1908, l'année où la Fondation Carnegie a commencé ses opérations. Et cette année-là », lit-elle tandis qu'elle se trouve dans la bibliothèque de la Fondation Carnegie, « la réunion des fiduciaires a pour la première fois soulevé une question précise dont ils ont discuté pendant tout le reste de l'année d'une manière très savante. Et la question est la suivante : existe-t-il un moyen connu, plus efficace que la guerre, en supposant que vous souhaitiez modifier la vie d'un peuple entier ? », et ils concluent que non, « aucun moyen plus efficace que la guerre, à cette fin, n'est connu de l'humanité ». La Fondation Carnegie a soulevé la deuxième question et en a discuté, à savoir, « comment impliquer les États-Unis dans une guerre » ? Je pourrais continuer sur cette lancée mais je n'ai pas le temps. Mais je pense que cela suffit en soi à donner les grandes lignes aux gens. Il ne suffit pas d'être de loin la plus grande puissance militaire et économique au monde, comme l'ont été les États-Unis avant et après la Première Guerre mondiale si votre espace mental est toujours contrôlé par l'idée selon laquelle le modèle démocratique libéral anglo-saxon est la seule possibilité. S'il est toujours contrôlé par l'hypothèse non vérifiée que tout le monde au sommet de ce modèle est payé pour la liberté, alors vous allez toujours trouver qu'un club d'intérêt personnel va diriger le monde. Et même dans des domaines tels que les soins de santé, que la Grande-Bretagne a été le premier pays au monde à nationaliser en 1948, vous allez découvrir que les gens supposent à tort et aveuglément que leurs meilleurs intérêts sont gardés à cœur. Dans deux minutes peut-être, j'aborderai l'autre point que je souhaite soulever, à savoir le financement des deux axes lors des deux guerres mondiales par la City de Londres et ses ramifications à Manhattan, Wall Street. Maintenant, ce n'est pas, encore une fois, une revendication sortie de nulle part. Des universitaires sérieux comme Anthony Sutton, qui travaillait à l'Institut Hoover de l'Université de Stanford en Californie, ont écrit des livres entiers à ce sujet, intitulés « Wall Street et la révolution bolchévique », et « Wall Street et l'ascension d'Hitler ». Tout cela est bien connu de ceux qui prennent la peine de s'informer à ce sujet. Il y avait toute une série de documents, qui ont été récupérés par Anthony Sutton : cela lui a coûté sa titularisation à Stanford. Il a mis tout ça dans ses livres. Et ce qu'il a découvert, c'est que, pour résumer, l'Union soviétique et le Troisième Reich ont été créés dans l'intérêt de la City de Londres et plus particulièrement de sa ramification à Wall Street. Et donc, si vous pouvez faire apparaître

brièvement la première diapositive, que je vous ai demandé de mettre à l'écran, vous verrez un résultat de cela, à savoir qu'IBM avait une filiale monopolistique en Allemagne, dénommée Hollerith. Hollerith était le nom du propriétaire allemand. Pouvez-vous confirmer que cela est à l'écran en ce moment ? On va attendre un peu. Merci. Oui. Vous pouvez donc voir ici que Hollerith, le propriétaire allemand nominal de cette filiale d'IBM, propose au Troisième Reich Übersicht, ou une surveillance, en utilisant des cartes perforées, une technologie américaine concédée au Troisième Reich. En bas, vous pouvez lire Übersicht mit Hollerith Lochkarten, la connaissance totale de l'information par le biais des cartes perforées Hollerith. Et le nom de la société en bas est Deutsche Hollerith Maschinen Gesellschaft MBH, qui était à Berlin Lichterfelde.

28:01

La deuxième diapositive, que j'ai là, n'est qu'un exemple de l'étendue globale des services de renseignements britanniques dans des domaines que la constitution ne permet pas d'avoir. Vous pouvez voir ici un symbole d'arbre de Noël, indiquant que le MI5, même avant la Seconde Guerre mondiale, contrôlait qui accédait aux ondes de la BBC, qui était promu et qui était transféré. Tout cela se faisait donc sous le contrôle du MI5, les renseignements britanniques, qui sont théoriquement là pour la nation, mais qui ont en réalité été mis en place par les lignées dont je parle pour servir leurs objectifs privés. C'est en tout cas ainsi qu'ils considèrent la gestion du renseignement britannique. La troisième de mes quatre diapositives montre comment cela émerge en 2010, lorsque le Cabinet Office britannique, en collaboration avec un groupe de réflexion, l'Institute for Government, parle ouvertement de contrôler la pensée du monde et la pensée du peuple britannique. Ils étiquettent les parties du cerveau sous l'étiquette d'espace mental. Et sur la droite, je peux voir que vous avez mis le texte clé des pages 66 et 67 de ce document de 2010. Il est dit « même si les gens sont d'accord avec l'objectif comportemental » – c'est-à-dire en faisant pression pour que les gens se comportent comme le souhaitent les lignées plutôt que de mandater leurs gouvernements pour agir en leur nom – « même si les gens sont d'accord avec l'objectif comportemental, ils peuvent s'opposer aux moyens servant à l'atteindre. Les différents effets de l'espace mental entraîneront différents niveaux de controverse. Il existe plusieurs facteurs qui déterminent la controverse ». En d'autres termes, ils prévoient qu'on leur dira qu'il s'agit d'un renversement des objectifs du gouvernement, y compris dans le domaine des soins de santé, bien sûr. Ils poursuivent « Comme indiqué, les effets de l'espace mental dépendent au moins en partie du système automatique. Cela signifie que les citoyens peuvent ne pas réaliser pleinement que leur comportement est modifié, ou du moins de quelle manière il l'est. Il est clair que cela expose le gouvernement à des accusations de manipulation. Les gens ont tendance à penser que les tentatives visant à modifier leur comportement seront efficaces si on leur fournit simplement des informations de manière transparente. Cette aversion a un fondement psychologique, mais c'est essentiellement une question de confiance dans le gouvernement. L'absence de contrôle conscient a également des répercussions sur le consentement et la liberté de choix. Tout d'abord, il crée un besoin plus important pour les citoyens d'approuver l'utilisation du changement de

comportement, peut-être en utilisant de nouvelles formes d'engagement démocratique ». On voit que dans ce modèle, la démocratie est le bien le plus élevé qui soit vendu, mais les leviers de manipulation de la démocratie sont entre les mains du cartel. « Deuxièmement, si l'effet fonctionne automatiquement, il offre peu de possibilités aux citoyens de se retirer ou de faire d'autres choix ; le concept d'architecture de choix est moins utile ici. Toute action susceptible de réduire le droit à l'erreur », le droit de refuser un traitement, par exemple, « sera très controversée. Bien sûr, certaines tentatives traditionnelles de changement de comportement ne sont pas explicites et elles ont suscité la controverse. Mais elles sont rarement accusées de manipulation, parce qu'elles sont fondées sur des actions conscientes visant à fournir et à enregistrer des informations, plutôt que sur des réactions inconscientes ». Je pense que cela établit assez bien le principe selon lequel nous sommes formés dans ce monde moderne dominé par la City de Londres et ses institutions dotées d'un pouvoir d'influence à penser que nous avons notre destin en main, parce que la démocratie libérale est souvent présentée comme étant le bon modèle face auquel tous les autres systèmes sont plus tyranniques et moins souhaitables. Mais toute la force du modèle de la City de Londres est qu'il peut même opérer à distance à travers d'autres pays comme les États-Unis et l'Allemagne, comme cela a été démontré ici, pour persuader les gens que ce qu'ils voulaient avant n'est pas vraiment ce qu'ils veulent maintenant. Et c'est le remplissage de l'espace mental, qui est, je pense, l'arme la plus puissante. C'est ce qui est disponible ici. Maintenant, je vois que j'ai dépassé le temps imparti. Je vais donc laisser le reste des détails, je n'aurais jamais pu espérer être exhaustif. Mais j'espère avoir donné aux gens un petit aperçu de la longue série de recherches historiques solides menées par des personnes connaissant bien l'establishment britannique afin d'établir que l'establishment britannique ne s'est pas battu loyalement depuis environ 1870. Et que la plupart des révolutions qu'il souhaitait provoquer, le contrôle de la démocratie par les instructions de vote des partis, le contrôle des soins de santé par les États obligatoires, les soins de santé fournis dans le modèle britannique et canadien, étaient tous en place dans la période d'après-guerre, qui est la période que Matthew Ehret va traiter d'après ce que j'ai compris pour nous amener dans l'ère d'après-1945.

32:56 Reiner Fuellmich :

Merci beaucoup, Alex, c'est une parfaite vue d'ensemble qui explique comment nous en sommes arrivés là. Si vous le permettez, j'aimerais juste poser quelques questions. Bien sûr, mes confrères feront de même. Mais est-il exact que la City de Londres est le véritable centre névralgique du Royaume-Uni ?

33:22 Alex Thomson :

Sans l'ombre d'un doute. Si vous avez eu mon parcours, c'est quelque chose que vous apprenez à l'internat, sans parler de l'université, dans le cadre du rugby et de Cambridge pour moi, et au moment où vous entrez dans la fonction publique, on vous regarde bizarrement si vous suggérez que le peuple de Grande-Bretagne ou de tout autre pays du Commonwealth est doté

d'autodétermination. Non, il est entendu que la City de Londres possède le corps, l'âme et l'esprit du peuple.

33:49 Reiner Fuellmich :

En fin de compte, cela semble avoir commencé assez tôt. Je ne sais plus si ça a commencé en 1870 ou au début des années 1900, mais c'est le contrôle de l'esprit des gens que la City de Londres a voulu atteindre pour réaliser son objectif de domination mondiale, est-ce exact ?

34:13 Alex Thomson :

Oui, et ce n'est plus un problème spécifiquement anglo-saxon. Cela concerne aussi des pays du continent européen, l'Allemagne est l'un d'entre eux depuis 1949, la république fédérale bien sûr, la Belgique en est un autre qui, comme je l'ai dit dans ma présentation, a été créé par l'insistance britannique en 1815. Je traduis à un très haut niveau des communications gouvernementales issues des soi-disant agences nationales de santé de ces pays et destinées à leurs citoyens. Je les traduis en anglais pour les expatriés de ces pays, et les gouvernements belge et allemand, pour ne citer que ces deux exemples, suivent explicitement le point de vue de la City de Londres. Ils écrivent à la population en termes de gestion de la santé, en leur disant que leur mode de vie n'est pas assez bon ; leur corps, leur esprit, leur génétique, leur intelligence n'ont pas été optimisés. Et donc, ce bétail, cette population, n'est pas compétitive comme elle devrait l'être dans le monde. Il s'agit donc d'une extension du modèle de la City de Londres au continent européen, où il a su, à bien des égards, s'adapter aussi bien aux juridictions de droit civil codifié, très respectueuses de l'état de droit, qu'aux juridictions de common law.

35:22 Reiner Fuellmich :

Donc, en fin de compte, ce que nous voyons, c'est une institution très puissante financièrement, la City de Londres, qui s'étend sur l'Atlantique comme une cinquième colonne, comme certains le prétendent, car ils ont Wall Street. Ces deux puissances unies étaient ou sont encore le centre du pouvoir dans ce monde ?

35:52 Alex Thomson :

Oui, il y a eu de nombreux rebondissements, surtout au milieu du 20ème siècle, mais ce que vous avez dit est un résumé utile de l'ensemble du 20ème siècle, au cours duquel il y a eu des luttes. Pendant longtemps, il y a eu une guerre froide tout à fait exceptionnelle, avec des branches de l'aristocratie de la City de Londres qui étaient à la fois pro et anti Union soviétique. Je pourrais parler de cela pendant des heures, mais c'est secondaire par rapport au fait qu'il ne doit y avoir qu'un bloc allemand et qu'un bloc russe en Eurasie, et que ces deux blocs doivent être contrôlés et entravés par la puissance maritime britannique ou anglo-américaine et le pouvoir d'influence anglo-américain, qui établissent les modèles pour eux.

36:33 Reiner Fuellmich :

Je voulais clarifier une autre chose : vous avez mentionné que ce sont juste quelques familles qui dirigent vraiment la City de Londres. Vous avez donné les noms de Rothschild, Rhodes et Astor. Est-il vrai que seules quelques familles essaient de dominer le monde à travers la City de Londres ?

36:57 Alex Thomson :

Oui, je n'ai jamais trouvé meilleur matériel que celui d'un duo d'écrivains, qui est néerlandais et germano-américain. Le Hollandais s'appelle Robin de Ruijter, RUIJTER. Le co-auteur, le germano-américain de Caroline du Sud, s'appelle Fritz Springmeier. Leur livre porte le titre plutôt choquant de « Les lignées Illuminati », mais leur travail est solide. Et ils montrent systématiquement que la City de Londres, Manhattan et le continent européen sont très largement dominés par un petit nombre de familles. Souvent, on nous parle de 13 familles super puissantes. Mais il y a des niveaux au-dessous. Les Français, par exemple, parlent souvent des 200 familles qui dirigent l'État profond, mais les plus anciennes terrorisent les plus jeunes dans ce modèle, et le niveau le plus élevé que l'on puisse atteindre avant de sombrer dans des affirmations nébuleuses selon lesquelles Satan dirigerait le monde – ce que je crois en fin de compte – le niveau le plus élevé que l'on puisse atteindre est un niveau auquel les lignées germaniques d'Europe centrale font difficilement la trêve avec les lignées des îles britanniques, dont la plupart sont maintenant basées aux États-Unis. C'est le modèle le plus important et toutes les frustrations géopolitiques du 20^e siècle sont en fin de compte liées à l'un ou l'autre de ces camps qui tentent de prendre l'ascendant : devons-nous suivre la City ou la renverser ? Et cela a à voir avec la frustration des superpuissances émergentes, notamment les Russes qui essaient de jouer à armes égales avec ce cartel de lignées, et qui échouent.

38:27 Reiner Fuellmich :

Et l'un des principaux moyens par lesquels ces quelques familles tentent de dominer le reste du monde semble être à travers l'espace mental, ce qui ressemble un peu au contrôle mental : est-ce que cela implique des opérations psychologiques ?

38:48 Alex Thomson :

Tout à fait. Aucune nation n'est entrée dans le jeu des opérations psychologiques avant la Grande-Bretagne. Dès qu'il y a eu des agences de renseignement officielles en Grande-Bretagne, à l'époque édouardienne, juste avant la Première Guerre mondiale, cela est devenu un point clé. Mais ils ont emprunté beaucoup de leurs idées à Vienne et à l'Allemagne, qui étaient à l'avant-garde dans le domaine de la psychologie à l'époque. Il s'agit donc d'un intérêt transnational des zones anglophones et germaniques pour dominer le monde de l'époque en utilisant les astuces de l'espace mental, qui ont été largement perfectionnées lorsque l'Amérique a acquis une hégémonie incontestée après 1945. Comme dans tant d'autres domaines, tels que

l'opération Paperclip pour les domaines techniques, on a utilisé beaucoup d'esprits du Troisième Reich et de l'Union soviétique transférés aux États-Unis de manière clandestine. Cela a été considéré, depuis l'époque d'Edward Bernays et de Freud, comme le moyen le plus puissant de contrôler l'action dans le monde réel. Parce que si vous ne pouvez pas percevoir qu'il existe une autre façon de faire les choses que celle que l'on vous dit être la bonne, alors c'est évidemment le pouvoir suprême que vous pouvez avoir. Si vous avez ce pouvoir, vous contrôlez des gens qui sont plus nombreux, plus intelligents et plus forts que vous.

40:01 Reiner Fuellmich :

Ai-je bien entendu : vous avez utilisé le terme « bétail » ? Est-ce vraiment la vision que ces gens ont du reste du monde ?

40:10 Alex Thomson :

Dans les années 1990, lorsque j'étais dans un pensionnat britannique supérieur, ce terme était utilisé ouvertement par les petits-fils de personnes haut-placées à la City de Londres pour décrire la population britannique qui passait sous leurs propres fenêtres et se rendait en cours ou au travail en ville. Les termes qui étaient utilisés à leur sujet tournaient autour de l'idée qu'ils étaient du bétail, et ne méritaient pas une place dans le monde autre que sous la direction de l'élite britannique.

40:44 Reiner Fuellmich :

Merci beaucoup, Alex. Je ne veux pas empêcher mes confrères de poser des questions.

Alors s'il vous plaît, à votre tour.

40:56 Dexter L-J Ryneveldt :

Bonjour, M. Thomson, merci beaucoup pour votre témoignage. Vous m'entendez bien ?

Alex Thomson :

Très bien, merci.

Dexter L-J Ryneveldt :

Excellent. M. Thomson, je voudrais savoir, et vous avez en fait abordé le continent africain et plus précisément, vous avez mentionné Cecil John Roberts, j'aimerais que vous me disiez quel rôle joue actuellement la City de Londres sur le continent africain ? Pouvez-vous, s'il vous plaît, développer ce point ?

41:28 Alex Thomson :

Le rôle qu'elle joue est très sombre et complexe, et on le voit surtout lorsque des coups d'État et des révolutions se produisent dans les anciennes colonies britanniques. Bien sûr, il y a tout un groupe de pays anciennement colorés en rose sur la carte, allant du Caire jusqu'au Cap, où la Grande-Bretagne a presque installé un chemin de fer et une unique colonie. Et c'est dans ces pays qu'on le voit le plus clairement. Le fils de Mme Thatcher a été impliqué dans une tentative de coup d'État ratée dans un pays africain non anglophone, la Guinée équatoriale. Ce n'est qu'un exemple de tentative ratée, et les sponsors de la City de Londres ont laissé Margaret Thatcher nettoyer ça toute seule pour ainsi dire, lorsque cela a échoué. Je pense que ce que nous voyons plus particulièrement dans l'ancienne Rhodésie, maintenant la Zambie et le Zimbabwe, c'est qu'il y a eu un nœud où la City de Londres a engagé des personnes financièrement corrompues et puissantes et les contingents locaux des SAS de l'ère du pouvoir blanc, qui ont fait une grande partie du sale boulot, y compris à Londres dans la période d'après-guerre. Cela s'est fait sur la base de la possession, sur papier, de riches actifs miniers en Afrique australe. Voilà ce que je peux en dire en gros. Il y a même des morts suspectes jusqu'à la Chambre des tribunaux de Lancaster en 1979, ouvrant la voie au ZANU-PF pour prendre le relais du gouvernement Smith en Rhodésie, devenu par la suite le Zimbabwe, avec des avocats tombant, soi-disant, morts par la fenêtre. C'est un tableau extrêmement sombre. Et plus vous regardez certaines des entreprises impliquées, Kroll Security en est une qui me vient à l'esprit, plus vous voyez qu'il y a un lien entre le MI6, les SAS et la City de Londres. Et cela concerne l'Afrique du Sud, en particulier, comme principal atout.

43:17 Dexter L-J Ryneveldt :

Merci beaucoup. Êtes-vous donc d'accord avec moi, M. Thomson, pour dire qu'en ce qui concerne la domination financière, on voit que la dette est au cœur du COVID-19 ? Donc êtes-vous d'accord pour dire que la domination financière est au cœur de la pandémie de COVID-19 ?

43:36 Alex Thomson :

Oui, je le suis. Et je le nuancerais très légèrement en vous rappelant que, dans le résumé de Carroll Quigley sur la vision du monde de l'establishment de l'élite anglo-américaine, il souligne que la propriété des actifs financiers est déjà dépassée dans les années 1960. Et il sait que les grands esprits, pas nécessairement les bons, un siècle avant lui, l'avaient déjà vu venir. Ils considéraient que la vraie richesse était l'esprit humain, la santé humaine et la capacité de modifier et de transformer l'être humain en un nouveau modèle qui se comporterait comme prévu. C'est la grande richesse du monde. Mais avec cette réserve, si nous appelons ça la richesse, et par extension, nous pouvons l'appeler la richesse financière, alors oui, c'est le prix le plus élevé qui soit. Le problème de la City de Londres, c'est que si vous êtes quelque peu doué intellectuellement, et que vous venez d'un milieu britannique privilégié d'Oxford et de Cambridge, vous n'avez véritablement le

choix qu'entre gagner de l'argent dans la City de Londres, ou vous engager dans une branche du service national, comme les services secrets ou l'armée. Et la différence que j'ai constatée à maintes reprises entre moi et ceux qui ont suivi l'autre voie dans ma cohorte était le principe qu'aucun des deux groupes ne doutait du fait que le véritable pouvoir dans le monde était de posséder le capital. Il s'agit juste de savoir si vous souhaitez être un agent du renseignement qui informe la City de Londres, ou si vous souhaitez faire partie du processus qui génère de l'argent. Il n'y a pas d'idéal plus élevé que cela dans le modèle américain.

45:08 Reiner Fuellmich :

D'accord, merci beaucoup. Je n'ai pas d'autres questions. Merci. Des questions de la part d'Ana ou de Virginie ? Ou Dipali ?

45:22 Ana Garner :

Oh, non, je pense que c'était vraiment excellent. La seule question que je voudrais poser est la suivante : comment expliquez-vous cela ? Vous avez mentionné plusieurs choses comme le copywriting, le copywriting de l'esprit humain, peut-être même de la génétique. Pensez-vous qu'il y ait un lien entre les vaccins actuels, les soi-disant vaccins de Pfizer, Moderna, Janssen et AstraZeneca : pensez-vous qu'il y ait une relation entre eux et cet objectif de copywriter les humains ?

45:53 Alex Thomson :

Je crois fermement que je ne suis pas qualifié d'un point de vue médical ou biotechnologique pour expliquer la part de vérité qu'il peut y avoir dans tout cela. Mais j'ai vu à maintes reprises que lorsqu'il y a de la hauteur, et lorsqu'il y a une croyance pseudo théologique parmi l'élite en Grande-Bretagne et en Amérique, on peut atteindre un certain objectif en faisant un certain tour, par exemple en modifiant un gène et en apposant un copyright sur le corps humain, c'est une motivation suffisante en soi pour alimenter une sérieuse tentative d'aller dans ce sens. Et je sais que lorsque Debi Evans interviendra dans le créneau de Brian Gerrish, plus tard dans la soirée, elle parlera de l'idée que l'édition génétique permettra de facto de copier sournoisement le nombre d'âmes et de corps de l'humanité qui sont concernés, de sorte qu'ils ne seront plus sous la protection du Créateur.

Ana Garner :

Merci. Merci.

46:48 Reiner Fullmich :

Ok, cela conclut le témoignage d'Alex Thomson. Nous allons maintenant écouter Matthew Ehret.

47:00 Matthew Ehret :

Merci, je dois dire que cette présentation a dépassé mes attentes. Et je pense qu'elle donne très bien le ton pour que je puisse reprendre le flambeau. Je voudrais juste revenir sur un seul point, qui est que peu importe ce que l'oligarchie peut souhaiter, légalement ou officiellement, la revendication de posséder l'âme ou le corps et la liberté des gens n'a aucun rapport avec la réalité. Il y a une loi naturelle qui est supérieure à la loi qu'ils souhaitent imposer à l'univers. Et c'est une partie du problème avec les penseurs de la tour d'ivoire. Ils veulent toujours que l'univers obéisse à leurs modèles mathématiques. Et ils piquent des crises de rage lorsqu'ils découvrent que l'univers est beaucoup plus créatif et bien moins linéaire qu'ils ne le souhaitent. Il s'agit donc d'une sorte de complexe de Dieu, qui signe finalement la chute des empires dans l'histoire, à chaque fois que vous voyez l'oligarchie s'auto-cannibaliser et s'effondrer sous ses propres contradictions. C'est quelque chose de naturel, ça doit se produire ainsi. La question est de savoir si nous sommes prêts à tolérer ce niveau de folie et d'immoralité, au point de sombrer avec ? Et c'est le même défi pour chaque génération. Ce n'est pas nouveau. Et à l'évidence, nous sommes au bout du système.

Je vais faire quelque chose d'un peu différent. Au départ, j'avais l'intention de parler davantage d'eugénisme. Mais à présent, je comprends que le 26 février, nous allons nous concentrer beaucoup plus sur l'eugénisme. Je ne le ferai donc pas. Je poursuivrai le thème qu'Alex a soulevé, mais je le ferai en traitant d'abord de la situation actuelle pendant environ huit minutes juste pour faire comprendre ce qu'est la mainmise britannique dans les affaires mondiales actuelles. Entrons dans les détails, à l'aide d'une petite vidéo d'une minute de Justin Trudeau, ici au Canada, où on voit cette ombre, une ombre qui a été imposée au peuple pour mener une politique qui ne vient pas vraiment de lui. Je pense que tout le monde reconnaît qu'il n'est pas vraiment aux manettes. C'est un peu une jeune version de Biden. Toute sa vie a été en quelque sorte manipulée. Mais la question qui se pose est la suivante : si ce type ressemble trop à une poupée Ken, sans cerveau ni âme pour prendre des décisions, quel est alors le pouvoir derrière le pseudo trône ? Je vais donc commencer par une vidéo. Ensuite, je reviendrai en arrière au 19ème siècle, en me focalisant un peu plus sur le Canada. Juste parce que c'est quelque chose d'actuel vu ce qui se passe en ce moment à Ottawa. Et nous continuerons ensuite jusqu'aux batailles de l'après-guerre pour voir comment cette chose s'est métamorphosée et recalibrée après la Seconde Guerre mondiale. Donc, nous allons faire cela de façon sommaire. Je vais essayer de ne pas trop simplifier, mais évidemment, c'est une question complexe, et je vais essayer de restituer ce qui doit être compris en étant rigoureux. La première chose, c'est la vidéo que j'ai promise, que je vais lancer maintenant. Elle dure environ une minute et demie. Est-ce que ça va le son ? J'espère que vous entendez. Ce n'est pas la vidéo. Je suis vraiment désolé. Je réessaie. Ok. Vous arrivez à voir « Canadian Press » ?

Reiner Fullmich :

Je la vois.

50:21 Matthew Ehret :

« Moi, Justin P.J. Trudeau, jure d'être fidèle et de porter une véritable allégeance à Sa Majesté la reine Elizabeth II, reine du Canada, à ses héritiers et successeurs, avec l'aide de Dieu. Moi, Justin P.J. Trudeau, jure solennellement et sincèrement d'être un serviteur fidèle et loyal de Sa Majesté la reine Elizabeth II, en tant que membre du Conseil privé de Sa Majesté pour le Canada. Je déclarerai fidèlement, honnêtement et véritablement ma pensée et mon opinion sur toutes les questions à traiter, à débattre et à résoudre au Conseil privé. Je garderai secrètes toutes les affaires qui me seront confiées et révélées en cette qualité, ou qui seront traitées secrètement en conseil. D'une manière générale, je ferai en toutes choses ce qu'un fidèle et véritable serviteur doit faire pour Sa Majesté, avec l'aide de Dieu. Moi, Justin P. J. Trudeau, je promets et jure solennellement et sincèrement que j'exercerai véritablement et fidèlement, au mieux de mes compétences et de mes connaissances, les pouvoirs et la confiance qui me sont conférés en tant que Premier ministre, avec l'aide de Dieu. »

C'est assez déroutant pour les personnes qui ont vu cela en 2017. Ce n'est pas le genre de chose que l'on attendrait d'un chef d'État prétendument démocrate lorsqu'il prononce son serment après une élection. Mais là encore, Trudeau n'est pas vraiment le chef de l'État, comme nous avons pu le constater. Il est à la fois membre du Conseil privé, ce qui est indispensable pour occuper un poste ministériel, au gouvernement ou dans l'opposition. Et le véritable chef d'État est le gouverneur général, cet homme plus âgé qui se tient à côté de lui et qui est la personne nommée pour exécuter les pouvoirs et l'autorité de la Couronne afin de donner la sanction royale à tout texte de loi qui devient loi au Canada.

Vous avez des lieutenants-gouverneurs, positionnés dans chaque province. Vous avez un bureau du Conseil privé. Vous avez toute cette structure byzantine étrange au-dessus de l'aspect public apparent de notre prétendue démocratie dans cette monarchie du Nord, qui est, encore une fois, très déroutante pour beaucoup de gens.

Nous allons approfondir un peu plus ce dont il s'agit. Quelle est cette anomalie et de quoi fait-elle partie au niveau international ? Comment a-t-elle vu le jour ?

J'ai donc préparé une série de diapositives. Il faut simplement retenir que le Canada fait, après tout, partie du Commonwealth, le Commonwealth britannique. C'est quelque chose qui a été créé à la fin des années 1930 afin de préparer, pour ainsi dire, la transformation de l'image extérieure de l'Empire britannique.

Aujourd'hui, il y a environ 54 pays dans le Commonwealth britannique, dont le centre est le Royaume-Uni. La reine d'Angleterre en est le chef. Cette entité

occupe un territoire d'environ 12,2 millions de miles carrés, 2,4 milliards de personnes sont représentées sur ce territoire, soit 21 % de la superficie mondiale.

Et les gens célèbrent cette chose comme si c'était une institution démocratique. Et c'est quelque peu étrange. Quelle est cette chose ? En outre, si vous regardez beaucoup de ces territoires, une grande partie se trouve dans les Caraïbes, les zones d'Amérique latine ne sont pas vraiment concernées, mais une grande partie des Caraïbes l'est. Une grande partie de l'Afrique : il y a 19 nations africaines d'Afrique sub-saharienne. Il y a huit nations asiatiques, l'Inde étant la plus importante. Le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, évidemment, les Five Eyes moins les États-Unis.

Mais comparons cela à l'ancien Empire britannique. C'est une capture d'écran de la carte de 1920. C'est assez similaire, n'est-ce pas ?

Et les gens pensent : « L'empire britannique a tout bonnement disparu après la seconde guerre mondiale. Il a laissé ses territoires libres. Et maintenant l'Empire est le grand méchant empire américain. » C'est la mythologie qui nous a été transmise. Et c'est une mythologie. Comme Alex l'a expliqué, de manière très concise, le véritable pouvoir qui contrôle la cinquième colonne à l'intérieur des États-Unis, qui a toujours été là depuis 1776, a toujours été centralisé à Londres. Nous allons développer un peu plus ce point. Mais il n'a jamais disparu. Aucun empire de ce genre ne donne jamais volontairement la liberté. La liberté est quelque chose pour laquelle on se bat. En quelques mots, la question des intérêts miniers actuels, ce n'est pas quelque chose qui s'est produit dans les années 1880-1890 avec l'accaparement des terres en Afrique et la création par Cecil Rhodes de De Beers et Lonrho et d'autres intérêts miniers.

Il s'agit d'un rapport de 2016. C'est un rapport incroyable rédigé par une organisation à but non lucratif qui a réalisé des audits sur les intérêts britanniques. Ces intérêts qui contrôlent l'exploitation minière en Afrique, avec des sièges sociaux soit au Royaume-Uni, soit dans les territoires du Commonwealth, cotés à la Bourse de Londres. Et j'ai ajouté une petite citation ici, c'est un nouveau colonialisme britannique qui se bat pour les ressources énergétiques et minières africaines. Il est dit que : « 101 sociétés cotées à la Bourse de Londres – la plupart d'entre elles britanniques – possèdent des exploitations minières dans 37 pays d'Afrique subsaharienne. Ensemble, elles contrôlent plus de 1 000 milliards de dollars des ressources les plus précieuses de l'Afrique. Le gouvernement britannique a utilisé son pouvoir et son influence pour faire en sorte que les sociétés minières britanniques aient accès aux matières premières de l'Afrique. C'était le cas pendant la période coloniale, et c'est encore le cas aujourd'hui. » Ce rapport est disponible gratuitement en ligne au format PDF. Je ne vais pas entrer dans les détails. Il s'agit de plus de 70 % des intérêts miniers, qui comprennent également le raffinage des matériaux par des entreprises qui se trouvent dans les territoires sous contrôle britannique. Quelle est l'infrastructure qui permet cela ? Il y a quelque

chose que beaucoup de gens ne savent pas. Il s'agit d'une organisation affiliée à la Fondation Bill & Melinda Gates ainsi qu'à la Banque mondiale, appelée Crown Agents [Agents de la Couronne]. Elle a été créée en 1833, selon son auto-description officielle, comme une émanation de la Couronne. Elle ne fait pas partie du gouvernement, mais son autorité provient de la source de tous les honneurs, la Couronne elle-même, c'est ainsi qu'est formée cette sorte de structure byzantine – de gouvernement fantôme. Il y a une sorte de hiérarchie de l'autorité. Elle ne vient pas du consentement des gouvernés. Elle vient du souverain singulier, la Couronne, qui que ce soit, en tant qu'institution héréditaire. Donc, cette organisation a été créée en 1833 en tant que filiale du Bureau des colonies britanniques pour gérer l'infrastructure matérielle, entre autres, des colonies internationales de l'Empire. Elle a changé plusieurs fois de nom au fil des ans et, en 1996, elle a été rebaptisée « Agents de la Couronne pour l'administration des gouvernements étrangers », et elle gère également l'infrastructure sanitaire, y compris les protocoles Covid de l'Europe de l'Est, en particulier de l'Ukraine. Elle gère de nombreux pays africains, le Sud-Soudan, la Birmanie. Et elle s'occupe de la gouvernance. Elle aide ces pays à adapter leurs mécanismes de gouvernance en fonction des normes de la Banque mondiale et du FMI. Elle est présente et fait cela depuis très longtemps, ce qui est très étrange. Et encore une fois, ils se nomment eux-mêmes agents de la Couronne ; ce n'est pas moi qui les calomnie ou les qualifie ainsi. Et cela existe, comme je l'ai dit, depuis très, très longtemps. C'est donc un aspect de cette chose en termes de maintien de l'Empire de l'ombre.

En ce qui concerne ce système géré par le Commonwealth et la City de Londres, les îles Caïmans et les banques offshore en sont le centre. Il existe un merveilleux documentaire que les gens peuvent regarder, intitulé The Spider's Web : Britain's Second Empire, qui est même disponible sur YouTube. Il aborde le sujet de manière plaisante, mais il montre clairement qu'à l'échelle internationale, 24 % des services financiers transitent par un grand nombre de paradis fiscaux des îles Caïmans, des Caraïbes et d'autres paradis fiscaux offshore contrôlés par les Britanniques.

Mais c'est aussi là que se trouve le centre mondial du blanchiment d'argent de la drogue et du financement du terrorisme. Les gens se disent : « La drogue, c'est juste un fléau naturel de notre société. Le terrorisme. C'est juste une chose naturelle qui est survenue. » Mais en réalité ce n'est pas le cas, c'est très artificiel. Ce n'est pas comme ça que la société humaine produit ces fléaux sociologiques. Ce sont des maladies créées qui sont de nature géopolitique, pas même de nature religieuse, qui sont cultivées depuis le sommet.

Il s'agit d'un rapport sénatorial de 2012 mené sur une longue période par le sénateur Carl Levin, récemment décédé, qui s'appelle « Vulnérabilités des États-Unis en matière de blanchiment d'argent, de drogue et de financement du terrorisme – l'affaire HSBC » dans le cadre duquel il a été révélé que HSBC était la première banque offshore au monde en matière de blanchiment d'argent. Comme Alex l'a souligné, la HSBC a été créée en 1865 afin de mettre en œuvre ou de gérer le commerce de l'opium, pour détruire la Chine – cela

n'a jamais cessé. Ils ont été reconnus coupables. Ils se sont fait taper sur les doigts avec une amende de 1,9 milliards de dollars. Puis ils ont été autorisés à nommer leur propre commissaire aux comptes, qui a siégé pendant cinq ans. Et pour autant que je sache, ils continuent à faire ce qu'ils ont toujours fait. Ils possèdent également une énorme participation dans Air Canada. Toute personne qui prend un avion Air Canada verra des panneaux HSBC partout. Il s'agit d'un énorme élément d'infrastructure dans le cadre du triangle d'argent qui a été mis en place tout au long du 20e siècle. Vous avez la photo de la Reine à côté de Coutts. C'est la banque personnelle de la Reine, qui a également été reconnue coupable en 2012 de blanchiment d'argent de la drogue. Elle a payé sa petite amende de 10 millions de dollars, je crois, et la mauvaise publicité a fait que les comptes offshore responsables de la faillite qui effectuaient le blanchiment ont été vendus à la Banque Royale du Canada, qui effectue actuellement les mêmes opérations. Et c'est tout.

L'Afrique, en plus des 177 milliards de dollars de dettes qui la tiennent en otage, a environ 944 milliards de dollars de revenus provenant de l'extraction de richesses, qui se trouvent sur des comptes offshores britanniques. Il ne s'agit donc pas d'une nation débitrice, mais d'une nation créditrice en masse. C'est toute une histoire en soi.

La City de Londres, comme Alex l'a souligné, est une entité distincte. Même le gouvernement britannique ne peut pas vraiment faire grand-chose légalement pour l'arrêter. Ils ont leurs propres tribunaux, leur propre police. C'est une structure bizarre.

Et je voulais juste ajouter ceci. Et je n'ai même pas parlé de la guerre en Irak, des dossiers douteux créés par les services de renseignements britanniques qui ont permis de justifier les bombardements de l'Irak, de la Libye aussi – c'était plutôt des renseignements du MI6 – je n'ai pas parlé de ça. Je n'ai pas parlé des dossiers douteux sur les armes chimiques en Syrie, dont l'utilisation par Assad n'a jamais été prouvée, mais qui ont été utilisés pour justifier les sanctions et le changement de régime qu'ils tentent d'imposer depuis sept ans. Je n'ai pas parlé de cela. Mais tout ce que j'ai à dire, c'est que c'est omniprésent. La main britannique est partout, dès que vous creusez un peu. Même au niveau des dossiers douteux pour essayer de faire passer Poutine pour le grand ennemi qui contrôlerait Trump. Ces dossiers douteux nous ont été apportés par des gens comme Sir Richard Dearlove, l'homme qui à qui on doit l'affaire du Yellowcake [uranium] de la guerre en Irak. Cela a toujours été un mensonge et le rapport de la Commission Chilcot l'a prouvé. Et aussi, la question des boursiers Rhodes, des gens comme Strobe Talbott, qui est un boursier Rhodes, qui est arrivé avec Clinton et qui dirige Brookings depuis très longtemps. Il a également été derrière le Russiagate avec de nombreux autres boursiers Rhodes qui gèrent actuellement l'administration Biden, comme Jake Sullivan, Susan Rice, Eric Lander. Les Sciences sont des boursiers de Rhodes. Ils sont juste partout. Et je ne vais pas m'étendre là-dessus.

À présent, un peu de contexte historique. Je suis canadien. Donc, la question

de Justin Trudeau, j'espère que c'est encore imprimé dans l'esprit des gens : qu'est-ce que c'est que ça ?

Donc, le Bureau du Conseil privé... contrairement à la Constitution ou à la Déclaration des États-Unis, le Canada a été fondé en 1867. La conférence originale avec nos Pères Fondateurs ne résultait pas d'une lutte pour la liberté, contrairement aux États-Unis, mais d'un rassemblement de loyalistes britanniques, des anti-républicains, qui étaient tous comme notre Père Fondateur, qui se trouve là dans le tableau. Johnny McDonald était un patriote de race aryenne, qui voulait un Canada aryen et qui disait : « Je suis né britannique et je mourrai britannique ». C'était une ordure immorale et répugnante. Et ce sont ces gens-là qui sont célébrés comme nos vaches sacrées que nous sommes censés honorer au Canada. Or, contrairement aux États-Unis – qui consacrent le droit à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur dans la Déclaration d'indépendance, ainsi que l'idée du principe du bien-être général, aujourd'hui et pour la postérité, dans la Constitution – le document fondateur canadien dit littéralement : « Attendu que les Provinces du Canada... », au nombre de quatre à l'époque « ... ont exprimé leur désir d'être unies au niveau fédéral en un seul Dominion sous la Couronne du Royaume – Uni et de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, avec une constitution similaire en principe à celle du Royaume-Uni. » – ce qui est en soi dans une certaine mesure une escroquerie puisque le Royaume-Uni n'a pas vraiment de constitution et qu'il s'agit donc d'une sorte de miroir de l'ombre. Et : « Considérant qu'une telle union contribuerait à la prospérité de ces provinces et favoriserait les intérêts de l'Empire britannique. » Donc notre fameux préambule est de promouvoir les intérêts de l'Empire britannique. C'est pour cela que nous avons été créés. Nous avons également été créés par cette conférence qui s'est tenue trois ans plus tôt, en 1864, alors que la guerre de Sécession touchait à sa fin, mais qu'elle était toujours en cours. Les Britanniques avaient consacré beaucoup de ressources à l'éclatement de l'Union, comme je l'ai expliqué dans des présentations précédentes. J'en ai également parlé dans mes livres *Clash of the Two Americas* et *The Untold History of Canada*.

Ce qui effrayait les Britanniques, comme je le démontre, c'est que le Canada comptait des hommes d'État pro-Lincoln à des postes de direction qui se battaient pour créer un pays indépendant à cette époque. Il y avait aussi des gens qui travaillaient à la création d'un Zollverein américain avec le Canada et les États-Unis réunis dans une union douanière basée sur le développement industriel, avec un type de politique, non pas comme l'Amérique d'aujourd'hui, mais une politique différente de l'orientation Lincoln-McKinley basée sur une véritable pensée à long terme où les êtres humains étaient considérés comme une créature que l'argent devait servir en investissant dans des infrastructures à grande échelle, dans la science et la technologie, mais aussi en travaillant à l'étranger avec l'Allemagne, qui faisait la même chose sous Otto von Bismarck, avec la Russie qui venait de vendre le territoire de l'Alaska aux États-Unis dans l'intention de construire un chemin de fer à travers le continent jusqu'en Eurasie. On considérait donc qu'il s'agissait d'un territoire vital qui devait rester sous le contrôle du ministère britannique des Affaires étrangères. Et cette Constitution a alors été rédigée. Les alliés de Lincoln ont été évincés du

pouvoir et la Constitution a été gardée comme un rempart contre le danger d'une collaboration entre les États-Unis et la Russie. Sauf qu'un admirateur de Lincoln est devenu Premier ministre à un certain moment, Wilfrid Laurier, et il a organisé en 1911 la création d'une union douanière, et tous les projets de loi ont été adoptés et ils étaient enfin sur le point d'entrer en vigueur. Et malheureusement, il a été évincé lors d'un coup d'état orchestré par la Table ronde et certains francs-maçons orangistes qui ont la Reine et la Couronne, à la tête de ces différentes formations maçonniques libres. J'ai rédigé un article que j'ai publié sur le site de Canadian Patriot et qui reprend ces détails. A peine deux ans plus tard, Wilfrid Laurier écrit à son proche allié Oscar Douglas Skelton que : « Le Canada est maintenant gouverné par une junte siégeant à Londres, connue sous le nom de "Table ronde", avec des ramifications à Toronto, à Winnipeg, à Victoria, les Tories (les conservateurs) et les Grits (les libéraux) recevant leurs idées de Londres et les imposant insidieusement à leurs partis respectifs. » C'était donc un aveu direct de l'homme lui-même. Il avait pour projet de faire du Canada, en l'espace d'une génération, une nation à l'image de Lincoln avec une population de 60 millions d'habitants, basée sur l'électrification et l'industrialisation à grande échelle – tout cela a été évincé, terminé, et la Table Ronde a repris le contrôle. Robert Borden, son remplaçant, était un membre de la Table Ronde qui a fini par contrôler la Chatham House du Canada dès sa création en tant que premier président. En 1918, la Table Ronde avait déjà initié une prise de contrôle du gouvernement britannique. Ils avaient évincé Herbert Asquith du gouvernement travailliste en 1916, non pas qu'il soit un type formidable, mais ils voulaient vraiment avoir un contrôle total sur les termes du Traité de Versailles et la fin de la Première Guerre mondiale. L'un des problèmes était qu'ils avaient besoin des États-Unis, ils avaient vraiment besoin de la puissance des États-Unis derrière eux et cela a toujours été l'objectif de la conception de Cecil Rhodes. Lord Lothian, qui était un membre éminent de la Table Ronde à l'époque et ambassadeur aux États-Unis, avait écrit – son autre nom était Philip Kerr, ils ont toujours des noms qui ressemblent aux méchants de Star Wars – il a écrit que le problème de la psyché américaine qui devait être traité était le suivant : « Il y a un concept fondamentalement différent en ce qui concerne la question entre la Grande-Bretagne et les États-Unis quant à la nécessité d'un contrôle civilisé sur des peuples politiquement arriérés... Les habitants de l'Afrique et de certaines parties de l'Asie se sont révélés incapables de se gouverner eux-mêmes... Pourtant, l'Amérique n'a non seulement aucune notion de cet aspect du problème, mais a été amenée à croire que le fait d'assumer ce type de responsabilité relève de...», je n'arrive pas à dire ce mot, « ... d'un impérialisme inique. » Donc, c'est un problème, non ? Les Américains auraient ce problème qu'ils ne comprennent pas qu'il y a une responsabilité qui incombe à l'homme blanc, qu'ils doivent imposer parce qu'ils sont tout simplement scientifiquement meilleurs que les personnes à la peau plus foncée. Ils doivent imposer moralement et scientifiquement un contrôle anglo-américain sur les peuples arriérés et ils ne le comprennent pas. Et c'était un problème. Non pas qu'il n'y ait pas eu d'Américains qui l'aient compris – et cela fait à nouveau partie du problème de l'État profond américain que j'ai mentionné, qu'Alex a un peu évoqué, mais que s'est-il passé ?

Il y a donc eu plusieurs tentatives de nouveaux ordres mondiaux. Ce que nous

voyons aujourd'hui n'est pas nouveau. J'y ai fait allusion dans des présentations précédentes, mais en 1919, vous avez eu la création de la Chatham House, vous avez eu la création de Versailles, la Société des Nations, le tout orchestré par Lord Milner qui, à cette époque, était une figure de proue contrôlant la politique étrangère britannique avec beaucoup d'autres membres de la Table Ronde. L'idée de la Société des Nations était de créer un pacte de sécurité collective, l'article 10, de se débarrasser de la souveraineté nationale sur l'économie et les affaires militaires et de créer effectivement un gouvernement mondial unique. Une partie de cela faisait également partie de la Fédération impériale, un peu comme l'Union européenne, c'est ce qu'ils voulaient pour, en résumé, pour le monde. Pourquoi cela a-t-il échoué ? Parce qu'il y a eu des gens au Canada, les libéraux avaient fait un retour aux années 1920 et ils ont résisté, les mouvements de l'État libre d'Irlande ont résisté, des gens comme Warren Harding, qui a été assassiné – je dis assassiné, je n'ai jamais vu de preuve du contraire, le président américain est mort après avoir mangé des huîtres empoisonnées. Mais le fait est que des nationalistes ont résisté et n'ont pas succombé à cette pression à l'époque. Donc, ça s'est essoufflé mais ils ont réessayé. En 1933, il y a eu la Conférence Internationale des Banquiers à Londres, centrée sur la Banque des Règlements Internationaux, la Banque d'Angleterre, et 66 nations y ont participé. L'idée était que la Grande Dépression serait résolue en transférant la souveraineté économique des États-nations vers une codification bancaire officiellement essentielle sous l'égide de la Banque d'Angleterre. Et la seule raison pour laquelle, après six mois, cela a échoué est que Franklin Roosevelt a retiré les délégations américaines de toute participation et que tout s'est écroulé. J'en ai parlé en détail dans le chapitre sept de mon livre Clash of the Two Americas. Puis il y a eu une autre tentative en 1944. Là encore, Roosevelt n'était pas encore décédé. John Maynard Keynes a été désigné cette fois-ci pour représenter l'Empire britannique à la conférence de Bretton Woods avec l'idée d'une monnaie mondiale unique gérée par la banque d'Angleterre appelée le « bancor », un taux de change international qui serait à nouveau effectivement une monnaie mondiale unique, en imaginant que les Américains, qui étaient sortis de la Seconde Guerre mondiale comme le seul pays intact, seraient le moteur ou les exécutants d'une reconquête anglo-américaine des nations du monde, dont beaucoup avaient combattu pendant la guerre et dont beaucoup avaient des idées d'indépendance et de liberté bien vivantes dans leur cœur. Ce n'était pas acceptable. J'ai une petite citation de Franklin Roosevelt, que j'aime beaucoup, dans laquelle il dit que « Ceux qui cherchent à établir des systèmes de gouvernement basés sur l'enrégimentement de tous les êtres humains par une poignée de dirigeants individuels appellent cela un nouvel ordre. Ce n'est pas nouveau et ce n'est pas un ordre. » C'était une citation très forte.

Donc, pour reprendre un peu là où Alex s'est arrêté, il y a un livre intitulé As He Saw It, écrit en 1946 par le fils de Roosevelt et son assistant, son assistant personnel, Elliot Roosevelt. Et il y retrace une grande partie des luttes entre Roosevelt et le gang de Churchill qui essayait toujours d'entraîner les États-Unis dans une confrérie de contrôle, à la Cecil Rhodes, à la Five Eyes, ce qui était déjà en train de se produire depuis la transformation de la Black Chamber en NSA en 1930, qui s'est intégrée de plus

en plus dans le système britannique des Five Eyes, ce qui a toujours été la volonté de Cecil Rhodes. Mais dans ce livre... C'est un excellent livre. Les gens peuvent le trouver en ligne ; ils pourraient l'acheter ; ils devraient l'acheter. Il est sur archive.org. Je l'utilise beaucoup. Mais en 1944 après un conflit avec Churchill, à la conférence de Téhéran il me semble, je ne suis pas trop sûr de quelle conférence, mais il s'adresse à Elliot en disant : « Tu sais, à de nombreuses reprises, les hommes du Département d'État ont essayé de me cacher des messages, de les retarder, de les retenir d'une manière ou d'une autre, juste parce que certains de ces diplomates de carrière ne sont pas en accord avec ce qu'ils savent, je pense. Ils devraient travailler pour Winston. En fait, la plupart du temps, ils travaillent [pour Churchill]. Quand on y pense, un certain nombre d'entre eux sont convaincus que la façon dont l'Amérique doit mener sa politique étrangère est de découvrir ce que font les Britanniques et de le copier ! On m'a dit... il y a six ans, de nettoyer le Département d'État. C'est comme le bureau des affaires étrangères britannique. » Ainsi, le Bureau des services stratégiques, l'OSS [Office of Strategic Services] n'avait pas été nettoyé et l'OSS avait beaucoup de problèmes, mais il y avait encore beaucoup de patriotes et de nationalistes intégrés dans les services de renseignement américains au sein de l'OSS qui posaient problème à ceux qui essayaient de prendre le contrôle, qui occupaient déjà la plupart du Département d'État à cette époque.

Dans le livre d'Elliott, il y a une autre conflit fascinant entre lui et Churchill qui a été mise en évidence sur ce que serait l'après-guerre, quel type de principes de fonctionnement la gouvernerait, où la vision de Roosevelt pour le verdissement des déserts africains, l'extension de la Tennessee Valley Authority, les projets d'électrification rurale qui sortiraient les gens de la pauvreté et de la marginalisation aux États-Unis, qui seraient étendus grâce à des prêts à grande échelle au niveau international pour aider d'autres pays à avoir leurs propres programmes industriels, leurs propres autorités de la Tennessee Valley, et pour étendre véritablement le principe des quatre libertés au monde entier, à savoir que nous ne sommes pas censés nous contenter de belles paroles, mais que nous devons être réellement actifs. C'est pourquoi Bretton Woods, l'équipe keynésienne, a perdu. Et Harry Dexter White, qui est devenu le premier directeur du FMI – lui aussi mort dans des circonstances mystérieuses – la délégation américaine sous sa direction avait gagné et s'était assurée que même la Chine, l'Inde, l'Afrique, l'Amérique du Sud, la Russie participeraient toutes à la réception des projets de la Tennessee Valley Authority, tous approuvés par la délégation américaine. La délégation britannique s'est opposée à tous ces projets. Et même à cette époque, alors que Roosevelt avait pour socle une alliance Russie-Chine-États-Unis, la Russie a souscrit à hauteur d'un milliard de dollars au FMI à l'origine, avant que le rideau de fer ne l'oblige à en sortir. Tout cela pour dire que je radote, mais dans ce petit extrait que j'ai sélectionné, il décrit la soirée, en parlant avec Elliot après s'être confronté à Churchill, en disant : « Je parle d'une autre guerre. Je parle de ce qui arrivera à notre monde si, après cette guerre, nous permettons à des millions de gens de retomber dans le même semi-esclavage ! Ne pense pas un instant, Elliott, que les Américains seraient en train de mourir dans le Pacifique ce soir, s'il

n'y avait pas eu la cupidité à courte vue des Français, des Britanniques et des Hollandais. Devrions-nous les laisser faire, encore une fois ? Ton fils aura à peu près le bon âge, dans quinze ou vingt ans. Une phrase, Elliot. Ensuite, je te flanquerai dehors. Je suis fatigué. C'est cette phrase : Quand nous aurons gagné la guerre, je ferai tout mon possible pour que les États-Unis ne soient pas forcés d'accepter un plan qui servira les ambitions impérialistes de la France, ou qui aidera ou soutiendra l'Empire britannique dans ses ambitions impériales. »

Puis, c'est le moment où se produit la tragédie. Wallace, c'est une longue histoire, mais Wallace est remplacé par Harry Truman, qui est une sorte de prototype de George Bush, le jeune anglophile des banquiers. Et il est nommé nouveau vice-président. Donc, Wallace était le Vice-président qui était complètement en phase avec la vision de Roosevelt. Roosevelt meurt le 12 avril ; aucune autopsie n'est jamais réalisée. Et immédiatement au cours du mois, des bombes nucléaires sont larguées sur un Japon vaincu par Truman. Le 20 septembre, l'OSS, l'agence de renseignement américaine, est dissoute. Et une purge, une purge massive commence. Si quelqu'un qui avait connaissance des financiers de Wall Street et de Londres à l'origine de la montée du fascisme et de l'eugénisme, il y a eu de nombreux rapports à ce sujet, ils ont tous été bannis dans l'année qui a suivi. Et à ce moment-là, le discours sur le rideau de fer est lancé et les gens se disent : « Ce sont les Américains qui ont créé le rideau de fer, qui a fait de la Russie et de la Chine leurs ennemis ». Non. C'est Winston Churchill qui est venu aux États-Unis, a séjourné à la Maison Blanche pendant une période prolongée, et a prononcé son discours où il a déclaré : « Ni la prévention de la guerre sur le rivage, ni l'essor continu de l'organisation mondiale ne seront gagnés sans ce que j'ai appelé l'Association fraternelle des peuples de langue anglaise. Cela signifie une relation spéciale entre le Commonwealth et l'Empire britannique et les États-Unis. » Henry Wallace, juste avant d'être limogé, était secrétaire au commerce et se battait contre cette folie qui lavait le cerveau des Américains pour en faire des foules paranoïaques, effrayées par l'infiltration et la conspiration. Tout le maccarthysme était une véritable atrocité dirigée par le FBI comme une dictature, ce qui était le cas, les États-Unis étaient devenus une dictature sous le FBI, dit : « Le fascisme [prévient-il] dans l'après-guerre poussera inévitablement à l'impérialisme anglo-saxon et finalement à la guerre avec la Russie. Déjà, les fascistes américains discutent et écrivent sur ce conflit et l'utilisent comme excuse pour leurs haines internes et leurs intolérances envers certaines races, croyances et classes. »

Évidemment, il y a un retour de bâton raciste total, encore une fois, sous l'égide de J. Edgar Hoover – un autre franc-maçon du 33e degré qui a dirigé le FBI pendant sept présidences américaines – qui soutenait la montée du racisme, le démantèlement des libertés civiles pour les Afro-Américains entre autres, mais aussi la coordination avec la CIA qui est bientôt reconstituée pour créer un nouveau système de gestion beaucoup plus conforme à la politique étrangère britannique. Des activités comme MK Ultra qui, à l'origine, utilisait une science élaborée par Tavistock, la branche des services secrets britanniques chargée de la guerre psychologique, l'infiltration Cointelpro qui reflétait aussi l'opération Gladio en Europe.

Toutes ces choses ont été déployées et justifiées par les termes et conditions de l'ère de la « destruction mutuelle assurée ».

Donc, ça continue. Wallace est renvoyé après avoir prononcé son discours. La doctrine Truman est annoncée, une fois de plus. Qui est le principal organisateur de la Doctrine Truman ? L'un des principaux est George McGee, un boursier de Rhodes. La CIA centrale est créée en septembre 1918. C'est alors une sorte de nouvelle agence de renseignement reconstituée et nettoyée. Harry Dexter White meurt. Le FMI est détourné, car lui faisait partie de l'équipe de Roosevelt qui, à ce moment-là en 1948, se battait pour faire élire Wallace sous la direction du Parti progressiste aux élections de 48. Vous trouverez de nombreux grands patriotes des États-Unis qui sont morts ou ont vu leur carrière anéantie au sein de ce réseau. Et puis, il y a ce fameux mémorandum du Conseil de sécurité nationale (NSC) de juillet 1950 pour « sauver l'Empire britannique ». Je ne plaisante pas. Il s'agit littéralement d'un protocole émis en vertu de la logique selon laquelle si les Britanniques affaiblissent leurs intérêts économiques impériaux, alors les Soviétiques prendront et rempliront cet espace. Donc, l'intérêt de la politique étrangère américaine doit être de préserver les intérêts britanniques à l'étranger. Et c'est là que le FMI et la Banque mondiale ont été de plus en plus remaniés pour utiliser le colonialisme économique partout où cela était nécessaire. Si vous ne pouvez pas empêcher l'indépendance politique d'une nation, sabotez au moins son indépendance économique.

Une figure intéressante est celle de Clément Atlee, Premier ministre de l'après-Deuxième Guerre mondiale, qui affirme avec force :

« Nous avons vu à maintes reprises qu'il existe un autre pouvoir que celui qui a son siège à Westminster. La City de Londres, un terme commode pour désigner un ensemble d'intérêts financiers, est en mesure de s'opposer au gouvernement du pays. Ceux qui contrôlent l'argent peuvent mener une politique intérieure et extérieure contraire à celle décidée par le peuple »

Encore une fois, vous avez même des Britanniques... donc ce n'est pas le gouvernement britannique, le peuple britannique est également victime, ainsi que de nombreuses personnalités au sein du gouvernement britannique, de ce pouvoir au-dessus des branches officielles visibles du gouvernement.

Tout au long de la guerre froide, et encore une fois, si vous ne pouvez pas comprendre l'architecture de la guerre froide, la question de la destruction mutuelle, de la guerre asymétrique, de la doctrine de la théorie des jeux, de l'application de l'analyse des systèmes pour gérer les renversements géopolitiques de gouvernements, des choses comme la guerre du Vietnam... Si vous ne prenez pas en compte des gens comme Dean Rusk, boursier de Rhodes, Walt Whitman Rostow, qui a dirigé la NSA pendant trois ans, qui était un boursier Rhodes de Balliol, Escott Reid, qui a été l'architecte de l'OTAN pour priver la Russie de toute influence sur les affaires militaires au Conseil de sécurité. L'OTAN, c'était Escott Reid, boursier de Rhodes, William Fulbright, boursier de Rhodes. Il y a tellement de choses qui se chevauchent. Donc, encore une fois, vous ne pouvez pas vraiment comprendre quelle est

cette chose que JFK repoussait et essayait de combattre... Quelle était la chose contre laquelle Eisenhower mettait en garde dans son discours sur le complexe militaro-industriel ? Vous ne pouvez pas comprendre cela si vous ne regardez pas ces idéologues qui ont été infiltrés pendant des décennies. Il y en a eu 3 000 jusqu'ici au 20ème siècle qui ont été formés dans les couloirs d'Oxford. Non pas qu'ils soient tous mauvais. Je pense que Kristoffer Kristofferson est un acteur correct et peut-être que ses choix de films ne sont pas si bons parfois, mais je ne pense pas qu'il soit une mauvaise personne. Bien qu'il soit un boursier de Rhodes. Vous constaterez donc que vous ne pouvez pas être coupable par association, mais que vous ne pouvez rien comprendre si vous ne comprenez pas cette ruche très contrôlée et centralisée. Cela se coordonne également avec le mouvement de la Table Ronde américaine, qui est le Council on Foreign Relations [Conseil des relations étrangères]. Ce que Hillary Clinton a appelé « le vaisseau-mère » dans un discours de 2011, c'est le cas depuis 1921, la table ronde britannique en Amérique. Et même des gens que vous considérez comme des grands concepteurs géopolitiques américains comme Kissinger, Zbigniew Brzezinski, Samuel P. Huntington, le Choc des civilisations... un Canadien, Pierre Trudeau, qui a instauré sa propre loi martiale en 1970 et a vraiment réorganisé l'ensemble du gouvernement en un système cybernétique technocratique. Ils ont tous été formés par William Yandell Elliott à Harvard, qui dirigeait une structure que certains ont appelé la Chatham House de Harvard. William Yandell Elliott faisait partie de ces gens qui aimaient avoir de jeunes garçons sociopathes talentueux autour de lui, et il a formé des générations de ces géopoliticiens qui sont préparés. C'est comme une recherche de talents, comme Rhodes le décrit, c'est exactement ce qu'ils ont fait, et ensuite ils ont été placés à des postes d'autorité idéologique pour mener à bien une politique dont ils n'étaient pas à l'origine en soi, mais ils ont été mis en position de la réaliser.

Il y a eu des objections, et je souhaite juste rappeler les voix dissidentes, car ce n'est pas comme s'il s'agissait de créatures divines, n'est-ce pas ? Il y avait de vrais êtres humains, de vrais hommes d'État, surtout dans les années 1960. Vous avez Enrico Mattei, l'industriel italien. Vous avez Dag Hammarskjöld, le secrétaire général de l'ONU, qui avait un grand programme pour mettre fin à l'impérialisme et promouvoir le développement industriel dans divers pays, notamment en Afrique du Sud. Charles de Gaulle avait évité 30 tentatives d'assassinat. John F. Kennedy, évidemment. Patrice Lumumba. Je n'ai pas cité ici tous ceux qui ont été assassinés ou renversés par des coups d'État dirigés par la CIA et le MI6. Mais tout cela pour dire que c'était une période de potentiel majeur où le thème commun était la coopération et la rupture avec les méthodes mathématiques de gouvernance, l'introduction de nouvelles technologies, de nouvelles découvertes qui n'étaient pas monopolisées, et le faire en recherchant une coopération gagnant-gagnant, des points d'intérêt commun. C'est pourquoi JFK a offert aux Russes la possibilité de travailler avec les États-Unis sur un programme spatial commun. Cela permettrait de rompre avec ce mode de gouvernance basé sur l'équilibre mathématique de la terreur et de nous en libérer.

Je termine là-dessus, je pense qu'il me reste encore trois ou quatre minutes. Donc, après l'ère des assassinats, dans les années 60, encore une fois très

parallèle à ce qui s'est passé après les années 1890 jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'ère des assassinats totaux et des coups d'État révolutionnaires colorés, la scène était désormais prête pour une recolonisation économique complète des États-Unis, en particulier. L'objectif a toujours été de reprendre le contrôle des États-Unis. Plusieurs choses se produisent. Et Kissinger est un personnage clé dans la plupart de ces événements. Vous avez la création en janvier 1971 du Groupe Inter-Alpha, créé selon le plan de Lord Jacob Rothschild, qui dirigeait N M Rothschild & Sons, mais qui a également constitué un intérêt financier bancaire majeur en tant que membre d'une dynastie de mercenaires depuis les années 1700. Ainsi, le Groupe Inter-Alpha des banques était une coterie, il y a une photo ici, des banques membres avec les principales banques mises en place dans chacun des pays européens ciblés pour promouvoir une nouvelle doctrine de déréglementation, de centralisation du pouvoir à l'écart des États-nations, en particulier en Europe, et son transfert vers la coterie supranationale privée des intérêts corporatifs et financiers au-dessus des autorités nationales. Je n'ai pas le temps d'entrer dans les détails, mais c'est en 1971 que ce groupe a été fondé. Il a depuis évolué en nombre depuis ses six fondateurs initiaux. Beaucoup de ces banques étaient toutes liées à des activités financières soutenant la montée du fascisme, que ce soit Franco, Mussolini ou Hitler, et plus récemment, à du blanchiment. Puis, le même mois, le Forum économique mondial est fondé par l'un des prodiges de Kissinger, que nous connaissons et méprisons tous, Klaus Schwab. En outre, l'un des cofondateurs était Maurice Strong – un oligarque canadien qui a été recruté par les Rockefeller et a été cofondateur du Club de Rome canadien, acteur majeur avec le Prince Philip, qui est celui qui souhaitait être réincarné en virus mortel – qui a dirigé le Forum économique mondial. Dans ma présentation du 26 février, nous entrerons en détail dans ce sujet []. Donc, Maurice Strong, une autre figure qui est un cofondateur et un inspirateur de Klaus Schwab.

Puis vous avez la grande affaire du 15 août 1971, lorsque le dollar américain est devenu flottant. Kissinger et Schultz, à la tête de l'administration Nixon, orchestrent le retrait du dollar de la réserve d'or, le système d'échange d'or ou le système de taux de change fixe, qui empêchait la spéculation sur les devises et les matières premières. Tant qu'il n'y avait pas de spéculation, il était difficile de mener le genre de guerre économique contre les nations qui essayaient de développer leurs infrastructures et leur base industrielle, ce qui a toujours été, même en remontant au 19ème siècle, un outil utilisé par l'Empire pour maintenir les nations déstabilisées, cette guerre économique. Donc, le taux de change fixe devait disparaître. Il garantissait trop de stabilité. Vous pouviez penser à des projets à long terme, sur 5 ou 20 ans, lorsque vous aviez une stabilité relative des monnaies. Et cela s'est répercuté sur les marchés flottants. Ainsi, tout d'un coup, les marchés sont devenus le facteur déterminant de la valeur du dollar, qui est devenu de plus en plus lié, toujours sous l'impulsion de Kissinger, au prix du pétrole sur les marchés au comptant. Donc, tout d'un coup, un certain chaos a été créé. Vous ne pouviez plus vraiment construire, maintenir ou améliorer votre infrastructure, c'est cette partie de votre économie à forte intensité de capital que vous devriez toujours avoir comme base de votre valeur économique dans le système, qui s'est atrophiée. Et de plus en

plus, l'ère de la dérégulation et de la spéculation s'est ancrée. J'ai mentionné ici, pour faire bonne mesure, la Commission Trilatérale, fondée en 1973 par Brzezinski, Kissinger et David Rockefeller. Là encore, l'influence du Council on Foreign Relations, qui est à nouveau le mouvement de la Table ronde, est toujours là, de même que le groupe Bilderberg, qui est toujours là. Beaucoup de ces figures se recoupent avec cette autre entité dont je parlerai plus en détail le 26 février. Donc, voici ce qui prend le dessus sous Carter, la Commission Trilatérale. Presque tous les membres du cabinet de Carter sont membres de la Commission Trilatérale. Des gens comme Paul Volcker, qui devient le président de la Fed, appelle à une désintégration contrôlée de l'économie américaine en 1979, c'est-à-dire que les taux d'intérêt sont portés à 20 % ou plus pendant deux ans, détruisant les petites et moyennes entreprises et ne laissant que ces mastodontes de multinationales capables de survivre et de prospérer et de se faire engloutir par des fusions et acquisitions.

Henry Kissinger prononce, à ce moment-là, un discours à la Chatham House au Royaume-Uni, décrivant la différence entre les points de vue de Churchill et de Roosevelt sur l'après-guerre et décrivant, et les gens peuvent le lire, le discours complet est en annexe de mon deuxième volume. Il décrit comment il préférerait la manière de concevoir la géopolitique de Churchill à celle de Roosevelt, qu'il considérerait comme obsolète et incompatible avec la réalité. Mais il y décrit aussi l'époque où il était secrétaire d'État sous Nixon, où il dit : « Les Britanniques ont été en réalité tellement utiles qu'ils sont devenus un participant des délibérations internes américaines, à un degré probablement jamais pratiqué entre nations souveraines... », « Au cours de mes fonctions à la Maison Blanche, je tenais alors le bureau des affaires étrangères britannique mieux informé et plus étroitement engagé que le département d'État américain... C'était symptomatique. » Un aveu total. Ils ne cachent même pas ça en disant « non, ce n'est pas exactement ça ». Non, ils l'admettent tout simplement. Ils supposent juste que nous sommes trop bêtes pour mettre en relation les mots et les actions. Lord Jacob Rothschild en 1983 a prononcé un discours disant que : « Deux grands types d'institutions géantes, la société de services financiers mondiale et la banque commerciale internationale avec une compétence commerciale mondiale, peuvent converger pour former le conglomérat financier ultime, tout-puissant et à plusieurs têtes. » Il fait référence à l'effondrement de la division des activités bancaires : commerce, investissement, fiducie, assurance. Toutes ces activités avaient auparavant, sous Roosevelt, été conçues dans des compartiments séparés afin que vous ne puissiez pas spéculer avec l'épargne des gens. Vous ne pouviez pas le faire légalement. Il parlait de supprimer ces compartiments afin de pouvoir créer un nouveau type de banque universelle qui fait tout, ce que nous pourrions appeler aujourd'hui « too big to fail » [trop gros pour faire faillite]. C'est ce qui a été fait à l'origine en Grande-Bretagne sous le Big Bang de Margaret Thatcher, où la première vague de banque universelle a été créée à Londres, ce qui lui a permis de reprendre encore plus de contrôle qu'auparavant. On assiste à l'effondrement quasi total d'une bulle spéculative qui entraîne l'effondrement de 25 % de la bourse de New York. Pour éviter l'effondrement, Alan Greenspan est appelé à la rescousse et normalise immédiatement les instruments financiers créatifs, autrement appelés dérivés, qui étaient auparavant illégaux pour la plupart.

Ces instruments étaient connus sous le nom de « junk bonds », des dettes titrisées qui n'avaient aucune valeur mais qui étaient tout de même titrisées, puis investies dans des assurances qui étaient également titrisées afin que les gens puissent... – c'est complexe, mais c'est fou. Ce n'est pas une façon de créer de la valeur. Et c'est devenu une sorte de tumeur cancéreuse qui s'est développée dans l'économie au point qu'en 1992, lorsque le traité de Maastricht a été signé – créant l'Union européenne comme une nouvelle consolidation pour se débarrasser des États-nations et du droit des nations à émettre leur propre crédit et à le contrôler en Europe – il y avait environ 2 000 milliards de dollars de produits dérivés. La même année, l'Union soviétique s'est dissoute. On célèbre la fin de l'histoire. George Bush dit en 1990 à l'ouverture de la guerre du Koweït que : « Nous avons devant nous l'opportunité de forger pour nous-mêmes et pour les générations futures un nouvel ordre mondial – lorsque nous réussirons – et nous réussirons – nous avons une véritable opportunité avec ce nouvel ordre mondial. » C'est donc à ce moment-là que Margaret Thatcher se vante d'avoir durci la position de Bush, qui hésitait sur la question de l'opération « Tempête du désert ». Mais encore une fois, l'idée était toujours la fin du système de l'État-nation. Finalement, à la fin de la guerre froide, c'est une ère unipolaire de ce qu'on pourrait appeler aujourd'hui l'ordre mondial néolibéral. L'Union soviétique est totalement privatisée, détruite, ciblée pour une destruction supervisée par Strobe Talbott, qui est l'homme de pointe sur le terrain, boursier de Rhodes, travaillant étroitement avec le FMI. L'ALENA est signé afin de se débarrasser à nouveau des pouvoirs des États-nations en Amérique du Nord et de faire passer les pouvoirs dans les mains des sociétés privées avant les nations. L'Organisation mondiale du commerce et ensuite le Glass Steagall : la séparation entre le commerce bancaire américain et la spéculation est brisée par Clinton, boursier de Rhodes, lors de son dernier mandat.

À partir de ce moment-là, on assiste à l'apparition du plus grand cancer des produits dérivés, qui passe de 2 000 milliards en 1992 à 70 000 milliards en 1999, ce qui correspond au PIB mondial des États-Unis. Au point que seulement dix ans plus tard, on assiste à la déréglementation complète des produits dérivés négociés de gré à gré, car le Glass Steagall a disparu, trop gros pour faire faillite, pour devenir plus grand que Dieu, ou c'est ce qu'ils veulent nous faire croire, alors nous devons les renflouer. En cas de faillite, c'est comme un pistolet sur la tempe. Et en 2007, lorsque survient effondrement suivant, 708 000 milliards de dollars de produits dérivés pèsent sur le système, dépassant de loin les 15 000 milliards de dollars du PIB américain.

Strobe Talbott en 1992 a déclaré dans son manifeste : « Tous les pays sont fondamentalement des arrangements sociaux... Peu importe à quel point ils peuvent sembler permanents ou même sacrés à un moment donné, en réalité, ils sont tous artificiels et temporaires... Peut-être que la souveraineté nationale n'était pas une si bonne idée après tout... Mais il a fallu les événements de notre propre siècle, merveilleux et terrible, pour plaider en faveur d'un gouvernement mondial. » C'est tiré de Birth of a Global Nation.

Deux dernières diapositives et je termine.

Pour être clair, la prise de contrôle des services financiers et l'effondrement de l'économie réelle : la partie réelle qui a de la valeur, qui maintient la vie est désormais la tendance. Vous avez le croisement de ce que vous avez ici, la location immobilière, le crédit-bail, la spéculation financière qui se chevauchent en 1987 avec la base manufacturière physique. Ce n'est qu'un des nombreux graphiques mis en avant. Une économie réelle ne fonctionne que si le côté financier est toujours au service de l'amélioration du côté réel : fabrication, infrastructure, science. Si le côté financier n'assure pas ce service, c'est du faux, c'est une bulle et la bulle éclatera. Et c'est pourquoi la bulle qui a été créée aujourd'hui, et qui éclate, était une désintégration planifiée, qui a toujours été prévue, depuis 1971.

La question est de savoir quand aura lieu la rupture ? La rupture a eu lieu. La question est de savoir pourquoi la Chine et la Russie sont encerclées par l'armée américaine et britannique. Pourquoi y a-t-il toutes ces opérations psychologiques ? Pourquoi y a-t-il tant de types différents d'opérations liées à la CIA pour détruire et déstabiliser l'Eurasie en ce moment ? J'en ai parlé dans ma dernière présentation, et c'est bien documenté. Que se passe-t-il ? De quoi ont-ils peur ?

Je vais terminer par cette dernière citation de Poutine. Les gens peuvent ressentir un sentiment de rage lorsqu'ils voient le visage de Poutine parce qu'ils ont été nourris de beaucoup de propagande dans les médias, ça m'est égal. Mais dans un récent discours, Poutine a déclaré :

« Seuls les États souverains peuvent répondre efficacement aux défis de l'époque et aux demandes des citoyens. Par conséquent, tout ordre international efficace devrait prendre en compte les intérêts et les capacités de l'État et procéder sur cette base, et non essayer de prouver qu'ils ne devraient pas exister. En outre, il est impossible d'imposer quoi que ce soit à quiconque, qu'il s'agisse des principes qui sous-tendent la structure sociopolitique ou des valeurs que quelqu'un, pour des raisons qui lui sont propres, a qualifiées d'universelles. Après tout, il est clair que lorsqu'une véritable crise survient, il ne reste qu'une seule valeur universelle, à savoir la vie humaine, que chaque État décide lui-même de protéger au mieux en fonction de ses capacités, de sa culture et de ses traditions. »

J'ai dépassé mon temps de parole. Je suis vraiment désolé, mais je tenais à présenter quelques enseignements clés de l'histoire mondiale. Et s'il y a des questions, s'il y a du temps pour cela, je serais heureux de répondre.

1:36:12 Reiner Fuellmich :

Merci, Matthew. Permettez-moi de vérifier que je vous ai bien compris. Le point principal est que l'Empire britannique n'a jamais cessé d'exister. Il

est toujours là. Le colonialisme existe toujours, sauf qu'il existe sous un autre nom. Il n'a jamais cessé d'essayer de tirer les États-Unis en arrière, mais pour une raison qui nous échappe, il n'a pas vraiment réussi. Est-ce le résultat de tout cela, est-ce ce que nous voyons avec l'idée de l'État profond ? Est-ce que l'État profond est cette partie du pays qui essaie en résumé de réintroduire les États-Unis dans le système anglo-américain et dans la City de Londres ?

1:37:11 Matthew Ehret :

Je n'ai aucun problème avec ce que vous venez de dire. Oui, je n'ai aucun problème avec ça.

1:37:18 Reiner Fuellmich :

Pour autant que je sache, d'après ce que vous nous dites, cela n'a pas échoué au Canada. Leur tentative de garder le Canada sous contrôle a été très réussie. Je veux dire, rien qu'en écoutant comment Justin Trudeau a prêté son serment, il a juré allégeance à la Couronne britannique, à la Reine d'Angleterre. Cela ne dérange-t-il pas les Canadiens ?

1:37:49 Matthew Ehret :

Pour ceux qui le savent, c'est un changement de paradigme, mais il y a une grande dissonance cognitive qui a été mise en place par des années et des générations de conditionnement. Voici ce qu'il en est. Dans un des chapitres que je traite, la création d'un nationalisme synthétique au Canada a été organisée par nul autre que Lord Milner lui-même, qui a dirigé le Rhodes Trust en 1909 et est venu au Canada avec McIntyre, qui est le fondateur de la géopolitique dans sa forme moderne, mais à l'époque il était le directeur de la London School of Economics de la Fabian Society. Il a démissionné de son poste de directeur de la London School, suite à une offre faite par Lord Milner, qui fait partie de la Table Ronde, ce qui passe donc par Oxford. Donc, vous avez la LSC et ensuite Oxford. Il a donc démissionné de son poste pour venir au Canada avec Milner afin de formuler une grande stratégie visant à déterminer comment maintenir le Canada comme un rempart entre la Russie et les États-Unis et aussi avec l'Allemagne, car à l'époque, l'Allemagne n'était pas du tout un État fasciste. Il y avait encore beaucoup d'impulsions anticoloniales et antifascistes à des postes de pouvoir très élevés, autour de la Société Friedrich List et d'autres. Donc, il y a justement une citation où Milner a dit : « Parmi les trois plus grands dangers pour l'Empire britannique, ce que l'on préfère est une plus grande cohésion ». Donc, les trois principaux scénarios pour l'avenir du Canada sont : le premier, une plus grande cohésion et une intégration à la Fédération britannique. Cela ne va probablement pas se produire. Vous avez toujours Wilfrid Laurier, un admirateur de Lincoln, et d'autres, vous vous souvenez ? Donc, ça n'arrivera pas. Il a dit : le plus grand danger est une plus grande coopération avec les États-Unis, des États de 1909, c'est la plus grande menace pour l'Empire britannique. Le juste milieu est la croissance d'un nationalisme canadien. Et il rajoute : « Les Canadiens sont si merveilleusement ignorants des forces

plus vastes de l'histoire, et ils se sentent supérieurs aux Américains dans presque tous les domaines. C'est facétieux et c'est fantastique. » Ce sont ses mots : « C'est juste fantastique à quel point ils sont ignorants ». « Et nous devrions suivre cette perspective et leur créer véritablement un nouveau nationalisme. » Et c'est exactement ce qui est devenu toute la tendance du 20ème siècle, aboutissant à la création artificielle du drapeau canadien avec une feuille d'érable qui ne veut rien dire. Contrairement aux autres pays qui ont des drapeaux qui signifient quelque chose, c'est littéralement juste une feuille d'érable. C'est ce qu'elle signifie. Et des gens comme Vincent Massey, qui était son prodige, est devenu notre premier gouverneur général canadien, qui a dirigé et géré une grande partie de tout cela. C'étaient tous des eugénistes. Ils ont également créé la Canadian Fabian Society, qui est toute une histoire dirigée par cinq boursiers de Rhodes en 1931.

Mais oui, au Canada, il y a une grande dissonance cognitive et beaucoup de mythes qui ont été créés et qui sont des vaches sacrées auxquelles nos esprits ont peur de se frotter. Mais maintenant que nous voyons le système démontrer sa véritable nature tyrannique, qu'il a toujours eue, mais comme nous n'y résistions pas, nous ne la ressentions pas. Mais à présent, dès que vous demandez quelque chose d'humain comme la liberté, vous voyez le masque tomber. Désormais, je pense que les gens sont beaucoup plus réceptifs à l'idée de se demander « Mais qu'est-ce qui se passe vraiment ? Qu'est-ce que cette chose appelée Canada ? » Et je pense que dans l'ensemble, les leçons des grands patriotes qui ont été évincés dans l'histoire du Canada... par exemple, nous avons eu notre dernier gouvernement national en 1963 qui a été renversé par un coup d'État dirigé par un boursier de Rhodes. En 1963, c'était notre dernier gouvernement national.

Il y a donc une soif de comprendre et je pense que plus les gens voient et réfléchissent à ce que Justin Trudeau a dit en 2017 et qu'ils observent ce qui s'est passé, plus ils arrivent à relier les choses entre elles. Ce qui est très important, c'est de se demander ce que devrait être une véritable nation souveraine. Nous savons ce qu'elle n'est pas maintenant, mais que devrait-elle faire ? Parce que nous avons de sérieux objectifs en matière de prix, la répartition de la production alimentaire, des chaînes d'approvisionnement et des infrastructures. Comment gérer cela de manière cohérente pour s'assurer que nos enfants, non seulement ne deviennent pas des esclaves dans ce système dystopique, mais qu'ils aient une vie dans laquelle ils puissent s'épanouir, où nous puissions investir dans une banque nationale qui serve les intérêts du peuple, avec d'autres nations qui s'organisent de manière commune. C'est toute une discussion qui doit vraiment avoir lieu. Et je pense que les manifestations actuelles à Ottawa sont une bonne étincelle. Il y a une aspiration à présent, comme je n'en ai jamais vu, pour ces grandes idées.

1:42:12 Reiner Fuellmich :

C'est le nationalisme canadien,... nationalisme s'affirmant plutôt contre la couronne britannique, en substance, non ?

Matthew Ehret :

En substance. C'est basé sur un principe qui n'est pas artificiel. C'est vraiment basé sur le droit de nourrir nos familles, de travailler, d'avoir une vie. Les choses absolument fondamentales.

1:42:33 Reiner Fuellmich :

Une dernière question. Le pouvoir de la City de Londres combiné à la cinquième colonne de Wall Street, est-ce bien le cas ? Ai-je bien compris ? Que tout cet argent, tout ce pouvoir, était en mesure de déclencher deux guerres mondiales ? La première et la deuxième guerre mondiale, avec ces mastodontes financiers finançant les deux camps ?

1:43:04 Matthew Ehret :

Oh, oui. Absolument. J'ai l'impression d'avoir utilisé beaucoup de temps. Mais oui.

1:43:11 Reiner Fuellmich :

Ok. Je voulais juste m'assurer que je ne vous avais pas mal compris. Et enfin, les deux guerres mondiales, quiconque peut commencer deux guerres mondiales, n'a probablement aucun problème, parce que je l'ai noté quand vous l'avez dit, pour créer des maladies comme le terrorisme et le commerce de la drogue. Donc, en substance, cela a aussi été créé, ou a été mise en place par ces mastodontes financiers que sont la City de Londres et Wall Street.

1:43:44 Matthew Ehret :

Oui, et je voudrais juste ajouter une petite chose à ce sujet, c'est que les Britanniques, et j'ai réalisé une interview avec Alex Craner basée sur une merveilleuse trilogie qu'il a écrite sur le projet britannique initial du Nouvel Ordre Mondial sous la direction de personnes comme Lord Halifax, les conciliateurs de la Grande-Bretagne qui étaient des gens comme Neville Chamberlain, qui faisaient partie d'une opération qui, jusqu'en 1939-1940, voulait toujours avoir des alliances fascistes anglo-américaines avec Hitler, et Mussolini et d'autres... pour gérer le monde dans le cadre d'un Nouvel Ordre Mondial et appliquer la politique eugéniste de contrôle de la population dans le cadre d'une société gérée de manière scientifique depuis le plus haut niveau. C'était un projet, jusqu'à l'éviction de Neville Chamberlain, lorsque Hitler est devenu un monstre à la Frankenstein qui ne se conformait plus aux ordres et qu'il avait de plus grandes ambitions pour être à la tête du monde – au lieu d'être un exécutant secondaire de la volonté d'une classe bancaire. C'est alors qu'ils ont dû changer de stratégie et abandonner ce plan. Il y a toute une histoire là-dessus, mais oui, l'oligarchie... la leçon que j'en tire et que je souhaite que tout le monde puisse tirer de ça, c'est que les oligarchies se plantent beaucoup. Elles ne sont pas aussi puissantes qu'elles veulent nous le faire croire, ce qui est,

vous savez, une intimidation de l'esprit. Chaque fois que vous regardez ce qu'ils essaient de faire... ce qu'ils essaient de faire aujourd'hui n'est pas nouveau, ils ont essayé de nombreuses fois, et généralement ça leur explose à la figure. Et cela leur porte préjudice aussi. Alors ils doivent se réorganiser et essayer quelque chose de nouveau.

1:45:13 Reiner Fuellmich :

Je comprends maintenant, cependant, que Vera Sharav, une survivante de l'Holocauste, dit qu'elle ne peut pas croire qu'elle combat les mêmes personnes, les mêmes structures, à nouveau, qu'elle a combattu il y a 75 ans, parce qu'il semble que ce qui s'est passé alors se reproduit. Matthew, je ne veux pas priver mes estimés collègues de poser des questions. Alors, s'il vous plaît, allez-y, posez vos questions.

1:45:43 Dexter Ryneveldt :

Je vous remercie beaucoup pour votre témoignage. Matthiew, le sens même de votre déclaration, le témoignage que vous avez donné, vous parlez de la nature et du droit. Comme nous le savons tous, le droit substantiel que nous utilisons dans ce grand jury est le droit naturel. J'aimerais donc que vous me disiez, sur la base de toutes les recherches que vous avez effectuées, quelle est l'importance du droit naturel pour la survie de l'humanité ? Et plus important encore, comment est-il lié au droit constitutionnel ? Merci.

Matthew Ehret :

Dexter, c'est une question formidable. C'est une très bonne question. D'après moi, toute l'histoire du monde a été façonnée par une bataille entre la loi artificielle – je veux dire, l'humanité est la seule espèce que nous connaissons qui crée et améliore les lois des systèmes autour desquels nous nous organisons. Les autres animaux sont régis par leur génétique, leur environnement et leur nature pour être ce qu'ils sont, et c'est très bien ainsi. Mais les êtres humains sont les seuls à pouvoir élaborer des conceptions et à les appliquer pour gérer, volontairement, leur propre existence. Et puis, encore une fois, à pouvoir identifier les problèmes de la pseudo machine métaphysique invisible de l'État et les améliorer. Mais sur quelle base devons-nous nous améliorer ? Selon quelle norme jugeons-nous les lois que nous créons nous-mêmes pour dire « Celle-ci est conforme à ce qui a été conçu par Dieu ». Et quelles sont celles qui sont déséquilibrées, qui ne sont pas en harmonie, que nous devons corriger, qui sont illégitimes ou, comme Thomas d'Aquin le dirait, qui constituent des formes de violence. Donc, si une loi peut effectivement détruire, vous priver de votre capacité innée à exprimer votre vie, votre liberté, votre bonheur, vos pouvoirs créatifs... si c'est ce qu'une loi fait, ce n'est pas une loi, c'est une forme de violence. Elle n'a pas à être respectée. Et c'est ce que les pères fondateurs... si vous lisez les écrits de Benjamin Franklin, de Thomas Paine, ils étaient très sensibles au fait qu'il existe une loi supérieure. Elle n'est même pas séparée de la loi scientifique. C'est pourquoi Benjamin Franklin était à la fois un scientifique qui a découvert des principes d'électricité qu'il

partageait. Mais dans son esprit, ses découvertes des lois de l'électricité n'étaient pas séparées des lois morales métaphysiques qui sont devenues le fondement de l'effort de sa vie pour créer une République d'autogouvernance, fondée sur les droits inaliénables de l'individu et non sur les institutions héréditaires qui avaient gouverné la société pendant des milliers d'années. C'était la première fois que cela se faisait. Encore une fois, dans son esprit, il s'agissait de deux faces d'une même chose. La vraie science ne constitue pas une description mathématique ou une tentative d'imposer une formule à l'univers et d'attendre que l'univers s'y conforme. Il s'agit d'accorder notre propre raison créative en harmonie avec cet univers, qui sera alors toujours plus facile à découvrir. Et chaque fois que nous transmettons ces nouvelles découvertes dans n'importe quel domaine à nos semblables et que nous les appliquons au processus de production, l'univers réagit en nous donnant des niveaux de vie plus élevés. Nous pouvons faire vivre un plus grand nombre de personnes à un niveau de vie supérieur à celui que nous aurions pu avoir si nous n'avions pas l'électricité, si nous n'avions pas la connaissance du feu, où nous vivions, par exemple, comme des bestiaux dans des grottes.

Mais cette nature réciproque de l'univers ayant cette qualité, que l'humanité a créée à l'image de cet univers sous certaines conditions, si nous respectons certains de ces principes, comme Benjamin Franklin et d'autres l'ont compris, nous en tirerons une plus grande émancipation. L'Empire, le système oligarchique d'une élite héréditaire, perdra les appuis où planter ses griffes, comme le parasite qu'il est, dans l'hôte. Il n'aura plus grand-chose à quoi s'accrocher, il perdra son pouvoir et implosera de lui-même, comme je pense que nous le voyons en ce moment.

1:49:19 Alex Thomson :

Puis-je ajouter quelque chose très brièvement, ce que nous voyons maintenant dans les juridictions du Royaume-Uni, il y a la juridiction d'Angleterre et du Pays de Galles, la juridiction d'Irlande du Nord, la juridiction d'Ecosse. Les systèmes judiciaires de tous ces pays, qui relèvent essentiellement de la common law, commencent à s'attribuer, au niveau judiciaire, le pouvoir de décider de la « Mens Rea » ou ils sont plus avancés que n'importe quelle juridiction de common law ou de droit civil, comme nous l'avons constaté à plusieurs reprises, en affirmant que même si un jury est là pour la forme, et ils semblent essayer de s'en débarrasser maintenant sous la prétention fallacieuse que les exigences des traités internationaux les obligent à réduire l'utilisation des jurys, même si un jury est là pour la forme, ils se réservent le droit de déterminer ce qui était dans l'esprit de l'auteur du crime. Et très souvent maintenant, c'est une rédaction qui vient des fondations exo-nérées d'impôts telles que la Fondation Carnegie dont j'ai parlé plus tôt, via la bibliothèque de la Chambre des Communes, qui dit aux législateurs de Grande-Bretagne, qui ensuite entraînera d'autres pays sur la même voie, et que les législateurs sont informés qu'il existe une version terrestre du bien public ou du bien-être public, maintenant appelée bien-être collectif. C'est ce que les fondations ont fait tout au long du 20ème siècle, en créant des ennemis dans ce but précis. Et maintenant les

tribunaux disent, si vous avez offensé la société, alors il n'y a pas de réparation, vous êtes coupable. Et c'est le plus grand pas en avant vers l'élimination du droit naturel que j'aie jamais vu. C'est allé plus loin que n'importe quel État totalitaire européen, que n'importe quelle cour internationale, c'est maintenant au niveau national britannique, par le biais de la législation et finalement des groupes de réflexion, que l'on abolit le concept selon lequel la loi naturelle décide si vous êtes coupable ou non.

1:51:04 Viviane Fischer :

Merci pour votre opinion, parce que nous voyons que ce n'est pas une constellation de pays fermés à 100 %. En ce moment, nous avons des réglementations encore très strictes en Australie et au Canada et ailleurs, mais vous dites qu'en Angleterre, c'est comme s'ils planifiaient ça sous un angle différent. C'est donc apparemment plus détendu pour le moment, mais je veux dire qu'ils se préparent à finaliser sous un angle différent, en disant... sous un angle différent, comme créer une pénurie alimentaire en fait.

1:51:41 Alex Thomson :

Oui, j'en suis absolument convaincu, le Royaume-Uni est en tête, l'Anglo Commonwealth en second, et la résistance à cette idée sera en fait largement le fait des pays d'Europe centrale, parce qu'ils accordent plus de poids à l'état de droit et aux institutions des tribunaux qu'aux jurés, par exemple, ils montreront une plus grande résistance, une résistance bienvenue pour ce cas. C'est certainement la Grande-Bretagne ou les groupes de réflexion basés en Grande-Bretagne qui poussent nos législateurs plus que partout ailleurs dans le monde, cette idée que si quelqu'un répond aux exigences d'un texte, il est convaincu qu'il est condamné sans aucune défense possible. C'est donc cette idée fallacieuse qui se cache derrière : « vous voulez offensé les intérêts du bien commun ? » C'est ce que je crains, et c'est ce qu'on peut comprendre, d'après ce que Matt a dit, mais je pense qu'en fait, ceux qui disent ça, c'est qu'ils ont peur, et qu'ils ne veulent aucune menace à leur narratif.

1:52:41 Reiner Fuellmich :

D'autres questions d'Ana, de Dipali, de Dexter ou de Virginie ? J'ai une question. Est-il possible que non seulement en Europe, mais aussi aux États-Unis, il y ait un mouvement qui, ayant compris ce qui se passe, essaie de prendre ses distances. Je parle des États-Unis qui essaient de prendre leurs distances par rapport aux Européens, et en particulier par rapport à la City de Londres, parce que nous sommes tout simplement ensevelis sous les dettes, et que nous portons trop de poids mort avec nous. Je dis ça en termes courants. Qu'en pensez-vous, Alex ? Et Matthew ?

1:53:34 Alex Thomson :

Pour ma part, absolument. Et puis le récent témoignage que je vous ai donné, j'ai parlé de ça, qu'il y a une grande partie de l'Amérique centrale qui

s'est réveillée et qui voit maintenant ce qu'ils considèrent comme un problème anglo ou anglo-européen les diriger, et je pense qu'ils commencent à en avoir marre de tout ça, à cause de la quantité de trahison impliquée et juste comme codicille au témoignage de Matt sur 1971, quand le coup financier a été réalisé, une des indications que les Américains ont été utilisés comme des pions malheureux est que cette même année, Kissinger aurait dit que les militaires, et par là il entendait surtout les militaires américains, étaient des bêtes brutes et stupides qui faisaient ce que d'autres leur demandaient et cette même année, étant le nouveau Secrétaire d'État sous l'administration Nixon. Il a obtenu d'un fabricant du Massachusetts, le seul fabricant au monde capable de produire des roulements à billes de précision, Brian Chucking Grinder, qu'il fournisse des roulements à billes à l'Union soviétique, afin de leur permettre de développer de multiples ogives pour « véhicules de rentrée indépendant », ce qui, je le sais, fait l'objet d'un de nos témoignages supplémentaires ce soir de la part de Jim Bush, alors qu'il était personnellement impliqué dans la partie américaine de cette affaire, La quantité de trahison impliquée est telle que là où les États-Unis avaient une avance militaire ou économique, la cabale dont nous parlons l'a délibérément abolie et j'ai le sentiment très fort, grâce à mes contacts prolongés avec les États-Unis, qu'une grande partie des Américains ne souhaitent pas abolir leur héritage anglo-saxon, leur héritage de common law, mais ils en ont complètement assez du leadership intellectuel britannique et européen.

1:55:14 Reiner Fuellmich :

C'est parfaitement logique.

1:55:16 Matthew Ehret :

Je ne voudrais pas trop parler, parce que je sais que nous sommes en train de dépasser le temps imparti ici. Mais juste rapidement : il y a des cinquièmes colonnes en Russie, chaque pays a ses propres colonnes, ils ont leurs propres batailles entre les forces légitimes qui représentent leurs cultures contre ces autres infiltrations parasitaires. Je dirais qu'en Eurasie, vous avez eu un sérieux... un repli plus sérieux au point qu'il y a une véritable... Je ne pense pas que ce soit un jeu, je pense qu'il y a une véritable stratégie alternative qui a été déployée en dehors du cadre de la prison de l'OTAN qui est en train d'implorer. Et qui n'est pas toujours... qui a toujours été conçue pour implorer. Et je pense qu'il y a des forces aux États-Unis, je le vois plus actuellement au niveau des États, qui ne veulent pas sombrer avec le bateau qui coule, il y a des forces partout en Europe. Malheureusement, les pouvoirs exécutifs fédéraux de la plupart des gouvernements transatlantiques ont été en grande partie récupérés, pas toujours entièrement, mais à un niveau déprimant. Donc je n'ai pas... je ne suis pas un expert en planification géopolitique. Et j'espère que les forces créatives seront capables d'utiliser les auto-contradictions et la folie de l'empire à leur avantage, puisqu'encore une fois, cet empire est... il ne peut qu'une fois... il ne peut réussir qu'à se détruire. Et je vois qu'il y a des gens qui veulent avoir un futur, qui veulent survivre, et qui s'organisent naturellement. Et

je pense juste qu'ils doivent affiner leur plan stratégique, en termes de ce qu'ils comprennent du monde, car beaucoup de gens pensent encore, surtout en Amérique... Beaucoup de patriotes qui n'aiment pas la grande réinitialisation ont tendance à tomber dans certains pièges qui sont tendus du récit de la guerre froide, que le vrai ennemi derrière tout n'est pas l'empire britannique, ce n'est pas l'oligarchie, ce n'est pas ça, ce seraient les communistes chinois qui voudraient dé-truire vos libertés, c'est ce qui serait derrière tout cela. Et vous savez, beaucoup de gens tombent dans ce piège. Et je crois que dans la mesure où ils s'accrochent à ces récits de Guerre Froide, ils vont auto-saboter leurs désirs communs de gagner la bataille contre cette menace oligarchique. Voilà, c'est ce que je tenais à dire.

1:57:31 Reiner Fuellmich :

Merci, Matthew. D'autres questions d'Ana ou de Dexter ? Ou Virginie ? Ou Dipali ?

1:57:39 Dexter Ryneveldt :

Pas d'autres questions pour ma part.

1:57:43 Ana Garner :

Aucune pour moi. Merci. Quelle belle présentation.

1:57:46 Reiner Fuellmich :

Oui, merci, Matthew. S'il n'y a pas d'autres questions, votre témoignage est terminé. Mat-thew, merci beaucoup. Nous allons maintenant nous tourner vers Brian Gerrish et Debbie Evans, pour leur présentation.

1:58:04 Brian Gerrish :

Merci beaucoup de m'avoir invité à participer. Vous m'avez demandé de me présenter. Je vais donc dire que ma première carrière a été celle d'un officier de la Royal Navy britannique. J'étais spécialisé dans la guerre anti-sous-marine. J'ai donc passé une grande partie de mon temps à traquer les sous-marins nucléaires russes, au plus fort de la guerre froide. Et bien sûr, je dirai qu'avec le temps, en vieillissant et en devenant plus sage, je me suis rendu compte que beaucoup de ce que je croyais à l'époque était incorrect. Mais pour vous donner une partie de mon expérience, j'étais très impliqué dans le système militaire à l'époque de la guerre froide. Et quand j'ai quitté la marine en 1993, j'ai découvert que tout n'était pas comme il semblait, dans la société et au Royaume-Uni. Et à force de traquer, principalement la fraude et la corruption dans ma propre ville, et d'entrer en contact avec des personnes qui voyaient la fraude et la corruption dans d'autres grandes villes britanniques, j'ai commencé à m'intéresser aux organisations qui, je le voyais, contrôlaient les événements, mais ces organisations n'étaient pas bien connues du public. Et où cela m'a mené, j'ai

finallement rencontré un groupe de personnes formidables. Et maintenant, nous gérons *UK Column* en produisant des nouvelles trois fois par semaine. Auparavant, nous produisions un journal écrit, mais nous analysons constamment ce qui se passe.

C'est donc sur la base de mon expérience militaire antérieure, de mon expérience dans le monde civil, y compris les analyses à travers *UK Column* que je peux vous apporter mon témoignage ce soir. Et j'ajouterai que je suis ravi d'être accompagné d'une dame appelée Debbie Evans, qui a fait des recherches très approfondies avec nous, et j'ai pensé qu'il était tout à fait approprié qu'elle puisse donner une information de grand intérêt qu'elle a trouvé.

Maintenant, je n'ai que 30 minutes. Je vais donc essayer d'aller très vite. Et la première chose que j'aimerais faire est d'essayer d'élargir la portée de ce que nos intervenants initiaux avaient à dire dans leur témoignage. Et je crois que l'analyse démontre qu'ils ont créé des fondations, des start up et développé des organisations de gangsters. Et nous avons suivi leur histoire, nous avons appris bien des choses sur ces gens, leurs réseaux, leur mode d'opération, nous avons quelques preuves d'événements mondiaux qui nous montrent que ces groupes opèrent.

Si nous regardons comment les gangsters ont été traités et éliminés avec succès dans le passé, si nous nous intéressons à Al Capone ou d'autres gangsters, l'Amérique est probablement le bon endroit pour ce genre d'analogie.

On les a fait tomber en enquêtant sur les crimes qu'ils ont commis et en recueillant les preuves réelles de ces crimes, qu'il s'agisse de meurtres, de trafic de drogue ou de prostitution, il fallait les preuves réelles du crime, il fallait prouver l'intention. Il devait y avoir les personnes nommées qui étaient impliquées dans ces crimes.

Et ce n'est que lorsque les preuves ont été apportées qu'ils ont pu être traduits en justice et déclarés coupables, ou du moins traduits devant la loi, et finalement purger leur peine. Je vais donc dire que pour notre jury, qui est un public mondial, les deux premiers intervenants ont fait un excellent travail en disant qu'il y a une conspiration, un groupe de gangsters qui opèrent, ils ont un pouvoir et une richesse énormes.

Qu'est-ce que ces gangsters essaient de faire ? Je pense que l'objectif de ces gangsters est la domination du monde. Ils veulent tout contrôler, la société, les matières premières, les méthodes de production, les gens, la politique, tout doit passer sous leur contrôle. Et finalement, nous disons alors, quels sont les crimes ? Eh bien, le gardien des crimes les notait pendant que j'écoutais les orateurs. Nous regardons l'oppression, nous regardons l'esclavage. Nous parlons de la pauvreté, de la faim, de la traite des êtres humains. Et finalement, nous parlons de la mort. Et à ce stade, je crois que nous avons maintenant un événement mondial majeur très important qui se produit. Il s'agit de la pandémie de COVID 19, suivie d'un programme

de vaccination, parce que, selon moi, les preuves irréfutables montrent que ces gangsters tuent des gens. Nous sommes donc ici pour, un recours à la loi pour parler de crime.

Quel est le crime, à mon avis, le crime est de perpétrer la mort. Les années précédentes, nous avons vu des gens mourir à cause des guerres qu'ils avaient créées. Mais plus récemment, nous voyons des gens mourir à cause de l'introduction d'une pandémie, et de la façon dont cette pandémie a été traitée, et de la façon dont elle est traitée entre guillemets avec un programme de vaccination. Maintenant, les deux intervenants ont mentionné quelque chose, qui je pense est très important. Alex a dit qu'ils veulent contrôler les esprits, et qu'ils veulent « un contrôle civil sur des personnes politiquement attardées ». Et cette dernière citation montre absolument l'arrogance de ces individus, de ces gangsters, parce qu'ils croient que toute opinion qu'ils ont est l'opinion correcte, la valeur correcte. Et toute personne qui les conteste est un vaurien, qu'ils veulent en fin de compte éliminer de leur champ d'action, et qu'est-ce que cela signifie ? En fin de compte, ils voudraient que ces gens disparaissent et meurent.

Alors rappelons-nous et faisons le lien avec le fait que nous avons dit que c'est une bataille pour nos esprits, et c'est très vrai en ce moment lorsque je vous livre mes premières pensées sur ce qui se passe. Mais nous devons être conscients qu'à côté de la pandémie de COVID 19 et du programme de vaccination qui en découle, nous devons être conscients qu'il y a une bataille contre nos esprits avec une attaque psychologique politique appliquée. Donc, il se trouve que j'ai deux documents avec moi, le premier est intitulé santé mentale. Le sous-titre est planification stratégique pour la santé mentale, il a été rédigé par un certain JL Reese.

Il est intéressant de noter que la date figurant sur ce document que je détiens est octobre 1940. Donc, au milieu de la Seconde Guerre mondiale, au début de la Seconde Guerre mondiale, je devrais dire, nous avons un groupe de personnes qui allaient plus tard devenir très puissantes au sein du système de l'Organisation mondiale de la santé, qui discutaient de la manière dont ils allaient mettre en œuvre ce qu'ils appelaient l'hygiène mentale dans la nouvelle société.

Et ils ne se sont pas gênés parce qu'ils ont dit qu'en faisant cela, ils allaient infiltrer les organisations sociales, ils allaient attaquer les professions, ils allaient infiltrer les activités sociales, et les sociétés professionnelles, et qu'ils allaient déclencher un plan et une propagande à long terme. Et je vais appuyer ce document de 1940 en disant très rapidement, j'en ai un autre entre mes mains, que je suis bien sûr heureux de partager ceci en tant que preuve. Il s'intitule Psychiatrie, il fait partie du « Journal of the biology and pathology of interpersonal relations », il est daté de février 1946.

Et il parle du rétablissement de la société en temps de paix, et l'auteur est un certain G.B Chiesel². Et si les gens font des recherches sur ce nom, ils

trouveront un autre personnage qui est profondément lié au type de sociétés que les sujets nous présentent de manière très concise. Pourquoi devrions-nous y prêter attention aujourd'hui ? Parce qu'il parle de l'utilisation du système psychiatrique, afin de mettre en œuvre ce programme d'hygiène mentale. Et si notre jury souhaite savoir ce que signifie « l'hygiène mentale », et bien cela signifie essentiellement que vous n'êtes pas apte à être un être humain, à moins que vous n'adoptiez les vues, les valeurs et les opinions des gangsters qui, nous l'avons déjà identifié, ont un plan de domination.

Je voudrais dire que lorsque j'ai commencé à faire des recherches sur ce qui se passait au Royaume-Uni du point de vue de la criminalité et de la fraude, des menaces et des brimades au niveau local, j'ai rapidement établi, à mon grand étonnement, qu'il existait une organisation caritative, appelée « Common Purpose », qui agissait de manière très politique en créant de futurs leaders. Et j'ai été fasciné par le fait que ces personnes s'installaient dans les villes britanniques et manipulaient de manière efficace en prenant le contrôle, pourrait-on dire, de la politique dans ces villes.

Donc, il y avait un groupe de personnes qui recrutaient des gens, qu'ils pouvaient considérer comme de futurs leaders, et qui commençaient à prendre le contrôle de villes au Royaume-Uni. Eh bien, si j'élargis le propos, en quelques années, cette organisation a opéré à l'étranger, dans des pays comme l'Allemagne, la Hollande, l'Inde, l'Australie, où ils recrutent des gens dans ces pays, afin de les intégrer dans un programme « d'agents du changement » pour changer notre façon de penser et de faire des affaires dans la société. Et si nous demandons d'où vient cette organisation, elle a été créée en 1985 environ, à la suite du retour d'une femme en particulier, la directrice générale de l'époque, Julia Middleton, de Chicago, me semble t'il, mais en tout cas, elle disait avoir appris des choses étonnantes sur la façon de changer la société. Et le point intéressant était qu'une grande somme d'argent a été collectée auprès d'un certain nombre de banques. Et rappelez-vous, le pouvoir monétaire a été au centre du dialogue des deux premiers intervenants, mais « Common Purpose » a pu se lancer grâce à des fonds provenant de grandes banques qui n'ont jamais été divulgués. Cependant, je peux dire avec une grande certitude que la Deutsche Bank était l'une des principales banques travaillant avec cette organisation.

Maintenant, pourquoi est ce que je parle de « Common Purpose » ? Eh bien, « Common Purpose » était un exemple clé d'une organisation que vous pouviez suivre, vous pouviez consulter les documents, vous ne pouviez pas voir les gens. Et vous pouviez constater qu'elle mettait en place un plan pour changer notre société sans que le citoyen moyen ne le réalise.

Alors où voulons-nous en venir maintenant ? Je pense que nous devons faire un petit récapitulatif de ce qu'Alex a mentionné, parce que j'aimerais vous ramener au document sur le concept mental, qui est ma première diapositive, si nous pouvons l'afficher à l'écran. – Introuvable sur internet, retranscription phonétique du nom énoncé à l'oral. Et ce document produit par le « Cabinet Office Britannique », est un document dans lequel ils ont

travaillé avec des psychologues pendant longtemps, pour apprendre comment changer la façon dont les gens pensent et se comportent, sans que les gens comprennent ce qui se passe.

Ce n'est pas une simple opinion de ma part, car si nous passons à la deuxième diapositive, j'espère qu'elle s'affiche à l'écran. Si vous lisez le texte à l'écran, il est dit que le gouvernement, le gouvernement britannique, serait capable de contrôler les pensées des gens, la façon dont ils pensent et les comportements qu'ils adoptent. Et les gens ne se rendent pas nécessairement compte que cela s'est produit, il n'auraient pas conscience, que leur comportement, leurs pensées auraient changé, ils ne le sauraient pas. Mais le document précise encore que si les gens se rendaient compte que leur comportement avait changé, ils ne sauraient pas nécessairement comment cela aurait été fait.

Maintenant, laissez-moi relier cela, plus ou moins à ce jour avec la pandémie de COVID 19, parce que si nous amenons la diapositive trois, sur votre écran, ce sont les rapports de « Spy B », comme on l'appelle, c'est une section des scientifiques experts du gouvernement britannique, des groupes d'experts, qui faisaient des commentaires sur la façon dont nous devrions, je cite, combattre le COVID. Mais « Spy B » était une équipe de spécialistes, y compris des spécialistes du comportement, qui ont utilisé la psychologie appliquée pour amener les gens à adhérer à la politique du gouvernement britannique sur le COVID-19. Et c'est pourquoi j'attire l'attention des gens sur deux paragraphes : l'un se trouve en bas de la page de gauche, où il est dit que le niveau perçu de menace personnelle doit être augmenté chez les personnes confiantes, en utilisant des messages émotionnels percutants.

C'était donc une équipe gouvernementale qui préconisait l'utilisation de la psychologie appliquée pour rendre les gens craintifs. Et je dirais qu'il n'est pas étonnant que nous ayons maintenant des psychologues et des psychiatres qualifiés qui soulignent le danger de rendre les gens peureux, en particulier si vous utilisez des techniques qui impliquent qu'ils n'ont aucun moyen de savoir d'où vient cette peur. Ce n'est pas mon jugement, je cite directement les propos de l'homme du gouvernement britannique. Et ce qui est tout aussi inquiétant, c'est qu'un paragraphe ultérieur, le paragraphe sept, parle de coercition, dans lequel il est dit que l'on devrait envisager l'utilisation de la désapprobation sociale. Mais avec une forte mise en garde concernant les conséquences négatives indésirables. Ce dont ils parlent, c'est d'utiliser les gens pour faire la police entre eux, pour dire, je porte un masque, vous ne portez pas de masque, vous êtes une mauvaise personne, sortez de mon chemin. Mais la mise en garde qu'ils ont introduite à ce sujet est qu'ils reconnaissent que cette technologie psychologique pourrait déclencher la violence dans les communautés.

Maintenant, je passe rapidement dans cette présentation sur la façon dont ils parlent dans le domaine du contrôle des populations où nous voyons le gouvernement britannique en 2009 en 2010, figurant sur ce document original, mais jusqu'à aujourd'hui aussi, se vanter du fait qu'il pourrait utiliser la psychologie appliquée pour changer la façon dont les gens pensent et la façon

dont les gens se comportent.

Qu'ont-ils fait de cette méthodologie ? Cette psychologie a été en fait vendue initialement aux États-Unis et à l'Australie... regardez ce qui se passe en Australie avec le verrouillage COVID en ce moment, mais finalement, ces technologies psychologiques, comme Debbie va en parler dans quelques instants, ont été vendues dans le monde entier.

Nous avons donc maintenant des gouvernements du monde entier capables d'utiliser cette psychologie comportementale appliquée pour changer les opinions, les valeurs et le comportement des gens qui ne savent tout simplement pas que cela a été utilisé contre eux. Et pour renforcer ce point, si on peut faire apparaître à l'écran la quatrième diapositive, voici un document que je n'ai trouvé que très récemment, mais qui s'intitule « Behavioural Insights applied to policy, Germany country overview », c'est un document de l'UE, qui vante effectivement exactement la même chose, à savoir comment la psychologie comportementale appliquée peut être utilisée pour changer l'opinion publique communautaire. Et il donne toute une liste d'organisations allemandes, dont je suis sûr qu'elles seront, pardon, je suis sûr qu'elles seront beaucoup plus significatives pour le jury que pour moi, mais beaucoup d'entre elles sont des universités et des organismes de recherche.

Ce document est la preuve vraiment évidente que ces techniques de psychologie politique ont certainement été répandues dans toute l'Europe.

Je vais donc suggérer qu'il est très clair que nous avons une équipe de gangsters au pouvoir, qu'il s'agisse du Royaume-Uni, de l'Union européenne ou des États-Unis, et qu'entre les mains de ces gangsters, il y a une méthode de psychologie comportementale très dangereuse.

Permettez-moi maintenant de passer au sujet du COVID-19, et en particulier aux effets des vaccins.

Au Royaume-Uni, nous avons la « Medicine and Health Products Regulatory organization », la MHRA, qui est censée assurer la sécurité du public en ce qui concerne les produits pharmaceutiques et les vaccins. Et dans le cadre du programme de vaccination au Royaume-Uni, ils ont recueilli des données sur les effets indésirables des vaccins, excusez-moi... qu'ils appellent les « Yellow Cards ». Et à ce jour, si je peux trouver les chiffres, parce que je les ai notés, aujourd'hui... leurs propres statistiques disent qu'il y a eu près un million et demi d'effets indésirables des vaccins, et qu'il y a eu près 2000 décès, avec une mise en garde qu'ils ont faite eux-mêmes pour dire qu'ils pensent qu'il est probable que seulement 10 % des effets indésirables des vaccins qui se sont réellement produits ont été enregistrés. Bien entendu, cela fait passer le nombre de décès de 2000 à 20 000.

Ce qui est intéressant, c'est que nous commençons à voir les décès dus aux vaccins dépasser les dommages causés par le COVID-19. Mais nous devons nous rappeler que la MHRA est un département gouvernemental parfaitement prêt à

utiliser les mêmes compétences en psychologie appliquée, que le gouvernement britannique s'est vanté de pouvoir utiliser, pour tromper le public et changer son comportement.

Ainsi, lorsque nous nous sommes adressés à la MHRA et que nous leur avons posé une question simple : où est votre évaluation quantitative des risques pour montrer que les effets indésirables des vaccins ne sont pas le résultat des vaccinations elles-mêmes ? La MHRA s'abstient de répondre et produit des réponses très confuses. Mais le fait est que cette organisation clé, la MHRA, n'a pas mené d'évaluation quantitative des risques concernant les effets indésirables des vaccinations.

Et je veux dire au jury, nous sommes dans un tribunal, la MHRA a le devoir de protéger le public des produits pharmaceutiques dangereux. Elle sait que des gens meurent à cause de la campagne de vaccination. Et je voudrais ajouter que le gouvernement britannique le sait certainement. Mais il est prêt à utiliser la psychologie dans tous les domaines, écrits et médiatiques, autour des dangers du COVID dans la politique de vaccination.

Avant de céder la parole à Debbie pour qu'elle explique le fonctionnement du système. Je voulais juste souligner que, bien sûr, l'ensemble du contrôle de la politique du COVID-19, et la soi-disant politique de soins de santé autour des vaccinations COVID-19 a été effectué par le Cabinet Office britannique qui a une équipe de psychologie comportementale appliquée intégrée. Nous savons donc de quoi ils sont capables, ils s'en vantent dans leur propre document. Et finalement, nous voyons la preuve réelle que des gens souffrent et meurent.

Mais j'aimerais passer la parole à Debbie, parce que si nous suivons cette piste, nous arrivons à la façon dont le système fonctionne au Royaume-Uni, où du moins, nous assistons à une forme de fascisme médical, entre le gouvernement et l'industrie pharmaceutique mondiale, travaillant aux côtés des universités et des organisations caritatives dans ce qui a été appelé le Triangle d'or au Royaume-Uni. Donc permettez moi de passer la parole à Debbie, pour utiliser les 15 dernières minutes.

2:21:23 Debi Evans

Merci, Brian. Bonsoir à tous. Mon nom est Debbie Evans. Je suis une infirmière diplômée d'État à la retraite. J'ai été formée au Royal Free Hospital de Londres, où, par coïncidence, on soigne la fièvre de Lassa depuis aujourd'hui au Royaume-Uni. Et j'ai suivi une formation postuniversitaire à l'hôpital St. Bartholomew dans la ville de Londres. Et j'ai été conseiller au ministère de la santé pour le gouvernement britannique pendant cinq ans et je suis un chercheur médical et Brian nous a amené là dans ce que nous appelons au Royaume – Uni le triangle des hôpitaux ou les université d'or, le triangle d'or des universités, et il y a une capture d'écran d'une carte du Royaume-Uni, si vous pouvez l'afficher juste pour montrer les emplacements d'Oxford, Cambridge et Londres, dans ce triangle, je ne sais pas si vous pouvez le voir ou non. Vous pouvez le voir fabuleux.

Cambridge est le plus grand centre de technologie numérique du Royaume-Uni. Elle est classée 12e dans l'indice numérique européen, et elle est en fait connue sous le nom de Silicon Fen. Il y a un énorme campus biomédical sur le site, il y a une capture d'écran du campus biomédical, qui vous indiquera ce qu'il y a sur le puissant campus biomédical et ce qu'on y trouve, entre autres l'hôpital Papworth, qui a été déplacé sur le campus biomédical et qui est spécialisé dans le cœur et les poumons. Nous avons également l'hôpital d'Addenbrooke, spécialisé dans les dons d'organes et les transplantations. Boris Johnson, notre Premier ministre, nous a également annoncé qu'un hôpital de recherche sur le cancer serait également érigé sur ce campus, ce qui représente un coût énorme malgré le fait que les taux de cancer au Royaume-Uni sont en baisse, le Medical Research Council Cancer Research UK, sur lequel je reviendrai dans une minute, le laboratoire régénératif McLaren et le centre de transfusion sanguine du NHS. Donc tout cela est entre autres, à Cambridge et AstraZeneca a son siège avec GlaxoSmithKline aussi, ce qui est intéressant à propos de Cambridge, c'est que Cancer Research UK, qui est censé être une organisation caritative, mais semble ne pas l'être du tout.

Le professeur Robert West est consultant pour Cancer Research UK. Et il fait également partie de l'équipe B, l'équipe comportementale dont Brian vient de parler à propos de « Sage ». La femme du professeur Robert West, le professeur Susan Michie, est à la tête de l'équipe Behavioural Insights au cabinet ministériel. C'est une communiste de longue date, qui a conçu la méthode de changement de comportement et l'a déployée dans de nombreux pays. Le Behavioural Insights Team semble être devenu mondial.

En ce qui concerne le triangle d'or d'Oxford, nous avons l'une des économies de technologie numérique les plus dynamiques du Royaume-Uni, avec un grand campus, Oxford Nano-pore, de très haute technologie, et un campus médical. Nous avons aussi Milton Keynes, qui est mentionnée dans ce triangle d'or parce que c'est la première ville intelligente du Royaume-Uni qui utilise des capteurs, et je reviendrai sur l'innovation technologique.

Donc, en arrivant à Londres, il y a une autre diapositive, Med city. Si vous pouvez la voir, qui est une ville économique de la connaissance, elle est censée être la capitale numérique de l'Europe. Et elle a été nommée par Tech Nation, attirant 2,1 milliards de milliards d'investissements. Donc le Triangle d'Or au Royaume-Uni est l'endroit où toute l'attention semble être concentrée. Le gouvernement britannique vient d'ailleurs de l'annoncer, en investissant 5,5 milliards dans les infrastructures autour du Triangle d'Or, parfois connu sous le nom de « Lox Bridge Triangle » et de « The Brain Curve », je crois qu'on l'appelle aussi ainsi. Ainsi, lorsque nous examinons le Triangle d'Or, et que les universités sont mieux impliquées, nous pouvons voir que les « Universités d'Or » Oxford et Cambridge, j'y ai également rattaché le Russell Group, qui sont 24 universités au sein du Russell Group, qui travaillent très étroitement avec les universités du Triangle d'Or et reçoivent beaucoup de fonds.

Ce que je vois, c'est que deux choses se profilent à l'horizon. La première est que la MHRA, au Royaume-Uni, souhaite devenir l'organisme de

réglementation mondial. Raj Long, qui est directrice adjointe de la Fondation Bill et Melinda Gates, siège à son conseil d'administration. Elle est spécialisée dans la sécurité et la pharmacovigilance et est également le scientifique en chef de Microsoft. Nous voyons donc d'énormes conflits d'intérêts ici. Nous constatons également des conflits d'intérêts entre le gouvernement britannique et les ministres. Certains ministres ont des intérêts dans les quatre grandes sociétés d'audit, KPMG et Microsoft, ainsi que dans Deloitte, AstraZeneca, Goldman Sachs et la Banque européenne d'investissement. Donc beaucoup de nos ministres ont des conflits d'intérêts dans ces... dans ces domaines.

Ce que nous pouvons voir, c'est que Deloitte en particulier, en se concentrant sur Deloitte pour une minute, parce que Deloitte & Ernst, KPMG, et Price Waterhouse Coopers représentent 67 % de la gestion comptable mondiale, soit quatre sociétés basées à Londres.

Deloitte a été central dans le « test and trace »

Lord Bethel, qui a maintenant démissionné, avait une société qui ne faisait que du lob-bying au nom de Deloitte, pour des appels d'offres. Et c'est très inquiétant de voir que lorsque vous voyez toutes ces sociétés imbriquées les unes dans les autres, ce qui pourrait se passer à l'avenir, et je veux juste revenir très rapidement sur la façon dont les organismes de bienfaisance semblent être impliqués dans cette affaire ainsi que les organisations gouvernementales et ce que j'appellerais en fait le cancer du Royaume Uni. Je cherche mes notes. Je suis vraiment désolé. J'ai un carnet de notes pour essayer d'être très rapide, parce que je sais que nous n'avons pas beaucoup de temps.

On ne peut pas dire que le Royaume-Uni soit financé par de nombreuses sociétés pharmaceutiques. En fait, je dirais que c'est le centre de recherche et de développement des sociétés pharmaceutiques, AstraZeneca GlaxoSmithKline, Bill et Melinda Gates, mais aussi le professeur Robert West, le mari du professeur Susan Michies, qui conseille la recherche sur le cancer, une équipe d'analyse comportementale, financée par Pfizer et par Cancer Research UK, qui se trouve également au milieu du campus biomédical de Cambridge. En outre, en ce qui concerne le gouvernement britannique, il a publié un guide sur l'hésitation à se faire vacciner avec des mesures d'intervention le 27 septembre 2019, bien avant que Wuhan ne soit mentionné. Ils se penchent également sur la résistance aux antibiotiques, qui me préoccupe beaucoup.

Le gouvernement britannique a son propre représentant, Sally Davis, qui a été notre chef du département de la santé, et qui est la représentante du Royaume-Uni pour la résistance anti-microbienne. Et ce que je vois venir, c'est que les gens sont testés pour le VIH, mais selon Forbes, la prochaine pandémie devrait être la tuberculose. Je sais que le professeur Montagnier, – j'aimerais envoyer mes sincères condoléances à sa famille et à tous ceux qui le connaissent, c'est extrêmement triste qu'il soit décédé récemment. Mais le Professeur Montagnier faisait allusion à l'un de ses collègues à propos du

vaccin BCG. Et il semblerait que le professeur Chris Whitty, notre médecin en chef, ait fait une présentation à la maison Gresham il y a trois nuits, et qu'il ait également fait le lien entre la tuberculose et le VIH. Et l'Organisation Mondiale de la Santé est très désireuse d'éradiquer la résistance aux antimicrobiens. Et la tuberculose, – nous avons le BCG pour la tuberculose, depuis très longtemps, et on pense que les taux de tuberculose augmentent de façon exponentielle, y compris ici au Royaume-Uni. Et nous assistons maintenant au développement de nouveaux vaccins contre la tuberculose et de nouvelles installations de dépistage de la tuberculose.

Je regarde donc l'ensemble et je vois des références à la tuberculose. Je m'intéresse également au cancer et à la démence, car il semblerait qu'ils soient également en augmentation. En particulier, en ce qui concerne le cancer, nous ne connaissons évidemment pas les effets secondaires à long terme des vaccins, ni s'ils peuvent être cancérigènes, mais il est certain que l'un des antiviraux qu'ils utilisent ici au Royaume-Uni et au Royaume-Uni seul, le Molnupinavir, semblerait être cancérigène, tératogène et mutagène. Nous l'utilisons ici dans le cadre d'un essai clinique avec le panoramique, de sorte que les patients qui le reçoivent sont immédiatement connectés à l'essai.

Toutes ces choses que nous voyons maintenant se dérouler, je ne sais pas si vous êtes au courant de la pandémie SPARS de 2025 à 2028, qui était un scénario futuriste. Je pense que Brian pourrait probablement vous en montrer une copie. Je pense qu'il en a une à portée de main. Pandémie SPARS, de 2025 à 2028, qui était un scénario futuriste du Centre John Hopkins sur ce qui se passerait si un coronavirus infectait le monde. Cela vous liste les événements mois par mois : ce à quoi vous pouvez vous attendre de la part des médias, des entreprises pharmaceutiques, des gouvernements, en ce qui concerne les confinements, les tests, les antibiotiques et la résistance aux antibiotiques. La résistance aux antibiotiques est un sujet très, très important, sur lequel tout le monde se penche, la Banque Mondiale, le Forum Economique Mondial, le gouvernement britannique, presque tous les gouvernements du monde s'intéressent à la résistance aux antibiotiques. Je me dis donc que nous pourrions peut-être nous intéresser aux superbactéries à l'avenir.

En ce qui concerne le retour aux *Big 4*, mais il semblerait que nous ayons également des conflits d'intérêts en ce qui concerne le PDG de Deloitte, qui a quitté Deloitte pour prendre sa retraite, mais qui fait maintenant partie du conseil d'administration de Pfizer.

Nous avons également le gouvernement britannique, le Hansard du gouvernement britannique. En mai 2014, il devait y avoir une fusion entre Pfizer et AstraZeneca. Mais le gouvernement britannique était très indécis à ce sujet. Il y a donc une référence dans l'Hansard au volume 753, elle a été débattue le 6 mai 2014, et encore dans la colonne 161 le 7 mai 2014, avec l'ancien secrétaire d'État Matt Hancock qui parle.

Notre gouvernement britannique est impliqué jusqu'au cou, je crois, en ce qui

concerne les produits pharmaceutiques, nous semblons nous diriger vers une superpuissance mondiale des sciences de la vie, depuis que nous avons eu le Brexit, la plupart de l'agenda concerne les sciences de la vie et comment nous pouvons être le partenaire mondial des sciences de la vie.

Cancer Research UK et l'organisation Francis Crick travaillent ensemble et sont financés en grande partie par des dons publics, mais aussi par les grandes entreprises pharmaceutiques. Il y a aussi des publicités dans les médias grand public pour une société appelée Omaze, et c'est un concours où vous pouvez gagner une maison de 3 millions de livres, mais les dons et les recettes vont au Cancer Research UK. Certains des bailleurs de fonds de Cancer Research UK, qui sont basés sur le campus biomédical de Cambridge, sont la Fondation Bill et Melinda Gates, Google, le Forum Economique Mondial, Imperial College, Cambridge, UKRI3, la Banque d'Angleterre AstraZeneca, le Crick Institute, CQC, et la BBC. Ils sont donc très, très lourdement financés. Et je ne pense pas que le public le sache lorsqu'il saute d'un avion pour essayer de collecter des fonds pour la recherche sur le cancer.

Le Pr. Witthey et que tous nos experts nous disent que les taux de cancer sont en baisse. Cependant, nous semblons tester des personnes en bonne santé au Royaume-Uni pour le cancer en utilisant une société de Bill Gates, Grail, qui était une coentreprise avec Jeff Bezos, elle a maintenant été contractée pour travailler au sein du National Health Service, afin de séquencer le génome en utilisant le cancer, nous testons des personnes en bonne santé. Et je voudrais demander pourquoi nous testons des personnes en bonne santé. La raison invoquée par les gouvernements est que le fardeau et le coût du cancer, du vieillissement et de la démence sont si élevés que nous devons accélérer rapidement le diagnostic et le traitement. En fait, la sécurité passe à peu près à la trappe, comme c'est le cas pour le développement des vaccins, qui va maintenant être confié à Bill et Melinda Gates et à Patrick Balance, dans le cadre de la « 100 Days Mission ». Ainsi, pour toute autre pandémie qui pourrait survenir, vous pouvez garantir que vous disposerez d'un vaccin dans les 100 jours, conformément à la « 100 Days Mission ». Mais je ne sais pas si quelqu'un veut poser des questions, je suis très consciente que je suis en train de dépasser le temps. Donc je ne veux pas prendre trop de place.

2:37:31 Ana Garner :

Je voudrais poser des questions à chacun d'entre vous, s'il vous plaît, concernant la manipulation psychologique qui a eu lieu. Je m'appelle Ana Garner et je viens du Nouveau Mexique, aux États-Unis. Mlle Evans, vous avez mentionné que vous aviez été conseillère du gouvernement au ministère de la Santé. Et c'est très pertinent ici. Parce que j'ai l'impression que cela s'est passé aux États-Unis de manière extensive. En tant que conseiller du département de la santé publique. Savez-vous qu'ils utilisent les techniques psychologiques et comportementales dont M. Gerrish a parlé, comme un moyen d'appliquer leur programme de coercition et d'isolement social, la coercition des personnes subissant des interventions médicales expérimentales, avez-vous remarqué que cela fait partie de leur modus operandi, dirons-nous ?

2:38:29 Debi Evans :

Lorsque j'étais conseillère au ministère de la Santé, ce qui devenait flagrant, c'est que tout conseiller était vraiment là pour la forme, et que nous n'étions pas vraiment écoutés. Beaucoup d'entre nous étaient ignorés. Je ne dirais pas que nous avons été contraints. Je n'ai certainement pas l'impression d'avoir été forcée à dire ou à faire quoi que ce soit. Je suis assez forte. Alors je les ai défiés, probablement que le fait que je défie les gens causait plus d'ennuis parce que je ne me conformais pas. Mais c'était purement symbolique. Pour la coercition, oui, je pouvais voir d'énormes problèmes au sein de la fonction publique, beaucoup de problèmes personnels, beaucoup d'intimidation. J'étais très proche de l'un – A prononcer U-K-R-I – des hauts fonctionnaires de notre conseil d'administration, dirigé par Norman Lamb, le secrétaire d'État de l'époque, et il y avait beaucoup d'intimidation. Il y avait beaucoup de compétition au sein de la fonction publique, nous l'avons remarqué, mais en tant que conseiller, je ne faisais pas partie de la fonction publique. Donc c'était juste mes observations.

2:39:40 Ana Garner :

Je ne veux pas vous interrompre ou quoi que ce soit, mais ce à quoi je faisais référence sont les techniques psychologiques pour contraindre les gens, par opposition aux personnes impliquées dans le conseil, plutôt le public.

2:39:56 Brian Gerrish :

Puis-je intervenir ?

2:39:59 Ana Garner :

Oui.

2:40:00 Brian Gerrish :

Je vais répondre. Dans le cadre des recherches avec UK Column, nous l'avons fait par le biais de UK Column. L'un des domaines qui nous intéressait le plus était la formation au sein de notre service national de santé par cette organisation caritative, qui sélectionnait les futurs dirigeants. C'était donc Common Purpose. Nous avons donc vu la manipulation des gens et de leurs valeurs par cette organisation particulière. Et cela s'est transformé en un secteur spécifique du NHS, appelé NHS leaders. Il s'agissait soi-disant de personnes à la carrière accélérée qui allaient mener le NHS vers des soins de santé encore meilleurs. Mais ce que nous constatons, c'est qu'au fur et à mesure que ces leaders, avec leurs valeurs nouvellement acquises, se sont révélés, le style de gestion du NHS est devenu de plus en plus dominateur et intimidant. Et les idées sont devenues de moins en moins axées sur les soins et le traitement des personnes malades ou blessées. Et ça s'est plus axé sur l'importance des profits et de l'argent au sein du NHS. Il était évident que la psychologie des gens était manipulée. Nous avons mis en ligne sur le site

UK Column un article intitulé « *Vers un million d'agents de changement* ». Et ce n'était pas notre titre. C'est le titre d'un article écrit par un membre du NHS, formé par Common Purpose, qui a dit que le NHS, afin d'atteindre, selon mes mots « *une future utopie* », allait avoir besoin d'un million d'agents de changement. Et qu'est-ce qu'ils entendent par là ? Des personnes qui allaient perturber les performances du NHS, afin d'assurer sa transition vers ce qui était censé être une prestation de classe mondiale. Je peux donc vous donner un exemple spécifique où nous avons examiné comment la gestion et le leadership au sein du NHS et de la présidence ont changé.

Je vais vous donner un exemple très simple sur la psychologie appliquée dans le NHS pendant la crise du COVID. Parce que des mantras ont été introduits, au lieu de décisions médicales, les infirmières et les médecins ont commencé à suivre des mantras. Et l'un de ceux qui nous a été dit par un médecin pleinement qualifié ou hautement qualifié au cours des derniers jours, et par les proches de quelqu'un qui avait souffert était que le mantra était « *Non vacciné, mort assurée* », « *Non vacciné, mort assurée* ».

C'est simplement que si la personne était considérée ou étiquetée comme ayant le COVID, s'il a été déterminé qu'elle n'était pas vaccinée, le seul résultat de leur traitement médical était la voie de la mort. Et il ne fait aucun doute que ces mantras de trois mots que nous avons vus utilisés par le gouvernement en particulier ont été transmis au NHS, à tel point, que des médecins qualifiés nous ont dit qu'ils étaient stupéfaits de ne pas pouvoir discuter des chiffres authentiques du gouvernement sur, par exemple, les effets indésirables des vaccins, parce que la personne se détourne simplement d'eux, refuse de leur parler ou devient très agressive. Et le fait psychologique sur lequel nous pouvons nous appuyer en ce moment dans le témoignage est la dissonance cognitive chez les individus qui résulte du changement de leurs valeurs mentales. Je pourrais en parler pendant longtemps, mais je vais dire que oui, nous constatons certainement qu'il y a une application de la psychologie dans de nombreux domaines du NHS, et son effet global est une dégradation du traitement des soins de santé. Dans la mesure où des personnes sont tuées alors qu'elles auraient pu survivre sans problème si elles avaient reçu le bon traitement.

2:44:44 Ana Garner :

Oui, merci pour cette clarification. Et j'avais aussi une question complémentaire pour vous, M. Gerrish, qui est la suivante. Cette opération psychologique par définition semble être très subtile et la plupart des gens n'ont pas conscience d'être manipulés. Si c'est le cas, avez-vous une opinion sur la façon dont on peut atteindre ces personnes de manière à les réveiller ? J'ai entendu parler de la dissonance psychologique et de ce genre de choses, la dissonance cognitive, y a-t-il un moyen d'encourager ces personnes à voir ce qui se passe réellement, qu'elles sont manipulées de cette façon ?

2:45:27 Brian Gerrish :

C'est bien sûr une question très importante, et la réponse, et je parle en mon nom ici, parce que je n'ai pas de formation professionnelle en psychologie. Mais à la suite de mon travail et de mes enquêtes depuis de nombreuses années, et des conseils que j'ai reçus de personnes pleinement qualifiées, je vais émettre un commentaire personnel, mais je crois que c'est très approprié. Si vous appliquez une forme d'hypnose aux gens, l'effet sur un public ciblé forme généralement une courbe en cloche.

Vous trouverez que certaines personnes peuvent être complètement hypnotisées, j'ai fait des mises en scène pour démontrer comment les gens feraient des choses qu'ils ne feraient pas normalement devant un public parce qu'ils sont dans un état de transe. Mais si nous utilisons plus de formes de manipulation, l'effet sur le public cible est une courbe en cloche. Certaines personnes sont très absorbées par le message qui a été transmis, mais ça tombe d'un côté ou de l'autre pour certaines personnes sur qui ça ne prend pas.

Les indications que nous avons eues jusqu'à présent, et qui ont été confirmées par des psychologues qualifiés, sont les suivantes : en premier lieu, nous devons nous concentrer sur les personnes qui ne sont manifestement pas affectées afin de diffuser le message d'avertissement sur ce qui se passe. Nous devons clairement cibler les professionnels de la psychologie et de la psychiatrie pour dire qu'il s'agit d'un abus de ces professions particulières, en particulier les psychologues cliniques et les psychiatres, qui peuvent dire qu'il y a un résultat bénéfique pour la santé. Et aussi de se rendre compte que les gens qui ont été soumis à cette forme de recadrage ou de manipulation mentale sont des victimes, et donc il faut les traiter de manière très douce et rassurante. Pourquoi ? Parce que si nous les abordons d'une manière très brutale, d'une manière noire et blanche pour essayer de leur faire voir la vérité, le résultat est que soit ils vont devenir très hostiles, le résultat sera une dissonance cognitive, ou peut-être qu'ils vont devenir malades mentalement en raison de l'immense attaque contre leur système de valeurs.

Je voudrais juste vous dire qu'il est très significatif que dans toute la documentation sur l'utilisation de la psychologie appliquée par le gouvernement britannique pour faire passer son agenda politique, il n'y a absolument aucune évaluation des effets négatifs de la psychologie de recherche, sur les personnes qui ont peut-être des problèmes sous-jacents de santé mentale, d'anxiété ou de dépression. Et en effet, lorsque les gens ont des problèmes de santé mentale non diagnostiqués, ils ne sont même pas conscients qu'ils ont un problème. Si quelqu'un utilise cette psychologie sur eux, il peut faire d'immenses dégâts. Et je crois que c'est nouveau, excusez-moi, ce n'est pas une coïncidence que les statistiques officielles au Royaume-Uni montrent maintenant que la politique de confinement a provoqué une énorme poussée de suicides, et de maladies mentales, en particulier chez les jeunes personnes tragiquement.

Mais encore une fois, nous pouvons démontrer que le gouvernement britannique cache ou manipule, les ensembles de données qui le montrent, ou qu'il utilise

la psychologie appliquée dans la façon dont il présente ces ensembles de données au public, afin d'induire le public en erreur. C'est la nature de la bête. Une fois que vous comprenez que vous avez ce que je vais appeler un système politique criminel, qui a la capacité d'utiliser la psychologie appliquée, pour changer la façon dont le public pense, nous avons une arme très, très dangereuse dans les mains de ces élitistes, et cela est facilement prouvé par un document clé où ils se vantaient que nous devons rendre les gens plus craintifs, plus anxieux. Et il y a beaucoup d'autres documents qui ont également démontré, – au bénéfice des Allemands parmi le public et dans l'équipe, que la psychologie comportementale appliquée a maintenant été lâchée en Allemagne, certainement en France, parce que l'un des membres de l'équipe personnelle de Sarkozy, un monsieur appelé Ivor Williams⁴, a eu des réunions au Royaume-Uni, facilitées par le conseil franco-britannique en 2010, pour discuter de la façon dont les experts français, neurologiques et psychologiques vont travailler avec les Britanniques, afin de développer ces techniques psychologiques appliquées. Les preuves sont là. Quand vous savez ce que vous cherchez c'est évident. Mais mon Dieu, c'est la chose la plus dangereuse que nous ayons jamais vue.

Si vous aviez de la propagande et de la manipulation politique au sein de l'Allemagne nazie, de bien des façons, on peut voir les parades, les bannières, les lumières, la rhétorique, les affiches, mais ce que nous avons déclenché sur nous maintenant est une attaque subliminale sur nos esprits. Et tant que nous n'aurons pas fait toute la lumière sur cette affaire, il sera très, très difficile pour nous d'enlever le couvercle de ce que ces gens font par le biais de leur COVID et de leur attaque de vaccination sur les gens. Chacune des compagnies pharmaceutiques a accès à ces armes psychologiques, chacune des sociétés juridiques...

Donc partout où nous voyons des organisations caritatives, des industries, des organismes publics travaillant avec le gouvernement britannique, nous savons que l'utilisation de la psychologie est répartie entre eux. Donc nous devons commencer à parler de ça de manière très importante. Et nous devons tout d'abord nous occuper des personnes qui ne sont pas affectées, qui réalisent que quelque chose ne va pas, mais qui ne savent pas ce que c'est. Et puis dans le public, il pourrait y avoir des professionnels très intelligents et hautement qualifiés. Et je vais vous laisser réfléchir à ce qu'un psychologue hautement qualifié m'a dit, c'est un ouï-dire, mais je vais répéter ce qu'il m'a dit, « Brian, la chose à retenir, est que les gens qui sont intelligents et ont un esprit très interrogatif, peuvent être plus sensibles à l'utilisation de l'hypnose, au recadrage de la psychologie appliquée que quelqu'un qui est moins intelligent, et qui a un esprit moins interrogatif. » Donc c'est très faux. Si quelqu'un pense : « Je suis une personne brillante, je suis intelligent, je suis hautement qualifié, cela ne m'affectera pas. » Au contraire, vous serez peut-être plus vulnérable.

2:53:36 Debi Evans :

C'est une cascade d'informations. Les professionnels du NSH auxquels je parle, tous ceux à qui je parle, sont très confus. Il y a une cascade

d'informations chaque jour, les choses changent. Je vois des professionnels du NHS faire des choses qui leur seraient complètement étrangères, donner des dépresseurs respiratoires à des patients souffrant de troubles respiratoires. C'est tout simplement étranger à ce qu'on nous a appris. Les gens sont donc effrayés. Et je me fais l'écho de ce que Brian a dit, quand les gens commencent à se réveiller, ils ont peur. Ils ne savent pas ce qui se passe. Ils ont besoin que nous les rassurions parce qu'en ce moment, l'ordre du jour est la confusion, le chaos et la crise.

Pour en revenir à ce que Brian vient de dire, à propos de Deloitte et des Big 4, – pour ceux qui ne connaissent pas Deloitte, ils ont écrit des articles sur l'avenir de la ville de Londres, les essais cliniques, leur ancien PDG est maintenant membre du conseil d'administration de Pfizer, ils sont impliqués dans le NHS, ils sont impliqués dans l'intelligence corporative, comme les trois autres. Et clairement, lorsque Brian mentionnait la SPARS pandémie qui va de pair, avec l'opération Clade X et Crimson Contagion. Clade X a été tenu par l'Université Johns Hopkins, en 2018 je pense, simulant 900 millions de morts, et Crimson Contagion, un autre exercice aussi, qui a été fait pendant le règne de Trump pour la réponse à une pandémie, une pandémie de grippe en cours. Donc, tout cela a été bien documenté, et bien documenté dans le brevet pour le test COVID par les Rothschild. Encore une fois, tout ce que nous pouvons voir dans ce brevet dans le document principal, nous le voyons être déployé maintenant, y compris les biocapteurs. Beaucoup de gens ont parlé des puces RFID, mais peu de gens parlent de l'avènement des biocapteurs, et du fait que les biocapteurs n'ont pas besoin d'Internet. Ils peuvent se trouver dans vos vêtements, sur la – À vérifier – semelle de vos chaussures ou dans votre nourriture. Et les biocapteurs semblent être la voie à suivre, au point qu'il existe un institut de biocapteurs ici au Royaume-Uni, à Bristol, et que la MHRA a approuvé l'un des biocapteurs, car les gens auront des biocapteurs dans leur voiture, sur leur ordinateur portable, et leurs données biométriques seront renvoyées, de sorte que toutes vos données biométriques indiquent si vous êtes apte à conduire un train, apte à conduire un car, apte à faire quoi que ce soit. Vos données biométriques seront stockées, et ça se passe en ce moment.

2:56:38 Brian Gerrish :

Donc, si je résume un peu. Ce que nous voyons, c'est un système politique intégré avec des sociétés commerciales mondiales, des sociétés pharmaceutiques, qui mettent en place un programme, qui consiste à tester des vaccins sur une population sans se soucier des dommages et des morts. Où vont-ils ? Ils vont manipuler nos gènes, il n'y a aucun doute là-dessus. Toutes les données que nous voyons en ce moment disent que c'est le Royaume-Uni qui dit qu'il va prendre la tête du monde dans la mise en place de ce programme. Le Royaume-Uni, et je vais nuancer cela et dire que je crois que cela sera finalement dirigé par la City de Londres. Mais tous les documents britanniques disent « nous allons prendre la tête du monde ». Et c'est le même Royaume-Uni qui a libéré cette psychologie appliquée malveillante pour changer la façon dont les processus cognitifs fonctionnent. C'est une combinaison très, très dangereuse.

2:57:55 Debi Evans :

Et peut-être que nous pourrions souligner – pardon, mon dernier point Alex, c'est que l'argument de vente unique du Royaume-Uni est le National Health Service, il n'y a aucun moyen d'y renoncer. Donc dès le moment où vous êtes conçu, que les mères enceintes ont eu un échographie, il y a des données sur cet être humain particulier jusqu'au jour de notre mort, il n'y a aucun moyen de se retirer du NHS. Donc les données du NHS sont très, très précieuses. Et c'est complètement unique au reste du monde.

2:58:31 Alex Thomson :

Si nous pouvions illustrer succinctement cela avec la diapositive que je n'ai pas montrée, je pense qu'elle résume en fait ce que Brian et Debi viennent de dire, si Paul peut la trouver en quelques secondes. C'est une diapositive que UK Column a beaucoup utilisé, un organigramme de l'agence dirigeante du gouvernement britannique, le Cabinet Office avec un nouveau groupe, nouveau depuis que j'ai quitté le renseignement britannique appelé le Conseil National de Sécurité, comme l'exemple américain, de l'ère FDR, il n'est pas original et pas constitutionnel. Et tous les organes qui se détachent du cabinet et qui sont sous son contrôle dans le cadre de cet organigramme ont pour but de contrôler l'agenda. Et pour répondre à la question qui a été posée ici, pour nous empêcher de montrer à plus de gens quel est le paradigme, c'est pour les empêcher d'être effrayés par la psychologie appliquée qui leur est enseignée.

L'armée est impliquée en tant que 77e régiment, 13e brigade des transmissions, il y a une toute nouvelle agence de sécurité du gouvernement britannique, la soi-disant Agence de sécurité sanitaire, le Centre conjoint de biosécurité, toutes ces agences ont été créées depuis mon époque et la responsabilité incombe à ce cabinet. Et toutes les bonnes études sur le Cabinet Office vous montreront que les comités de direction ont une ligne directe avec la City de Londres, qu'ils représentent une volonté d'élite, qu'il n'y a aucun contrôle démocratique et que même la couronne personnelle du monarque n'est pas impliquée. Je ne sais pas si cela a été montré à l'écran il y a un instant ou non, mais les gens peuvent aussi facilement le trouver comme l'un des principaux graphiques de UK Column, « Cabinet Office Censorship Network », je crois que nous l'avons nommé ainsi dans une version.

3:00:07 Reiner Fuellmich :

Donc, en fin de compte, ce à quoi nous avons affaire est un système britannique de manipulation psychiatrique, qui a été vendu dans le monde entier, plus ou moins. Nous avons la City de Londres, encore une fois, qui vise le contrôle mondial. Est-ce que c'est pour cela que les gens de Common Purpose créent leurs propres futurs leaders, est-ce que c'est une position spéciale, distincte du programme Young Global Leaders ?

3:00:44 Brian Gerrish :

Eh bien, l'attaque vient d'actions parallèles. Je pense fortement que beaucoup de gens qui sont à Common Purpose n'ont aucune idée de ce qu'est l'objectif général, ils sont recrutés. A l'époque où j'ai fait des recherches approfondies, quelqu'un était recruté localement et on lui demandait de nous rejoindre, ce n'était pas comme si les gens allaient à Common Purpose pour rejoindre le réseau, Common Purpose cherchait les personnes qu'il voulait. Et l'agenda était clairement de former ce futur leader à travailler avec d'autres futurs leaders de Common Purpose. Et c'est pourquoi il est si significatif de voir que Common Purpose fonctionne maintenant, par exemple, très fortement en Inde, et l'ancien Premier ministre David Cameron faisait partie de l'équipe qui a promu Common Purpose en Inde. Common Purpose est donc l'une des voies par lesquelles les gens sont recrutés et recadrés.

Le Forum Economique Mondial, Young Global Leaders seraient une autre voie par laquelle des personnes probablement plus puissantes sont recrutées, recadrées pour les mettre en phase avec leur nouveau rôle. Ainsi, Common Purpose fonctionne particulièrement avec le niveau public de bas niveau dans un premier temps. Mais au fur et à mesure que le temps passait, à partir de 1985, il était clair de voir qu'ils s'impliquaient avec les entreprises, les grandes multinationales beaucoup plus fortement. Et puis à partir de là, ils ont atteint leur statut de mondial. Mais qu'est-ce qu'on fait ? On sélectionne des gens, on caresse leur ego, parce que quelqu'un suggère qu'ils vont devenir un futur leader très important. Le Forum Economique Mondial les appelle des leaders mondiaux. Et puis ces personnes sont rassemblées pour changer le monde. C'est ça l'objectif.

3:03:52 Reiner Fuellmich :

Eh bien, merci beaucoup. Je pense que notre prochain témoin, Whitney Webb, est un peu stressée. Je déteste vous interrompre, mais c'est pourquoi je pense que nous devons lui donner une chance de combler les lacunes, ce que nous allons essayer de faire en posant des questions. À moins que mes estimés collègues n'aient d'autres questions, nous aimerions vous remercier tous les trois pour vos excellentes présentations. Et ensuite, nous allons passer à Whitney, est-ce que cela vous convient ?

Eh bien, merci beaucoup, Brian, Alex et Debbie. C'est très important. En ce qui concerne le contexte géopolitique et historique de ce dont nous sommes témoins, et Matthew bien sûr. Whitney, l'une des questions que je continue à me poser est de savoir quel est le rôle de la Chine dans tout cela ? Si vous regardez cela comme un jeu dominé par les Anglo-Américains ou la City de Londres, quel est vraiment le rôle de la Chine dans tout cela ?

3:04:29 Whitney Webb :

Bonjour, vous m'entendez bien ?

3:04:30 Reiner Fuellmich :

Oui, nous pouvons vous entendre.

3:04:31 Withney Webb :

Ok, super. Alors, je ne suis pas vraiment une experte de la Chine, mais j'ai fait quelques travaux sur les réseaux transnationaux de capital et d'influence, pour ainsi dire, ce nœud en quelques sortes, dont les gens ont parlé jusqu'à présent aujourd'hui. La City de Londres, Wall Street, et comment ils sont très influents en Chine. L'exemple le plus accessible est sans doute celui de Steve Schwarzman, un capital de Blackstone, qui finance le programme d'une université chinoise, je ne sais plus laquelle exactement, mais elle est très prestigieuse. Et c'est un peu sa version personnelle du programme des Young Global Leaders du WEF. Le Blackstone Group est intimement lié à BlackRock, étant issu de la même sphère à Wall Street. Il est considéré comme l'un des chuchoteurs américains de la Chine, tout comme, bien sûr, la figure originale de la politique américaine qui a porté ce genre de titre : Henry Kissinger.

En outre, vous avez quelqu'un comme Henry Paulson, qui a été secrétaire au Trésor sous George W. Bush, et qui travaillait auparavant pour Goldman Sachs. Il est également très impliqué en Chine et possède une fondation philanthropique axée sur la Chine. Mike Bloomberg est un autre individu qui a ressuscité un événement qui était organisé par le Forum Economique Mondial en Chine, je crois qu'il s'appelait la « réunion annuelle des nouveaux champions », qui a cessé en 2018. Depuis 2018, il s'agit du Bloomberg New Economy Forum, qui est essentiellement axé sur les relations entre les États-Unis et la Chine, et que s'y passe-t-il ? Les décisions prises lors de cette réunion sont là pour faciliter la création de ce système particulier dont les gens ont parlé, cette sorte de grille de contrôle technocratique, qui a été construite conjointement par les dirigeants américains et chinois. Et il y a une autre chose sur laquelle j'ai écrit il y a quelques années, c'est cette organisation appelée la « *Commission de sécurité nationale sur l'intelligence artificielle* », qui était dirigée par Eric Schmidt, l'ancien PDG de Google. Dans cette commission, c'était principalement la Silicon Valley, l'armée américaine et la communauté du renseignement américaine qui étaient représentées. Et en 2019, avant le COVID, ils ont parlé de la nécessité de battre la Chine dans la course à l'armement de l'IA, ou de travailler ensemble avec la Chine dans la construction de cette sorte de grille de contrôle technocratique pilotée par l'IA, comme un moyen d'éviter une guerre mondiale.

C'était une idée défendue par Henry Kissinger, dans l'un des événements de cette commission particulière, et Eric Schmidt l'a également soulignée. Et donc, dans un sens, cela est lié au Great Reset, comme on l'appelle souvent, qui se déroule dans le monde entier. Mais aux États-Unis, en particulier, dans ce contexte, il y a un effort pour numériser complètement chaque secteur de l'économie et de la société afin d'amasser des données pour les utiliser pour former des algorithmes d'IA. Fondamentalement, cette commission, et les forces représentées là-bas considèrent qu'il est nécessaire pour les États-Unis de maintenir leur hégémonie militaire et économique actuelle, d'avoir les meilleurs algorithmes d'IA, ils ont besoin d'avoir les plus grandes réserves de données. Ils reconnaissent que la Chine, en raison de sa grande

population, et plus de systèmes de contrôle technologique déjà en place est loin devant les États-Unis en termes d'amasser ce type de données.

Et donc les États-Unis, cette organisation, avant le COVID, parlaient de la nécessité de forcer de toute urgence les gens à tout faire en ligne, du shopping au télétravail et toutes ces choses, à la télémédecine, et bien sûr, il y a eu une énorme poussée pour cela, pendant le COVID-19. Et lorsqu'ils ont envisagé cet espace de contexte de nouvelle guerre froide, ils ont déclaré dans leurs propres documents qu'il était nécessaire de le faire avec la Chine, en créant essentiellement le même système de manière parallèle et en collaboration, afin d'éviter une guerre mondiale, et c'est essentiellement ce qui se passe lors d'événements comme le Bloomberg New Economy Forum et d'autres choses de ce genre. Je ne sais pas si vous voulez que j'aille plus loin parce que je sais qu'il y a une limite de temps et que je dois partir dans 30 minutes.

3:09:03 Reiner Fuellmich :

Le système de crédit social, c'est une invention de qui ? Est-ce vraiment les Chinois ? Et quand je dis les Chinois, je veux dire, les dirigeants chinois, pas le peuple chinois. A-t-il été inventé par les dirigeants chinois, ou cela a été inventé en coopération avec la City de Londres et les intérêts financiers anglo-américains ?

3:09:28 Withney Webb :

Je n'ai jamais vraiment écrit sur l'origine de ce système. Donc je ne pense pas être la bonne personne pour parler de ça spécifiquement. Mais d'après ce que je comprends, il y a manifestement une sorte de système technocratique biométrique qui existe en Chine. Et évidemment, il a été développé par les dirigeants chinois, ou du moins avec leur bénédiction, et mis en œuvre par le gouvernement là-bas. Mais il convient de souligner également que depuis l'ouverture de la Chine, pendant l'ère Nixon, – qui a bien sûr impliqué Kissinger de manière assez intime, il y a eu beaucoup d'échanges entre les dirigeants chinois, bien qu'ils soient publiquement étiquetés communistes, avec les mêmes réseaux transnationaux de capitaux occidentaux. Et aussi, des négociations avec les dirigeants occidentaux qui, en fin de compte, ont leurs gouvernements essentiellement co-optés par ce même réseau transnational de capital.

3:10:29 Viviane Fischer :

Nous voyons quelqu'un comme Henry Kissinger surgir, encore et encore. Cela a-t-il changé entre-temps ? Il ne s'agit plus tellement de figures individuelles, mais plutôt d'un réseau de personnes qui se connectent entre ces différents domaines d'intérêt ?

3:10:50 Withney Webb :

Bien sûr, je pense que Kissinger est définitivement en voie de disparition, à

cause de son âge, et ce depuis un certain temps. Il y a donc beaucoup de personnes qu'il a encadrées, en particulier lorsqu'il enseignait à Harvard, qui sont devenues la nouvelle génération de Kissinger, avec Klaus Schwab, qui en est fièrement l'exemple principal.

Je vois que Matthew a commenté, et il est probablement plus qualifié pour parler de certaines de ces choses que moi, car j'avais l'impression qu'il allait parler de Dark Winter et de l'Anthrax, mais je peux continuer à parler de cela si vous préférez.

3:11:32 Matthew Ehret :

Si vous voulez parler de Dark Winter et de l'Anthrax, vous devriez le faire. Je pensais que la présentation était terminée.

3:11:38 Reiner Fuellmich :

Non, non, non. Avez-vous une réponse à cette question : quel est le rôle de la Chine dans tout cela, Matthew ?

3:11:48 Matthew Ehret :

Oui j'en ai une, mais c'est assez long. J'allais juste demander, est-ce que vous êtes au courant que Soros s'est fait virer en 89 lors de l'éviction de Zhao Ziyang ? Et le Club de Rome en Chine ?

3:12:00 Reiner Fuellmich :

Non je ne le savais pas.

3:12:04 Matthew Ehret :

Zhao Ziyang... Je peux peut-être intervenir une minute, mais je ne veux pas du tout empiéter sur le temps de Whitney, Zhao Ziyang est l'homme de Soros en Chine, il était surnommé « le Gorbatchev de la Chine ». Il a dirigé le parti communiste chinois pendant deux ans en 87 -88 et 89, et il a d'ailleurs dirigé un groupe de réflexion avec Soros. Il a fait venir Alvin Toffler, le transhumaniste, il a appelé à la quatrième révolution industrielle et a fait venir le Club de Rome et ses modèles informatiques pour gérer la politique de l'enfant unique en 79 et 80. C'était l'un de ses principaux collaborateurs. Et durant toutes les années 80, un effort a été engagé pour obtenir un processus de perestroïka à la Eltsine en Chine, ce qui se passait en Russie pour privatiser tout leur système bancaire et apporter les technocrates, Milton Friedman et tout le reste. Mais il a été évincé parce qu'il y a eu un coup d'état en 89 qu'il était censé diriger. La CIA et le MI6 ont publié un article à ce sujet, mais il est utile de se pencher sur ces anomalies, par exemple pourquoi Soros n'a-t-il pas été autorisé à opérer en Chine au cours des 30 dernières années, alors qu'il dirige l'Occident ?

3:12:58 Reiner Fuellmich :

Oui, pourquoi cela ?

3:13:01 Matthew Ehret :

Oui, c'est toute une histoire. Je pourrais en parler plus tard. Whitney est brillante, je ne veux pas rendre sa place.

3:13:07 Reiner Fuellmich :

Essayez de nous donner les bases de tout cela.

3:13:11 Matthew Ehret :

Très bien, pour l'essentiel je pense que c'est très lié à ce contre quoi Gutierrez a mis en garde quand il a dit que deux paradigmes opposés différents émergent autour de la géopolitique de l'IA, l'année dernière, ou même pas, c'était en novembre dernier. Mais jusqu'en 2010-2011, Soros disait encore que la Chine était le modèle à suivre parce qu'ils aiment le crédit social, ils aiment les contrôles technocratiques, les contrôles centralisés, ils aiment ces choses, les transhumanistes « Borgs » de l'Occident, ils adorent ça. Ils n'aiment pas l'utilisation réelle du crédit national, car la Chine n'a jamais privatisé sa banque centrale. Et ils n'aiment pas non plus le développement d'infrastructures à grande échelle, le train à grande vitesse, toutes ces choses qui ont sorti les gens de la pauvreté, environ un milliard de personnes, en à peine 20 ans. Ils détestent l'idée qu'un État-nation détermine leur destin économique. Donc il y a une opposition sur le fait que l'IA ne disparaîtra pas, beaucoup de ces choses ne disparaîtront pas. Et la Chine a été pénétrée par des colonnes de l'État profond, comme des cinquièmes colonnes, pendant longtemps, qu'elle a essayé d'éliminer. Jack Ma est un excellent exemple. C'est un administrateur du Forum Economique Mondial, qui a appelé au renversement, en résumé, à un changement de régime économique en Chine l'année dernière. Et il a plus ou moins été évincé, c'est comme s'il avait été totalement dépouillé de son pouvoir. Vous avez donc la preuve de ces luttes, en particulier avec la clique de milliardaires de Shanghai qui s'est alliée aux listes libérales occidentales. La Russie fait de même. Ils ont leurs propres cinquièmes colonnes autour de leur banque centrale libérale, privatisée et en lien avec l'Occident, qui est liée à beaucoup de ces réseaux pharmaceutiques à l'intérieur de la Russie. Donc il y a des combats qui se déroulent un peu partout. Mais je pense que l'encercllement militaire de la Chine et de la Russie est une question sérieuse à laquelle les gens devraient réfléchir. C'est comme s'il y avait quelque chose qui effrayait l'oligarchie au point qu'ils étaient... je ne sais pas ce que vous pensez de ça, comme pourquoi mettraient-ils tant d'efforts pour procéder à cet endiguement total, cette domination totale de la Chine et de la Russie ?

3:15:09 Reiner Fuellmich :

Whitney, James Bush est avec nous et il va nous donner les détails de l'opération Dark Winter, l'opération Lockstep des Rockefeller et l'Event 201. Mais si vous pouviez nous présenter cela, ce sera probablement très utile.

3:15:28 Withney Webb :

Eh bien, j'allais parler de quelque chose qui est probablement un peu différent, plus de l'importance de Dark Winter, certains des parallèles entre 2001 et certaines des figures qui étaient derrière le COVID et l'Anthrax, ont en commun des choses comme ça. Je vais donc être assez brève.

Je vais le laisser, puisqu'il est là, parler de Dark Winter en détail. Mais pour ceux qui ne le savent pas, il s'agissait d'une simulation d'une épidémie de variole, mais elle incluait également la menace potentielle d'une attaque à l'Anthrax, elle prévoyait des parties importantes de ce qui deviendrait le récit du 11 septembre 2001, les personnes qui ont participé à cet exercice immédiatement après le 11 septembre ont montré une apparente prescience de ces attaques, les attaques à l'Anthrax qui ont suivi peu après. Nous avons donc, bien sûr, la simulation précédant l'Event 201, nous l'avons aussi. Il y a aussi Crimson Contagion, que Debbie a mentionnée, il y a quelques instants.

Et c'est significatif parce que la personne qui a prononcé le nom de Dark Winter dans l'exercice, Robert Kadlec, le secrétaire adjoint du HHS pour la préparation et la réponse sous l'administration Trump, il a dirigé cet exercice Crimson Contagion en 2019. Après les attaques à l'Anthrax de 2001, il a assumé beaucoup de pouvoir et a essentiellement construit ce poste de secrétaire adjoint pendant un peu moins de 20 ans, et puis il l'a occupé juste au moment où le COVID a eu lieu. Quelle coïncidence. Mais Crimson Contagion est importante car elle n'a pas duré que quelques jours, comme l'Event 201 ou Dark Winter, cela a duré de janvier 2019 à août 2019. Et elle a impliqué une coopération public-privé, elle s'est produite au niveau fédéral, au niveau régional, au niveau local, au niveau municipal, c'était très étendu. Et aussi, on pourrait dire, dans un sens, que c'est un peu plus prédictif que ce qui est arrivé plus tard comme l'Event 201, dans le sens où il se concentrait sur l'apparition d'une pandémie de grippe en Chine, alors que l'Event 201 avait lieu en Amérique du Sud.

Mais l'Event 201 et Dark Winter ont des liens très importants. Principalement, les personnes impliquées dans ces deux événements, comme Thomas Inglesby, avaient des liens avec des organisations comme l'Institute for Homeland Security, créé à la fin des années 90, qui était intimement lié à la CIA, et d'autres institutions qui avaient également des liens avec les services de renseignement.

Au-delà des points communs entre ces deux simulations, entre les attaques à l'Anthrax et le COVID, il y a le spectre de la recherche sur les gains de fonction qui est très présent. Ainsi, dans le cas de l'Anthrax, en 1997, le Pentagone a élaboré des plans pour créer génétiquement une variété plus puissante d'Anthrax, soit-disant parce qu'un scientifique russe avait prétendu avoir créé une souche d'Anthrax résistante au vaccin standard contre

l'Anthrax et aux études sur les animaux, mais pas nécessairement dans un but de guerre biologique ou de défense biologique, mais le Pentagone s'en est servi pour justifier ces expériences de gain de fonction.

À la même époque, en 1997, la CIA a également commencé à mener des expériences de gain de fonction sur l'Anthrax. Et ces expériences se déroulaient dans une installation appelée Battelle, située à West Jefferson, dans l'Ohio, qui a actuellement des liens avec la fondation Leslie Wexner pour les personnes qui connaissant son rôle dans le réseau Epstein, mais qui est aussi un sous-traitant de la CIA et de l'armée. Je ne vais pas entrer dans les détails extrêmes sur ce sujet. Mais essentiellement un atout de la CIA à l'époque, un transfuge du programme d'armes biologiques et de défense biologique de l'Union soviétique, Ken Alibek, était le directeur de programme pour ces études de gain de fonction à Battelle, et lui et un autre personnage du nom de William Patrick, qui n'était pas initialement suspecté des attaques mais qui a ensuite été ajouté à l'enquête, il a couvert ces attaques, ils étaient essentiellement les personnes dirigeant ce gain de fonction. Et la plupart des gens qui se penchent sur les attaques à l'Anthrax et qui savent que Bruce Ivins n'était pas un loup solitaire et sont conscients de l'inexactitude de la narration, y compris plusieurs procureurs américains qu'a eu Ivins à l'époque, qui se sont suicidés très prématurément, croient que Battelle était responsable et tous les chercheurs sérieux sur l'Anthrax de 2001 que je connais, pensent que Battelle était le site de l'Anthrax qui a été utilisé dans les attaques.

Passons à un autre parallèle : les solutions de biosurveillance. C'est sans doute l'une des plus importantes dans le contexte de ce dont nous avons parlé aujourd'hui.

Donc, après les attaques à l'Anthrax, et aussi le 11 septembre, il y a eu une poussée pour créer un système au sein de la DARPA, appelé « *la conscience totale de l'information* ». L'un de ces programmes s'appelait le programme de biosurveillance, qui visait à développer, je cite « les technologies de l'information nécessaires et les prototypes qui en résultent, capables de détecter automatiquement la libération couverte d'un agent pathogène biologique ». Et cela serait accompli par la surveillance de sources de données non traditionnelles, de données médicales pré-diagnostiques et d'indicateurs comportementaux obtenus à partir de données civiles, essentiellement. Même s'ils prétendaient se concentrer sur les attaques bioterroristes, ils voulaient acquérir des capacités de détection précoce pour toute sorte d'épidémie normale, qui seraient ensuite automatisées, avec certains, je suppose les précurseurs des algorithmes d'intelligence artificielle d'aujourd'hui. Et ils voulaient en gros un programme d'exploration massive de données. C'était essentiellement le but de cela.

3:21:36

« *La connaissance totale de l'information* » a été rejetée par le Congrès parce qu'il a été souligné avec précision qu'elle éliminerait entièrement les libertés civiles pour les Américains, et que le droit à la vie privée

n'existerait plus, donc il a été mis au rebut. Mais les architectes de « *la connaissance totale de l'information* », y compris la figure néoconservatrice Richard Perle, ont travaillé main dans la main avec Peter Thiel et Alex Karp pour créer Palantir, qui est le successeur privé de « *la connaissance totale de l'information* », « *la connaissance totale de l'information* » ayant été un partenariat public-privé avec l'armée américaine. Mais Palantir n'était pas tellement impliqué avec les militaires après sa création, il était plus intimement impliqué avec la CIA, la CIA pouvait les aider à créer leur produit et la CIA était leur seul client de 2005 à 2008.

Certains aspects du Programme de « *connaissance totale de l'information* », qui a été supprimé, comme le programme de biosurveillance, ont été ressuscités à l'époque du COVID sous la direction de personnes comme Robert Kadlec, comme la surveillance des systèmes d'eaux usées, pour détecter les épidémies, tout cela avait été planifié à cette époque. Et ce n'est pas une coïncidence si toutes ces données, de nos jours, dans cette ère COVID particulière, – si vous voulez l'appeler ainsi, sont introduites dans une base de données gérée par Palantir. Et le Royaume-Uni, le NHS, les données COVID sont gérées par Palantir aussi. C'est donc une sorte de grille de contrôle anglo-américaine de la connaissance totale de l'information, qui est apparue dans Palantir et qui ne reçoit certainement pas l'attention qu'elle mérite, mais ses origines remontent à cette période particulière en 2001, chez ceux qui l'ont mis en place il y a de nombreux acteurs qui reviennent. Il faut aussi souligner que Peter Thiel est un important bailleur de fonds des médias de droite, y compris dans la sphère des médias alternatifs. – Je vais laisser cela de côté, car c'est pour une autre fois. – La dernière chose que je veux souligner, c'est que la situation de l'Anthrax et ce qui se passe avec le COVID-19 est le sauvetage fortuit de sociétés de vaccins en péril ayant des liens profonds avec l'armée américaine.

Donc le premier serait Bioport, qui est aujourd'hui Emergent Biosolutions. Ils ont changé son nom en 2004 à cause de la controverse autour de leur vaccin contre l'Anthrax, sur lequel ils avaient le monopole de la production et de la vente dans l'armée américaine, ce même réseau responsable des attaques à l'Anthrax a mandaté l'utilisation du vaccin contre l'Anthrax pour les troupes américaines.

Il a fini par provoquer ce que l'on appelle souvent le syndrome de la guerre du Golfe et toute une série d'effets indésirables. Et ils ont été renfloués par le Pentagone plusieurs fois parce que leurs usines ont été fermées à plusieurs reprises en raison de violations des règles de sécurité et de santé, entre autres choses, et ils n'ont pas utilisé l'argent pour réparer ces usines. Ils utilisaient les primes pour les cadres et les réaménagements des bureaux des cadres, entre autres choses, ce qui est tout à fait typique dans ces milieux, semble-t-il.

3:24:45

Mais quoi qu'il en soit, ils se sont associés à Battelle à la fin de l'année 2000. Comme je l'ai mentionné, Battelle effectuait ce gain de fonction pour

le Pentagone et la CIA à l'époque, et ces recherches sont entrées dans une nouvelle phase lorsque ce partenariat a commencé, car elles concernaient directement le vaccin contre l'anthrax.

En septembre 2001, le Pentagone allait publier un rapport sur la manière de poursuivre son programme de vaccination obligatoire contre l'Anthrax sans cette société, et le 11 septembre 2001 a fait dérailler ce projet, car l'aile administrative qui travaillait sur ce rapport a été frappée par un avion le 11 septembre 2001, alors qu'elle menait cette enquête, et Donald Rumsfeld a décidé de sauver ce programme.

Et les préoccupations qui ont été entendues au Congrès et dans tout le système politique américain, au niveau national à l'époque au sujet de ce produit vaccinal particulier ont disparu dans la panique des attaques à l'Anthrax, et elles ont été remplacées par des appels non seulement à rendre la campagne de vaccination obligatoire pour l'armée, mais aussi pour les services de secours, pour les enseignants, les pompiers, les policiers, et ainsi de suite.

Et, bien sûr, aujourd'hui le point commun de ce genre d'entreprises est Moderna. Ils ont même admis maintenant qu'ils étaient sur le point de s'effondrer, s'il n'y avait pas eu l'arrivée du COVID-19 au moment précis où il est arrivé.

Je tiens à souligner que un mois ou deux de différence et ils auraient totalement fait faillite. Et bien sûr, Moderna a des liens très étroits avec l'armée américaine, plus précisément avec la DARPA, qui les finance depuis 2012, je crois. Pour plus d'informations sur ces choses là, vous pouvez aller sur mon site web, unlimitedhangout.com et regarder la série d'enquêtes, « *l'Ingénierie de la contagion* » sur la question de l'Anthrax. Et puis j'en ai une appelée Moderna, sur Moderna. J'ai oublié le nom exact de la série, je crois qu'elle s'appelle « *Moderna obtient son miracle* » ou quelque chose comme ça pour le COVID-19.

Je vais m'arrêter là, car il me reste 10 minutes au cas où vous voudriez poser des questions sur un autre sujet.

3:26:53 Viviane Fischer :

Une petite question sur Emergent Biosolutions, ils sont impliqués dans la production des vaccins maintenant, est-ce exact ?

3:27:02 Whitney Webb :

Oui, eh bien, à l'origine, ils étaient, je pense qu'après avoir produit, je crois six... un nombre très important de doses pour le vaccin Johnson & Johnson qui ont été jugées contaminées et inutilisables, je pense qu'ils sont passés à la trappe. Mais il est intéressant de souligner que Robert Kadlec, que j'ai mentionné plus tôt, a des liens profonds et de longue date avec cette société et a en fait fondé une société distincte avec le fondateur d'Emergent

Biosolutions. Et même le Washington Post, a été forcé d'admettre qu'il a fait preuve de favoritisme dans l'attribution des contrats pour le COVID-19.

Donc, malgré leurs antécédents vraiment épouvantables, et même des plaintes au sein du système, ils ont obtenu des contrats pour produire des vaccins. Je ne me souviens plus exactement quelles étaient les entreprises concernées, mais le vaccin de Johnson & Johnson en faisait partie, et ils ont été très critiqués.

Donc je ne suis pas sûre qu'ils en fabriquent encore. Mais je dirais que certaines de ces entreprises d'ARNm, en particulier Moderna, ont maintenant décidé d'utiliser une nouvelle entreprise créée à l'époque du COVID, appelée « Resilience », pour produire leur ARN spécifiquement pour leur vaccin. Il y a des personnes de la Fondation Bill et Melinda Gates, de la FDA, du conseil d'administration de Pfizer, un membre de la Commission du 11 septembre, le directeur d'In-Q-Tel, la société de capital-risque de la CIA, entre autres groupes, qui fabriquent leurs produits, et cette entreprise a été créée en novembre 2020. Et ils espèrent produire de l'ARNm pour les États-Unis et au Canada.

3:28:45 Viviane Fischer :

Il semble qu'il y ait des luttes internes, mais tous ces intérêts différents tirent dans la même direction. Mais il n'est pas clair qui va faire le, qui va être le leader de la meute.

3:29:00 Whitney Webb :

Oui. Je pense que les querelles internes sont plus liées au processus qu'à l'agenda général.

3:29:16 Reiner Fuellmich :

Les deux sociétés d'ARNm, Moderna et BioN'Tech, qui sont utilisées par Pfizer, ont toutes deux été soumises à une forte pression récemment. Le prix de leurs actions s'est plus ou moins effondré. Cela est dû au fait qu'une décision prise aux États-Unis, oblige Pfizer à déclassifier plus ou moins les documents qu'elle voulait cacher au public, et que, tout d'un coup, – il y a une interview récente d'un banquier d'affaires du nom d'Ed Dowd l'explique en détail, tout d'un coup lorsque les gens voient ce qui se passe réellement, ils décident de vendre leurs actions. Le sauvetage semble donc ne pas avoir vraiment fonctionné. Mais c'est seulement parce que d'autres personnes ont exposé ce qui se passe réellement.

3:30:14 Whitney Webb :

Exact, et je ne pense pas qu'ils l'aient vraiment prévu...

3:30:21 Reiner Fuellmich :

Cela prouve le point de Matthews, ils n'ont pas vraiment tout sous contrôle.

3:30:25 Whitney Webb :

Oui, je suis d'accord avec ça aussi. Et je pense que c'est la raison pour laquelle nous les voyons, par exemple, dans divers pays, en particulier les pays occidentaux, lever les restrictions pour le moment, comme l'a dit Leana Wen, l'experte médicale de CNN, afin que la confiance du public puisse être restaurée. Nous pouvons donc utiliser ces mesures, encore une fois, à l'avenir, pour une « deuxième pandémie », ou une sorte d'événement dans cet genre.

Et si vous regardez le Forum Economique Mondial depuis l'année dernière, leur thème principal pour l'année dernière était de rétablir la confiance avec le public. C'est donc quelque chose qui les préoccupe vraiment, le manque de confiance du public envers les élites. Mais je pense qu'ils sont encore dans cet état d'esprit, « eh bien, même s'ils commencent à ne plus nous faire confiance en masse, qu'allons-nous faire à ce sujet ? »

Je pense que c'est essentiellement de ça qu'il s'agit, mais je pense qu'ils prévoient aussi d'essayer d'intensifier différentes choses qui ne sont pas forcément le COVID au fur et à mesure que ce récit particulier s'effrite, pour essayer de garder les gens divisés, distraits et confus par la masse d'informations qui sortent tout le temps. Ce qui est, comme je l'ai déjà expliqué, une sorte de PsyOp, c'est le côté opération psychologique de ce qui se passe.

3:31:47 Reiner Fuellmich :

Ok, bon, y a-t-il d'autres questions de votre part, Virginie, ou Dexter, ou Ana ? Ou Dipali ?

3:32:00 Dexter Ryneveldt :

Pas de questions de ma part. Merci beaucoup. Mrs. Webb

3:32:05 Reiner Fuellmich :

Oui, merci beaucoup. Merci beaucoup. Et nous allons maintenant... Allez-y s'il vous plaît.

3:32:12 Viviane Fischer :

Oui, nous allons maintenant insérer quelques témoins, parce que, vous savez, nous le devons, – pour les archives, et pour que le public voit que nous savons ce qui se passe vraiment. Et c'est tellement fou, ce que nous avons vécu au cours de ces deux années que nous semblons parfois oublier, ce que nous avons, ce que nous pensions être la façon normale dont les choses seraient traitées, que vous pouviez choisir sans être trompés, si vous

voulez avoir un traitement médical, ou si vous vouliez protester contre quelque chose comme, sans avoir affaire à la police et ainsi de suite.

Et donc nous avons préparé, je pense que c'est deux vidéos. Et nous avons deux témoins, un en direct ici avec nous, et un autre dans le zoom. Et je voudrais commencer à vous montrer ce que nous avons vécu, lorsque nous avons appris par un lanceur d'alerte que dans une maison de retraite ici à Berlin, qu'une certaine vaccination allait avoir lieu, je pense que c'était un dimanche, et les flacons étaient fournis, ou du moins amenés par des soldats.

Et donc lorsque les personnes âgées ont été confrontées à des soldats, quand ils ont travaillé avec les médecins pour faire le vaccin, et certains, une personne n'était pas vraiment volontaire pour l'accepter. Je veux dire, – c'était dans la « section démence » de cette maison de retraite, et certains d'entre eux n'étaient manifestement pas en mesure de signer les papiers eux-mêmes. Mais il faut quand même respecter une sorte de volonté naturelle, ils doivent exprimer s'ils veulent être traités ou non.

Nous allons donc voir cela. Nous avons donc eu un dénonciateur qui nous a parlé de cet incident, et ce qui s'est passé ensuite, c'est que sur ces 31 personnes qui ont été vaccinées, huit sont décédées assez rapidement après la vaccination, dans les quelques semaines qui ont suivi, et je pense que la dernière personne qui est morte, c'était deux ou trois mois plus tard, et ils étaient vraiment en bonne forme, c'était...

3:34:47 Reiner Fuellmich :

Avant le vaccin.

3:34:50 Viviane Fischer :

Avant la vaccination, c'était la section où ils pouvaient se promener librement, et certains faisaient du jogging tous les jours, quelqu'un jouait du piano. Et donc, ils chantaient des chansons la nuit précédente. Et puis déjà le soir, certains d'entre eux avaient de sérieux problèmes.

Et ce qui est également intéressant à ce sujet, c'est que plus tard, nous avons pris contact avec la police, et j'ai personnellement déposé une accusation criminelle, une plainte, et je leur ai demandé, – parce que des deux personnes qui sont décédées, les dernières, les corps étaient encore aux pompes funèbres. Donc, nous avons informé la police et nous leur avons qu'ils devraient enquêter à ce sujet avec le procureur de district. Et ils nous ont envoyé une lettre disant qu'ils ne voyaient rien de suspect, et qu'ils ne pouvaient pas commencer à enquêter. Vous savez, je pense que c'est particulier. Et donc après que nous ayons fait l'interview du lanceur d'alerte, un deuxième lanceur d'alerte, s'est présenté et a fourni quelques images que vous pouvez voir maintenant.

3:36:09 Reiner Fuellmich :

C'est pour illustrer ce dont nous parlons vraiment. Parce qu'aujourd'hui, ce soir, nous avons parlé de la préparation de ce qui se passe réellement, et maintenant nous examinons les conséquences. Parce que je pense qu'il est important pour nous et pour le jury de comprendre que nous ne parlons pas seulement de jeux non pertinents qui sont joués, de jeux de pouvoir, mais que ces jeux ont des conséquences très graves. Et c'est ce que ce clip vidéo illustre très clairement.

3:36:45 Vidéo #1 – Sous-titrage

De l'armée. Le médecin de la maison est toujours présent... et des aides-soignants. Donc un groupe de trois : un soignant, un médecin et un soldat. Quel rôle jouent les soldats ? Personne qui travaille dans les soins infirmiers... avec les malades mentaux ou physiques, ou la démence ne peut me dire... que la force n'est pas utilisée ... à la fois mentalement et physiquement... Non, personne n'a rien dit, mais mon impression était... que les soldats... étaient là pour garder le vaccin. Et après, il était très clair pour moi... que c'était pour envoyer une « déclaration » aux personnes âgées. Parce que vous pouviez sentir... l'atmosphère d'intimidation. On ne reconnaissait pas nos résidents. Ce n'étaient pas les mêmes vieux résidents... qui faisaient librement... ce qu'ils font instinctivement. mais assis... et étaient complètement silencieux et immobiles. Comment ont-ils montré cette peur ? Pouvaient-ils la verbaliser ? Vous pouviez le voir... à partir de leur comportement différent. Ils étaient très intimidés, très calmes, très renfermés, ils ne sont pas encore prêts à mourir. Leurs yeux sont ouverts. Ils sont agités. Ce fort tremblement... modifie leur respiration. La pâleur de leur visage est très différente. Ils sont très déstabilisés, avec cette secousse. Et cette fois, comme dit : Ce tremblement constant du haut du corps... ce tremblement, avec lequel je ne suis pas familier... dans cette situation non plus... qui s'est produit avec beaucoup... C'est la force physique et psychologique, également pour le test PCR. C'est une violence appliquée qui est utilisée... pour faire ces procédures. Aussi cette vaccination... c'est de la violence, violence physique et mentale. Ils passent tout simplement à travers. Et pour les résidents ? Exactement la même chose. Intimidation totale. Je crois que c'était aussi cette dynamique de groupe. Ces quatre personnes au même endroit... et soudain, voyant ces sauvages étrangers... Ils étaient tous intimidés... Une résidente, elle avait montré des signes de résistance... comme nous le savons déjà d'elle. Quand il n'y avait que trois personnes dans la pièce, on remarque immédiatement que la situation est différente. Clairement, ils viennent vous voir dans votre lit. Mais vous pouvez dire...

3:38:55 Reiner Fuellmich :

Donc ça montre que... ce que vous avez dit Brian, ils tuent des gens. Ils ne tuent pas des gens en théorie, ils tuent des gens dans la vie réelle. Une des personnes que nous avons vu dans cette vidéo, qui a été filmée avec une caméra cachée est morte, le vieil homme en pyjama est mort.

C'est donc de cela qu'il s'agit. Il y a des conséquences réelles. En

conséquence de ces soi-disant jeux de pouvoir, il s'agit en fait de contrôle. Et il s'agit en fait de réduire la population. Comme l'illustre clairement ce court clip vidéo, et ce n'est qu'un exemple. Il existe de nombreux autres exemples de ce type. Nous avons obtenu de nombreuses informations de maisons de retraite similaires où la même chose s'est produite.

Cet exemple est particulièrement impressionnant pour nous, car il se déroule ici même à Berlin. 31 personnes ont été vaccinées et en l'espace de deux semaines environ, huit d'entre elles étaient décédées, 11 autres avaient développé des symptômes très graves. Nous ne savons pas ce qui leur est arrivé, mais ces huit personnes décédées, l'une d'entre elles, comme l'a mentionné Viviane, jouait du piano la veille de sa vaccination, une autre était un coureur et il courait la veille de son injection. C'est de cela qu'il s'agit vraiment.

3:40:34 Viviane Fischer :

Oui, alors maintenant, nous avons un autre clip vidéo que nous allons voir. Il s'agit d'une petite manifestation, comme une veillée, qui a eu lieu pendant, – je pense que le témoin va nous le dire dans une seconde, plusieurs jours, 60 -62 jours, et c'était le dernier jour où il y avait soi-disant une petite réunion. Mais c'était un petit événement et vous serez surpris par le nombre de policiers par rapport à la taille de l'événement que vous allez voir et par la dureté avec laquelle ils y ont mis fin. Je pense que nous allons d'abord montrer le clip et ensuite nous allons parler à Roman Mironov.

Vidéo #2 –En allemand

3:41:28

3:41:41 : – Nos enfants vaccinés n'ont pas de protection

3:41:48 : Nos enfants n'ont que nous et...

3:41:54 : – Attention, Attention, la Police vous parle, s'il vous plaît, pour votre compréhension

3:42:03 : – Je dois parler

Chers messieurs, laissez tomber votre vieille culpabilité, laissez tomber votre matérialisme

3:42:10 : laissez tomber et donne-leur de voir leur foyer

3:42:17 : – Cela signifie que votre manifestation doit s'arrêter, vous devez vous diriger direction Gare Centrale

3:42:23 : Je répète, en raison du non-respect des mesures sanitaires...

3:42:38 Viviane Fischer :

Vous pouvez voir à quel point c'est disproportionné par rapport à ce qui se passe, il n'y avait même pas de « normes sanitaires » qui sont enfreintes. Et à une époque antérieure, nous aurions pensé que c'était un événement normal. Mais peut-être que nous allons juste parler à Roman Mironov.

Reiner Fuellmich :

Roman, que s'est-il passé ?

3:43:07 Roman Mironov :

Je ne parle pas très bien anglais, alors je vais devoir parler en allemand.

3:43:15 Viviane Fischer :

En quelques mots, pouvez-vous nous expliquer que vous aviez fait cette démonstration 60 fois et pourquoi elle s'est terminée de cette façon.

3:43:30 Roman Mironov :

Exactement, j'avais organisé une veillée devant le bureau du chancelier parce que les manifestations n'étaient plus possibles à Berlin, parce que ça a toujours dégénéré en violence policière, et donc j'ai organisé une veillée parce qu'avec quelques personnes juste devant le bureau du chancelier, la police ne peut pas déborder aussi facilement et nous avons fait ça sur une période de plus de deux mois. Et très fréquemment il y avait des médias avec nous et ils nous écrivaient, et ils n'ont jamais fait de reportage sur nous, ils étaient juste là parce qu'il se passait quelque chose au bureau du chancelier. L'un d'entre nous s'était inscrit au bureau du Chancelier et le dernier jour, le 1er juin, était la Journée mondiale de l'enfance. Nous avons résisté là-bas. Nous n'avons pas mis de masque, c'est le moindre niveau de résistance que l'on puisse offrir, et bien sûr, ça a dégénéré et notre assemblée a été dissoute.

3:44:30 Viviane Fischer :

Nous allons avoir d'autres exemples mais je résume rapidement, deux mois après la Malwacher, à un moment où, de toute façon, il ne devait pas se tenir de manifestation importante, c'était une manifestation qui était directement liée aux enfants.

Et en fait, il y avait beaucoup de médias habituellement là et mais ils n'ont jamais parlé de cette manifestation parce qu'ils voulaient la garder sous le tapis, ne pas en parler. La seule chose qui n'a pas été respectée, c'est qu'à l'extérieur, il fallait porter des masques, même si les gens gardaient leurs distances. Et donc vous pouvez voir que la police a immédiatement décidé de tuer cette petite manifestation ou cette petite protestation à ce moment-là.

Donc Roman, merci beaucoup pour votre déclaration et pour avoir partagé cette expérience avec nous. Oui, maintenant nous avons...

3:46:05 Reiner Fuellmich

C'est maintenant à James Bush.

3:46:12 Viviane Fischer :

Puis nous continuerons avec d'autres exemples à l'avenir.

3:46:17 Reiner Fuellmich :

Oui. Maintenant, James, vous avez attendu pendant un certain temps, mais nous sommes très intéressés à entendre parler de l'opération Dark Winter, la simulation Lockstep des Rockefeller et l'Event 201.

3:46:45 James Bush :

Ok. Je suis absolument sidéré par tout ce que j'ai entendu aujourd'hui, et par l'intelligence et l'expérience de l'équipe qui produit ceci, alors je voulais tous vous remercier.

Mon passif est très simple. J'ai pris ma retraite après 20 ans dans le Corps des Marines des États-Unis en tant que Lieutenant Colonel. J'étais un officier d'infanterie, un officier de reconnaissance des forces. Puis je suis devenu ingénieur et j'ai travaillé pour la société Honeywell en tant qu'ingénieur de guidage de lancement pour le programme Shuttle. Puis je suis devenu ingénieur des opérations spéciales pour les environnements spéciaux et les systèmes mécaniques. J'étais le responsable de l'ingénierie et le gestionnaire du North Colorado Medical Center pour le Centre de recherche sur les maladies infectieuses de l'Université d'État du Colorado. Et pour le centre de recherche sur les vecteurs du Centre de contrôle des maladies du Colorado, Fort Collins. Mon intérêt pour ce sujet a été éveillé bien avant que je ne sois au courant de ce qui se passe aujourd'hui, je travaillais pour Hewlett Packard. Dans le cadre de mes fonctions d'ingénieur, j'étais le responsable de la biosécurité pour les Rocheuses de l'Ouest et j'ai été invité à participer à un programme appelé Dark Winter à Oklahoma City en juin 2001. Et à ce stade, je ne suis pas sûr de savoir comment... je vais partager mon écran et je vais afficher une présentation assez rapide et je suis sincère, c'est plus rapide que les autres.

C'est le résumé de qui je suis, je l'ai déjà parcouru avec vous. J'ai un Master en ingénierie mécanique, un Bachelor en épidémiologie.

Voici Dark Winter, vous en avez entendu parler et vous le savez peut-être déjà, mais c'était ostensiblement un programme soutenu par le gouvernement et des organisations privées les 22 et 23 juin 2001 à la base aérienne d'Andrews à Oklahoma City.

Vous trouvez également ANSER Homeland Security et CSIS. L'Oklahoma National Memorial Center pour la biodéfense civile, ce sont des organisations qui ont été les précurseurs de tous les éléments nécessaires à la création d'un système d'armes biologiques aux États-Unis.

Donc Dark Winter, ces diapositives que vous allez voir ne sont qu'une très, très petite partie d'un jeu de diapositives qui a été généré pendant cette présentation. Et ce n'était pas une présentation. Ce n'était pas une véritable étude, ils nous ont appelé pour étudier cela. Mais en fait, quand nous sommes arrivés, ils ont dit : « Ok, voici ce que nous faisons, asseyez-vous et regardez et voici les conclusions auxquelles nous sommes parvenus. S'il vous plaît, ramenez ceci dans vos entreprises, dans vos organisations et partagez le avec elles. » Parce que le gouvernement contrôlait totalement la procédure.

Il s'agissait d'un exercice conçu pour simuler la réaction possible à une introduction délibérée de la variole dans trois États en 2002.

Dark Winter a été développé en tant que programme par les Centers for Strategic and International Studies, et le Johns Hopkins Center et l'ANSER pour la sécurité intérieure, et je crois que vous avez tous déjà entendu ces noms, vous allez continuer à les entendre au cours de ce processus d'analyse de ce qui arrive à notre pays.

L'ANSER Institute for Homeland Security a finalement été converti en un cabinet ministériel financé au niveau national, appelé Homeland Security.

Les participants clés, nous allons vous montrer qui ils sont, quels sont les objectifs. A l'origine c'était un scénario. Donc notre gouvernement, comme vous le savez, et beaucoup de gouvernements aiment vraiment les scénarios, ils aiment bien, « Et si on faisait ça ? Et si ça arrivait ? Quelles seraient les prochaines étapes ? »

C'était censé être une étude de scénario, mais il faut connaître les personnages qui jouent ce rôle. Nous sommes en 2001, et certaines des personnes les plus importantes du gouvernement et de la défense des États-Unis d'Amérique ont pris leur congé pour aller à Oklahoma City, et ont posé la question, que se passe-t-il si on est frappé par la variole ? Et la variole est clairement définie par toutes les organisations, l'Organisation Mondiale de la Santé, le CDC, la FEMA, tout le monde dit que c'est une maladie pandémique parce qu'elle a un taux de mortalité d'environ 32 à 33 %.

3:52:21

Par opposition au coronavirus, qui, selon la personne à laquelle on s'adresse aujourd'hui, représente peut-être 0,01 % ou 0,02 %. Ils ont donc utilisé une véritable maladie pandémique pour voir ce qui se passerait, mais les personnes qui sont venues étaient Sam Nunn, le sénateur américain, Frank Keating, il était le gouverneur de l'Oklahoma, le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, le directeur de la CIA des États-Unis, le

secrétaire à la Défense John White, le président de l'armée américaine, le chef d'état-major, le général John Tilelli, le secrétaire d'État des États-Unis Frank Wisner, la secrétaire à la santé et aux services sociaux Margaret Hamburg, le procureur général George Terwilliger, le directeur de la FEMA, Jerry Hauer, et le directeur du FBI.

Maintenant, et je suis sûr que ce type d'assemblage de personnes a été formé auparavant. Mais je ne pense pas que dans l'histoire des États-Unis, ils soient jamais venus à une réunion comme celle-ci, ont créé un document, ont créé un scénario et ont ensuite disparu, parce que dans les deux ou trois jours suivant la fin de ce programme, certains d'entre nous ont obtenu des copies réelles des diapositives. Et partout ailleurs ça a disparu, c'était sur internet pendant un moment, mais si vous vous souvenez, en 2001, internet n'était pas ce qu'il est aujourd'hui. Et il m'a fallu plusieurs années pour trouver cela sur Internet. En attendant, j'en avais une copie sur mon ordinateur. Et plus tard, lorsque je travaillais pour le centre de contrôle des maladies, le CDC, j'en parlais à divers chercheurs et leur demandais ce qu'ils en pensaient et ils ont tous en quelque sorte tourné le dos et sont partis. Ils ne voulaient pas parler de ce dont il s'agissait.

La question est donc de savoir ce qui se passerait si une attaque locale d'armes biologiques devait frapper l'Amérique avec un agent pathogène contagieux qui pourrait paralyser le pays, la réponse du gouvernement posera un énorme défi aux libertés civiles, le moins nous sommes préparés aux plus grandes menaces, plus il y aura de menaces sur les libertés civiles.

Donc, dans la documentation de départ, les premiers mots sont sur nos libertés civiles qu'ils vont prendre au cours de cet événement. Je vais donc rester sur cette page un moment et vous dire que pendant cette étude, qui a duré deux jours, nous sommes sortis tôt, parce que cette étude, quand nous sommes arrivés, ils avaient toutes sortes de diapositives, et je serai heureux de montrer ces diapositives à tous ceux qui veulent les voir. Mais les diapositives montrent vraiment le processus de réflexion, l'initiation d'un agenda, par lequel ils voulaient partager avec les gens dans la salle, et les gens dans la salle étaient des personnes issues de la science, de l'industrie et des affaires. Et ils nous disaient, comment cela va-t-il vous affecter ? Ils ont montré ce qui s'est passé après un jour, après six jours, après trois jours, combien de personnes sont malades, combien de personnes ont été blessées, combien de personnes sont mortes, et comment cela progresse.

Ce document a été fourni comme un moyen de créer deux ou trois choses. La première est un tutoriel sur la façon d'initier et d'obtenir les résultats que nous voulons d'une maladie pandémique. L'autre serait de savoir comment contrôler, quels seraient les résultats. Combien de personnes mourraient ? Comment s'occuper des inoculations ?

Il s'agissait d'une maladie connue, qui avait un taux de mortalité extraordinairement élevé. Et ils ont traduit cela dans la réalité et cela leur a donné l'opportunité de créer une ébauche, une amorce, un document

qu'ils peuvent utiliser, lorsqu'il s'agit de créer une arme biologique, un événement pandémique de sécurité nationale.

C'est ce qu'ils ont fait. Et comme je l'ai dit, je serai heureux de partager le reste de ces documents. Ma présentation actuelle sur Dark Winter dure environ 2h30, parce que j'entre dans tous les détails de ce qu'est une installation de niveau de biosécurité 1, 2, 3 et 4, où elles se trouvent, comment elles sont utilisées et comment notre gouvernement et nos universités étudient cela. Mais il y a une richesse d'informations que ce diaporama et Reiner m'a demandé de rester relativement court.

Donc c'est le début. C'est la première étape, où notre gouvernement a engagé certaines des personnes les plus puissantes de notre administration pour mettre en avant ce concept. La suivante était l'opération Lockstep et l'opération Lockstep était ostensiblement faite par Ralph Emerson. Il n'arrêtait pas de faire référence à John D. Rockefeller.

Il était prétendu que c'était une approche en trois étapes pour un confinement permanent résultant en une dépopulation massive. J'ai fait d'importantes recherches sur ce sujet. Et l'opération Lockstep était en fait un concept créé par des personnes faisant des recherches. Non seulement l'opération Lockstep, mais aussi sur le livre de 54 pages de Ralph Emerson... Excusez-moi, Ralph Emerson a écrit le livre, The New World Order et il faisait 320 pages. Et l'information principale de toute cette opération Lockstep vient de la page 18 de ce livre.

Il y avait deux éléments, l'opération Lockstep a été créée par des informations provenant de l'agenda du New World Order, et un autre programme qui est sorti de l'institution Rockefeller. Donc ma question est, qu'est-ce que c'est vraiment ? Donc le document publié est essentiellement, des gens se sont réunis et ont dit, « Ok, basé sur la lecture des informations du nouvel ordre mondial, voici ce que nous voyons se passer » et cela correspond parfaitement à ce qui est dans le document de 320 pages du New World Order.

Et c'est un modèle très clair de ce qui s'est réellement passé. Et la raison pour cela, c'est que l'opération Lockstep est sortie à la mi-juin ou juillet de l'année dernière, beaucoup de gens ont essayé de la réfuter, mais il n'y avait personne qui...

3:59:47 Reiner Fuellmich

Que s'est-il passé ?

3:59:50 James Bush :

... créé selon les documents, en 1989. Donc vous avez 2001, Dark Winter, vous avez 1989 quand l'opération Lockstep et les premiers documents ont été créés pour cela, et puis nous avançons au fur et à mesure de l'histoire de notre nation. Vous voyez le New World Order de Ralph Emerson, vous voyez la Fondation Rockefeller et la Global Trading Organization qui ont contribué au

New World Order, Rockefeller a contribué au livre suivant, qui est un livre d'environ 54 pages appelé « *scénarios pour le futur de la technologie et du développement international* ».

Cela a été fait par la Fondation Rockefeller. Et sur Internet, vous trouvez qu'il fait constamment référence à ce que vous voyez sur le côté droit de la page, c'est-à-dire la première phase, la deuxième phase, la troisième phase. En 1989, personne ne savait rien des radiations 5G. Personne ne savait rien de précis sur le Coronavirus.

Donc, quelque part cette information est sortie, mais c'était vraiment une combinaison de données créées dans le New World Order et je ne sais pas combien de personnes ont lu le New World Order, mais c'est un livre d'instruction malveillant et dégoûtant sur la façon de détruire la civilisation occidentale. Et il cite George Bush et toute la litanie de personnes dont nous parlons souvent.

4:01:40 Reiner Fuellmich :

James, pouvez-vous nous faire une faveur et lire ces trois paragraphes ? Parce que je pense que c'est extrêmement important pour que les gens comprennent ce qui s'est passé en 1989.

4:01:52 James Bush :

Je serai heureux de le faire.

Première phase : rhume, grippe, symptômes bénins, tout au plus une approbation médiatique de la paranoïa et de la peur de masse, des systèmes de test défectueux, qui détectent tout matériel génétique dans le corps et déclenche un résultat positif. Le nombre de cas de COVID est gonflé par la modification des certificats de décès, qui comptent double et classent tous les décès, y compris les autres maladies et les causes naturelles, dans la catégorie COVID-19. Le confinement nous conditionnera à vivre sous des lois draconiennes, empêchera les protestations et identifiera la résistance publique. C'est la première étape.

La deuxième phase. La première phase conduira à la compromission et à la fragilité du système immunitaire par le manque de nourriture, l'éloignement social, le port du masque et le manque de contact avec la lumière du soleil et les bactéries saines. L'exposition aux radiations de 5G attaquera encore plus le système immunitaire. Ainsi, lorsque les gens réapparaîtront dans la société, davantage de personnes tomberont malades. On en attribuera la responsabilité au COVID-19. Tout cela se produira avant que la vaccination ne soit prête, afin de la justifier. Un confinement plus long et plus puissant suivra jusqu'à ce que tout le monde prenne le vaccin. – C'est leur intention.

–

Troisième phase. Si une majorité de la population résiste au vaccin, un virus SRAS VIH MERS militarisé sera libéré. Beaucoup de gens en mourront. Il y aura

des survivants, ce sera la survie du plus fort. Ce sera aussi l'ultime poussée pour que tout le monde se fasse vacciner afin de revenir à la normale. Ceux qui se seront fait vacciner seront en guerre contre ceux qui ne l'auront pas fait. Ce sera l'anarchie.

L'extrait provient de la page 18. Et l'autre document, qui est « *Scénarios pour l'avenir de la technologie et du développement international* ». Donc tout cela est lié. Et cela a été divulgué, et il a été conçu comme un document pour faire deux choses. Dire aux gens où ils vont. Et si vous dites à quelqu'un que ça va arriver et que vous continuez à le lire, les gens finissent par accepter que ça arrive. Nous avons entendu ça tous les jours.

Passons à la suivante. Lockstep est l'accomplissement des concepts et des objectifs exprimés et sollicités dans les philosophies du New World Order, et les scénarios pour le futur de la Technologie et du Développement International. Ces concepts et ces programmes ont été mis en œuvre pour la pandémie COVID-19. L'auteur réel des documents Lockstep est inconnu, mais il est clair que le Lockstep a été créé en 1989. Je suis désolé, le New World Order a été créé en 1989. Et les « *Scénarios pour les Technologies Futures* » ont été créés en 2010. Et c'est à ce moment que l'autre document connu sous le nom de Lockstep a été créé.

La page suivante, je ne sais pas si vous pouvez tous la lire, je vais essayer de ne pas trop m'y attarder. Mais c'est le concept du scénario. C'est le scénario Lockstep. C'est un scénario réalisé par notre gouvernement, qui étudie ce que devrait être le Lockstep.

« Un monde où le gouvernement exerce un contrôle plus strict et un leadership plus autoritaire, avec une innovation limitée et une résistance croissante des citoyens. En 2012, la pandémie que le monde avait anticipée depuis des années a finalement frappé.

Contrairement à 2019, H1N1, cette nouvelle souche de grippe provenant d'oies sauvages, – c'est une supposition –, était extrêmement virulente et mortelle. Même les nations les mieux préparées à une pandémie ont été rapidement dépassées par le virus qui s'est répandu dans le monde entier, infectant près de 20 % de la population mondiale et tuant 8 millions de personnes en seulement 7 mois. La majorité d'entre eux étaient de jeunes adultes en bonne santé. La pandémie a également eu un effet mortel sur les économies, la mobilité internationale et l'immobilisation des personnes et des biens, affaiblissant des industries comme le tourisme et brisant les chaînes d'approvisionnement mondiales. Même au niveau local, des magasins et des bâtiments normalement animés sont restés vides pendant des mois, sans employés ni clients. La pandémie a touché la planète en dirigeant de manière disproportionnée l'Afrique, l'Asie du Sud-Est et l'Amérique du Sud, où le virus s'est répandu comme une traînée de poudre en l'absence de protocoles officiels de confinement. Mais même dans les pays développés, le confinement était un défi. La politique initiale des États-Unis consistant à « déconseiller fortement » aux citoyens de prendre l'avion s'est avérée mortelle dans son indulgence. »

– Je vais sauter la suite. –

Cependant, quelques pays s'en sont mieux sortis, la Chine en particulier. Le gouvernement chinois a mis rapidement en place une quarantaine obligatoire pour tous les citoyens ainsi que la fermeture quasi hermétique et immédiate des frontières, ce qui a sauvé des millions. »

Cette information a été écrite, c'est de là que vient le concept entier. Ils ont donc eu le Dark Winter, ils ont décidé qu'ils ne voulaient vraiment pas utiliser quelque chose comme la variole, et le développement et les modifications génétiques des maladies sont pratiqués dans le monde entier. Et ostensiblement, c'est utilisé pour le développement de médicaments et la médecine préventive. Mais en réalité, et je le dis pour avoir dirigé des laboratoires, j'ai travaillé sur 6 Coronavirus, j'ai travaillé sur 78 autres maladies de niveau de biosécurité 3 et 3+. La raison pour laquelle les universités, l'armée et le gouvernement font ces recherches est un programme d'armes biologiques, ils essaient de trouver des outils moins coûteux à utiliser contre un ennemi commun. Ils développent des outils dont ils peuvent contrôler l'ensemble du développement du processus...

04:08:02

Là où j'ai travaillé, pour le CDC et le CSU.... Je n'ai jamais vu un vaccin sortir en moins de

six ans. Et ils ont essayé de nous dire, ils ont essayé de dire aux scientifiques qu'ils ont créé des vaccins qui sont sûrs. Qu'il y a quatre vaccins différents, qui font des choses différentes au corps humain. Et d'ailleurs ils l'ont fait en moins de neuf mois. Mesdames et Messieurs, je ne peux que vous dire que de mon point de vue, ce sont des mensonges, des mensonges et encore des mensonges. Enfin, le 18 octobre 2019, beaucoup d'entre vous savent déjà ce qui s'est passé, mais le Centre John Hopkins, le groupe Bill et Melinda Gates et le Forum économique mondial ; ici nous revenons à l'aspect financier de cette atrocité, le Centre John Hopkins pour la sécurité sanitaire en partenariat avec le Forum économique mondial et la fondation Bill et Melinda gates ont organisé l'événement 201. Un exercice de pandémie de haut niveau, le 18 octobre 2019 à New York, l'exercice a illustré les domaines où les partenariats public-privé seraient nécessaires en cas de réponse à une pandémie grave, afin de diminuer les conséquences économiques et sociales à grande échelle. Il y a eu des déclarations sur le nouveau Coronavirus, des exercices de pandémie.

Ces dernières années, le monde a connu un nombre croissant d'événements épidémiques : environ 200 événements par an. Ces événements sont en augmentation, et ainsi de suite. Les experts s'accordent à dire que ce n'est qu'une question de temps avant que les épidémies ne deviennent mondiales. Comment ont-ils pu organiser une réunion avec toutes les personnes les plus importantes de la côte Est à New York le 28 octobre, pour que tout à coup, moins d'un mois plus tard, nous ayons maintenant le coronavirus qui émerge, de la province de Wuhan ?

Je vais vous dire comment on gère un laboratoire. J'ai géré l'un des plus grands du pays, celui de l'Université d'État du Colorado. Les virus n'en sortent pas accidentellement. Vous pouviez les sortir vous-mêmes, du temps où j'y travaillais. Je peux en sortir n'importe quand avec le virus de la peste, avec le VIH, avec la tuberculose, avec toutes sortes de Corona ; D'ailleurs les Coronas n'étaient même pas utilisées dans les installations de niveau 3. C'était des niveau 2. Vous vous demandez pourquoi ? Voyez avec la CIA. Donc la question demeure : comment se fait-il que dans tous les médias, vous vous levez le matin, vous écoutez une station de radio, vous allez sur une chaîne de télévision, et ils disent tous exactement la même chose ? Connaissez-vous tous l'opération Mockingbird ? Mockingbird est un programme de la CIA qui a été créé après la seconde guerre mondiale et qui est toujours opérationnel aujourd'hui. C'est comme ça que la CIA crée un dialogue et travaille avec les six ou sept grands systèmes médiatiques du monde.

Et je peux dire ceci, parce que vous ne connaissez pas son nom : Ma fille est un officier de renseignement militaire dans l'armée américaine. Elle y est depuis 12 ans. Elle est major, sélectionnée pour être lieutenant-colonel. Je lui ai montré tout ça et elle a dit : « oui, c'est ce qu'ils font. Ils le font maintenant ». Donc la question... il y a beaucoup de questions sur le pourquoi. Et je pense que les bonnes questions sont celles que vous avez posées aujourd'hui. Mais il y a une information importante que je voulais partager avec vous. Lorsque j'ai commencé à gérer les centres de recherche sur les maladies infectieuses, tous deux à Fort Collins, il y a environ 14 ans, il y avait 25 à 27 laboratoires de niveau de biosécurité 3 et 4 dans le monde. Nous sommes maintenant en 2022, et ceci provient directement du site web du CDC, je l'ai comparé à d'autres sites web également : c'est la répartition des laboratoires de niveau de biosécurité 3 et 4 dans le monde et vous pouvez voir que l'Australie en a quatre, presque tous les autres pays en ont un ou deux, l'Allemagne en a trois, l'Inde en a trois. Le Royaume-Uni en a six. Les États-Unis en ont 15, et quand j'ai commencé cette activité, ils n'en avait que trois.

le niveau de biosécurité trois, ce sont ceux qui travaillent sur des maladies comme le coronavirus, la grippe, le VIH, des virus qui ne sont pas extraordinairement puissants. Ils en font des armes biologique. Mais le niveau 3 est le banc d'essai du niveau 4. Il y a plusieurs petits pays... plusieurs petits pays ont un ou deux niveau 3. Tous les pays sur la liste des niveaux 4 ont autant de niveau 3 que de niveau 4. Les États-Unis ont plus de 200 laboratoire de biosécurité niveau 3 sur le territoire américain. Donc, entre les niveaux de sécurité 3 et 4, les États-Unis d'Amérique ont 215 installations de recherche sur les armes biologiques, qu'ils appellent « recherches normales ». Mais je peux vous dire que ce n'est pas le cas.

04:14:59 Reiner Fuellmich :

Une question. Je dois vous poser ces deux questions, car après avoir regardé les documents que vous nous avez montrés de l'opération lockstep... je veux dire... vous avez cité ces trois paragraphes. ces termes étaient-ils vraiment inclus dans ce document ? Je veux dire, des termes comme « COVID-19 ». Et

l'autre terme aussi : « 5G » ? Etaient-il vraiment inclus ?

04:15:28 Vivianne Fischer :

Cela vient d'un livre.

05:15:31 James Bush :

[Il s'embrouille dans les pages de son document]

Vous êtes observateur. Et c'est absolument... Hier, une question a été posée sur les documents utilisés dans l'opération lockstep. C'est exactement ce qu'ils sont. C'est le... je pensais que ce document était partout sur internet... J'ai dit que je ne pouvais pas trouver l'auteur de ce document en particulier. Il était dit que c'était à la page 18 dans toutes les références... au lieu de cela... Oui c'était page 18. Et la page 18 à laquelle il se référait était la page du scénario que j'avais trouvée. Je vais voir si je peux revenir en arrière.

04:16:07 Viviane Fischer :

Ok, mais en gros, c'est comme une inspiration qu'ils ont utilisé pour le scénario lockstep.

04:16:14 Reiner Fuellmich :

La question est de savoir si c'était vraiment inclus à l'époque, en 1989, ces deux termes ?

04:16:20 James Bush : *[Toujours embrouillé dans ses notes]*

Non, C'est donc qu'il y a, il y a le document... le document 2020 qui était sur internet. Et dans le scénario pour la technologie future et le développement international... je suis désolé, j'allais mettre la page 18. Attendez non ! C'EST la page 18, les scénarios lockstep ?

04:16:44 Reiner Fuellmich :

Non, l'autre, avec les trois paragraphes. On vient de le regarder. C'est la diapositive numéro 10. La numéro 10, c'est ça.

04:16:53 James Bush :

C'est celle-ci, sur laquelle on était.

Reiner Fuellmich :

C'est ça, la numéro 10

James Bush :

La 10.

Reiner Fuellmich :

Celle-là.

James Bush :

Cette, cette diapositive sur le côté droit ?

04:17:07 Reiner Fuellmich :

Oui. Est-ce que ça vient vraiment de ce livre écrit en 1989 ?

04:17:12 James Bush :

Non, ça ne vient pas de là. Ce que je veux dire, c'est que ce document et cette diapositive ont été créés par quelqu'un qui s'est référé à cette page, vous la voyez ? cela provient de l'opération lockstep qui a été créée par l'Institut Rockefeller. Ils ont pris ça et ils ont modifié les événements actuels, ils y ont ajouté les concepts de ce paragraphe, et ils ont... et le monde y a cru. Et ce qui est ironique, c'est que si vous regardez le contenu du paragraphe des scénarios pour le futur du document technologique, c'est de là qu'ils ont tiré cette information. Et la 5g et le COVID-19 ne sont pas dans ce paragraphe.

04:18:09 Reiner Fuellmich :

C'est ce que je pensais.

04:18:10 James Bush :

Oui. Mais ça relie quand même tout ça, parce que l'information était là en 1989, 2001, 2010. Et à présent pour l'événement 201, en 2019. Il y a donc une progression qui va de pair avec le dialogue historique que vos autres conférenciers et experts en histoire ont présenté. Et celui-ci partage vraiment l'information. Et de mon point de vue, le Dark Winter est un facteur critique pour montrer qu'ils ont la capacité et l'intention de faire quelque chose de similaire à l'événement 20. L'événement 201 est le second dark winter.

Voilà pour Dark Winter. C'est l'information que je peux partager avec vous sur l'opération Mockingbird, et l'opération lockstep. Pour l'opération lockstep, après que nous ayons commencé à faire plus de recherches, j'ai voulu faire exactement ce que vous avez dit, j'ai voulu trouver cette page particulière dans ce livre, Le Nouvel Ordre Mondial par Ralph Epperson. Je l'ai lu, mais il n'y avait rien, j'ai cherché les scénarios pour l'avenir de la technologie, il n'y avait rien. J'ai cherché toutes les informations que je pouvais sur Internet. Et clairement, quelqu'un a fait ce document

particulier pour le faire correspondre. Et c'était une tentative de, de coordonner ça. Ça donne du crédit au Nouvel Ordre Mondial. Je ne sais pas combien de personnes dans le groupe, ici, ont lu le Nouvel Ordre Mondial ? Je dois essayer de m'en sortir.

04:20:22 Reiner Fuellmich :

Eh bien, le problème avec des documents comme celui-là, c'est qu'ils sont non seulement déroutants, mais ils nous font paraître mauvais.

04:20:35 James Bush :

C'est pourquoi je voulais vous le montrer. Parce que je ne suis pas sûr que nous puissions parler de l'opération lockstep, à moins de nous référer simplement au livre « le Nouvel Ordre Mondial » et aux scénarios. Ceux-là sont plus crédibles, mais pas lockstep.

04:20:56 Reiner Fuellmich :

Je comprends.

Eh bien, merci, James, cela nous mène tout droit au rôle probable de l'Organisation mondiale de la santé dans tout cela. Nous avons deux autres intervenants pour cela. Mais en attendant, y a-t-il des questions que Virginie, Dexter, Dipali, voulez poser ?

04:21:29 Dexter Ryneveldt :

M. Bush, merci pour le témoignage. Je voudrais juste que vous me disiez : vous avez mentionné que, d'après votre expérience, il faut environ au moins six ans avant qu'un vaccin soit mis sur le marché. J'aimerais faire un rapprochement avec l'opération ward speed. Comment ses informations sont-elles liées ? Parce que dans un sens, il semble qu'ils aient mis très rapidement des vaccins contre le covid-19 sur le marché. Ils se justifient en disant que c'est grâce à l'opération warpspeed. Pouvez-vous éclaircir ce point ?

04:22:14 James Bush :

La réponse à cette question est qu'ils ne font pas un vrai vaccin, ils créent un modificateur d'ADN qui n'a rien à voir avec le processus normal. Le processus de découvrir une maladie et d'apprendre à lutter contre elle au sein du corps humain, en appliquant les bons produits chimiques, en effectuant les bons tests, en faisant des tests sur l'homme, sur l'animal, et en développant un vrai vaccin.

Le matériel qu'ils injectent aux gens aujourd'hui, en ce qui me concerne... Et comme je l'ai dit, j'ai travaillé sur des vaccins pendant 12 ans dans des environnements où mon travail, dans ces installations, était de diriger le

comité de biosécurité et d'empêcher la maladie de se propager. Pendant mon mandat, il y avait 6000 chercheurs dans ces installations, et personne n'est jamais tombé malade. Donc nous savions ce qui causait la maladie, nous avons pu l'arrêter. Mais il a également été intégré dans la compréhension de la connaissance que vous ne pouvez pas développer un vaccin avec précision en moins de six ans. Et donc quand j'ai commencé à entendre les gens dire que nous allions en avoir un cette année... Ils injectent des produits dont on ne sait pas ce qu'ils contiennent. Je ne suis pas chimiste, je ne suis pas médecin. Je ne suis pas un docteur de recherche, mais j'ai travaillé avec eux. Et je peux vous dire qu'il n'y aura jamais d'inoculation dans mes bras ou dans ceux de quelqu'un de ma famille. Parce que j'ai peur de ce qu'il y a là-dedans. Et c'est ce que certains de vos autres experts vont dire, également. Regardez les documents dont nous avons déjà parlé aujourd'hui, comment les gens réagissent, ils réagissent très rapidement, sûrement après avoir reçu l'inoculation, et cela ne serait pas le cas avec une vraie vaccination.

04:24:16 Dexter Ryneveldt :

Merci, Monsieur.

04:24:21 James Bush :

Et je veux juste répéter, pour le cas où il y aurait la moindre question, au sujet d'un virus qui se serait échappé de Wuhan. Le laboratoire de Wuhan est un laboratoire de niveau trois. Le virus sur lequel ils travaillaient en Chine était dans un niveau 3. Il ne répond donc pas aux exigences de soin, de considération et de sécurité extrêmes d'un niveau 4. Et quand je gérais les installations du Colorado, nous avons fait des tests pour savoir si les gens pouvaient sortir de notre bâtiment avec un agent selectif, c'est-à-dire un virus dangereux. Encore une fois, allez sur le site du CDC et cherchez « agent selectif ». Et ça vous dit en gros qu'un agent selectif peut être génétiquement modifié pour devenir une arme de destruction massive. C'est pour ça qu'on les appelle des agents sélectifs. Mais à l'époque, on a fait des tests, on a fait venir des gens du Corps des ingénieurs de l'Armée, du FBI, des pompiers locaux, de la police, et on a fait des tests pour savoir si quelqu'un pouvait sortir de notre installation. Il n'y avait aucun moyen de les arrêter. Si quelqu'un voulait sortir avec ce matériel, on ne pouvait pas l'arrêter. Donc là, dans ces laboratoires dont je viens de vous montrer les chiffres, il n'y a aucun moyen d'empêcher quiconque de sortir ces choses. Donc ce sur quoi ils travaillent dans ces laboratoires, c'est, en ce qui me concerne, un programme d'armes biologiques. Et ce sur quoi ils travaillent est essentiellement la capacité de modifier d'autres formes d'injections pour contrôler et tuer la population générale. Et c'est pour ça qu'ils le font au pas de course. C'est une chimère, vous connaissez tous le concept de chimère ?

04:26:28 Dexter Ryneveldt :

Vous pouvez expliquer le concept ?

04:26:33 James Bush :

Un vaccin chimérique consiste à développer un médicament et à l'injecter à un animal ou à une personne. Et cela prépare le corps à certaines réactions. Et puis vous revenez avec la deuxième partie de la chimère, vous l'injectez et cela provoque des changements extraordinairement grands, voire la mort. Donc je crois que les injections sont chimériques, et pour aller dans le sens de votre question sur les vaccins eux-mêmes : Comment est-il possible que vous ayez une maladie ? Il y a deux questions en fait : comment est-il possible d'avoir une maladie qui est en train d'être résolue grâce à un vaccin avec une efficacité de 95 à 100 %, avec quatre types différents d'injections qui ne se ressemblent même pas dans leur contenu, et qu'au-delà de ça, dans l'histoire de l'humanité, la science et la médecine n'ont jamais trouvé de remède pour le rhume et la grippe, qui sont tous deux des coronavirus.

04:27:53 Reiner Fuellmich :

Pardon, Dexter.

04:27:56 Dexter Ryneveldt :

Pas de souci. On peut passer à vous, Reiner ?

04:27:58 Reiner Fuellmich :

Je voulais juste mentionner que d'autres experts qui vont témoigner ont entre-temps clarifié la situation, du moins en ce qui concerne Pfizer biontech. Pfizer est concerné, il n'a pas une efficacité de 95 %. C'est moins de 1 %. Certaines personnes disent même qu'il n'a absolument aucune efficacité. C'est parce que nous voyons que les pays qui ont un taux de vaccination très élevé, ont également un taux de contamination très élevé, comme Israël, comme le Royaume-Uni. Ils ont également un taux très élevé de contamination. En d'autres termes, les vaccins ne semblent pas du tout fonctionner. Ca signifie vous avez probablement raison, Jim. Nous ne pouvons pas appeler ces injections des vaccins, mais d'autres experts nous en apprendront davantage à ce sujet.

04:28:51 James Bush :

Merci pour tout ce que vous faites, et si je peux aider davantage, je le ferai.

04:28:54 Reiner Fuellmich :

Jim, merci beaucoup. Merci beaucoup de nous avoir guidés à travers ces interventions. Bon, maintenant nous allons parler au Dr Astrid Stuckelberger et le Dr Sylvia Behrendt. Toutes deux travaillent pour l'Organisation Mondiale de la Santé. Qui commence ?

04:29:18 Sylvia Behrendt :

Je pense que c'est moi. Et ensuite Astrid va continuer.

Reiner Fuellmich :

Très bien.

04:29:24 Sylvia Behrendt :

Merci beaucoup. Mes références sont les suivantes : j'ai obtenu mon doctorat à l'Université de Saint-Gall, en Suisse, sur le thème du Règlement sanitaire international et de l'autorité exécutive de l'Organisation mondiale de la santé en cas d'urgence de santé publique de portée internationale, titre très long. Et ce n'est pas mon téléphone qui sonne. Et j'étais un chercheur invité à Georgetown Law, par le professeur Gaston, financé par le Fonds national suisse. Plus tard, j'ai collaboré avec le secrétariat du règlement sanitaire international à Genève, à l'Organisation mondiale de la santé, et j'ai effectué des missions dans les pays de l'O. M. S. dans le but de mettre en œuvre au niveau national le règlement sanitaire de l'Internet. Voilà.

Les autres experts qui ont fourni leur expertise, la dernière fois, nous avons entendu M. Bush, qui a parlé de l'engrenage financier, les questions politiques et de sécurité, en particulier sous le paradigme du bioterrorisme qui fournissent la preuve qu'il ya une dérive qui a conduit à la pandémie actuelle COVID 19. Je voudrais attirer l'attention sur le fait que nous ne sommes pas actuellement confrontés à la réponse médicale à une pandémie. La plupart des critiques formulées par les scientifiques et les médecins portaient sur le fait que, d'un point de vue purement médical, toutes les mesures sanitaires recommandées et exigées par les autorités sanitaires nationales sont en fait contraires aux connaissances épidémiologiques et médicales. Et ce, à dessein. Je l'affirme, parce que le concept sous-jacent utilisé pour COVID-19 ne suit pas les principes scientifiques établis, mais plutôt une idéologie différente, qualifiée de sécurité sanitaire mondiale, et censée traiter la santé comme une question de sécurité nationale, en instaurant partout des états d'urgence et d'exception pour y faire face. Par conséquent, je considère qu'il est crucial de fournir une brève analyse historique de ce concept. Afin de comprendre que la crise sanitaire mondiale actuelle à laquelle nous sommes confrontée ne concerne pas la science médicale, et la santé au sens commun, comme on pourrait l'espérer. Le remplacement progressif des objectifs médicaux par des objectifs politiques a commencé dans le contexte des maladies infectieuses émergentes au début des années 1990. Comme nous l'avons déjà entendu, ce sont les États-Unis qui, en peu de temps, ont institutionnalisé cette nouvelle approche, mais en créant rapidement une toute nouvelle division appelée « maladies infectieuses émergentes et informations ». Il est intéressant de noter qu'ils n'ont pas engagé le personnel du département de contrôle des maladies transmissibles à ce moment-là.

Cette politique a confirmé le nouveau changement de paradigme, qui consistait

initialement à réduire l'incidence des maladies endémiques régionales, et qui consiste maintenant à se concentrer uniquement sur la prévention de la propagation internationale en temps réel, et de préférence dans un délai de 24 heures. Il était donc nécessaire de mettre en place un appareil technocratique de réseaux de surveillance capable de faire face à ces nouvelles menaces. Par conséquent, en 2001, l'Assemblée mondiale de la santé a adopté une résolution qui introduisait déjà ce nouveau concept et appelait pour la première fois à trouver une définition de l'urgence de santé publique de portée internationale, dans le but de réviser les lois sanitaires obsolètes, appelées Règlement sanitaire international, car personne ne s'intéressait aux lois sanitaires à cette époque. Le problème était qu'elles avaient un champ d'application très étroit et ne s'appliquaient qu'à la fièvre jaune, de couleur noire. Dans le même temps, en particulier dans le cadre de la planification de scénarios bioterroristes aux États-Unis, nous avons tous entendu beaucoup de choses au niveau militaire et universitaire, mais l'exercice le plus important,

nous avons tous entendu en ce moment beaucoup de choses, au niveau militaire et académique, mais l'événement le plus important, comme Dark Winter,

a été organisé et, curieusement, tous ces événements ont été très brefs après cela. Mais ce qui est aussi très intéressant et que nous n'avons pas entendu, c'est que non seulement les exercices ont eu lieu, mais qu'ils se sont aussi transformés en réalité, la législation aux États-Unis a été préparée pour réduire les libertés civiles pour la lutte contre le bioterrorisme à partir de 1999. Cette entreprise a été lancée par le CDC et finalement finalisée par des professeurs de l'université de Georgetown comme le professeur Gostin, en collaboration avec l'université Johns Hopkins, et elle a été appelée la « loi modèle sur les pouvoirs sanitaires d'urgence des États ». Ce modèle de loi a été vivement critiqué à l'époque aux États-Unis pour avoir transformé la gouvernance en dictature, qui a fini par s'étendre à de nombreux États. Ainsi, l'étape la plus importante du processus de révision du Règlement sanitaire international, qui est un traité international, a été l'apparition du syndrome respiratoire aigu sévère, abrégé en SARS comme nous le savons tous, en 2002, qui s'est accompagnée d'une alerte médiatique sans commune mesure avec la menace de la maladie, qui était remarquablement faible. En outre, il y avait un quasi-consensus parmi les scientifiques sur le fait que la nouvelle épidémie de SARS aurait pu avoir un potentiel bioterroriste. Cet optique politique bioterroriste qui parlait d'explosion de cas, a conduit à l'accord de la communauté internationale sur le fait que les anciennes lois devaient être réécrites par l'OMS pour inclure le bioterrorisme, mais sans nommer officiellement cet objectif. Cela s'inscrivait dans le paradigme d'une approche ouverte de tous les risques, ce qui signifie que non seulement diverses sources de risques sont incluses, mais aussi que toute dissémination de virus intentionnelle relèverait du paradigme de l'OMS, et que les règles sanitaires internationales devaient être révisées. Ainsi, la dimension juridique du concept de sécurité sanitaire mondiale a finalement été intégrée avec succès dans les règlements sanitaires internationaux en 2005. Et c'est le modèle américain des urgences de santé publique, qui a été exporté à la communauté internationale, et qui est maintenant fusionné aux constitutions internationales qui ont atteint le stade où nous n'avons jamais eu de telles

dispositions constitutionnelles d'urgence. Ensuite, les dispositions internationales obsolètes de confinement des maladies ont été remplacées pour inclure les agents pathogènes, qui constituent une menace pour la sécurité nationale, et nécessitent un régime d'urgence qui permet cette inflation des normes juridiques, non seulement en termes de réglementation de la sécurité médicale, mais aussi en termes de normes fondamentales, de libertés et de droits civils. Selon ce nouveau paradigme, les maladies endémiques qui comptent pour le plus grand nombre de décès ne relèvent pas de l'attention de cet ensemble de règles mondiales, qui sont maintenant la procédure standard pour les pandémies, mais seulement les pathogènes nouvellement identifiés sans traitement médical, qui nécessitent donc une autorisation d'urgence car ces substances sont toutes non autorisées. En outre, l'importance des diagnostics est apparue dans le cadre de l'idéologie de la sécurité sanitaire mondiale comme une nouvelle question prioritaire car, selon cette idéologie, la menace doit être identifiée et combattue avant d'avoir des effets dévastateurs. Ainsi, la disponibilité des diagnostics est considérée comme une exigence nécessaire pour la préparation et la réponse à la pandémie. J'espère que vous pouvez suivre.

En outre, sous la menace du bioterrorisme, la construction de laboratoires a été stimulée dans le monde entier, comme M. Bush nous l'a déjà expliqué, parce que les armes biologiques sont définies comme des armes de destruction massive et constituent un crime en vertu du droit international, la seule voie légale pour entreprendre légalement des recherches et des traitements médicaux est appelée biodéfense, qui a lieu dans les laboratoires comme nous l'avons appris. Je voudrais rappeler que tous les coronavirus du SARS sont généralement classés dans la catégorie américaine C des agents potentiels de bioterrorisme, et également classés sous le régime d'experts de l'UE pour le double usage, qui se réfère au potentiel de l'utilisation civile et militaire. Cela aide maintenant à dépeindre l'image plus clairement. Certaines connaissances historiques sont nécessaires pour comprendre que L'OMS et la communauté mondiale ne combattent pas le covid-19 conformément à l'avancée de nos connaissances. Après avoir lutté contre le covid comme contre une menace pour la nation, de façon disproportionnée, avec une terminologie militaire au lieu de la terminologie médicale, on parle maintenant de contre-mesures médicales et non médicales. Et dans tous les ministères de la santé, de nouveaux départements sont créés, appelés départements de sécurité sanitaire nationale. C'était donc la première partie de mon expertise. Avez-vous des questions, parce que j'aimerais expliquer comment toutes ces maladies nouvellement identifiées sont arrivées à l'OMS. On avance ? Ok, Si vous n'avez pas de questions. Dans un deuxième temps, j'aimerais parler plus en détail du petit nombre de cas de pneumonie classique de Wuhan à la fin de 2019, et dans les premiers jours de 2020, qui a été signalé à qui et s'est rapidement transformé en une urgence de santé publique de dimension internationale.

Dans un deuxième temps, je voudrais expliquer plus en détail pourquoi le petit nombre de cas de pneumonie d'un opposant typique de Wuhan à la fin de 2019, et dans les premiers jours de 2020, ont été signalés à l'OMS et ont rapidement abouti à une urgence de santé publique de portée internationale, et peu après à une pandémie. Tout cela est dû au Règlement sanitaire

international et à sa révision. De plus, les règles sanitaires auxquels on fait référence incluent une approche tous risques. Certains agents pathogènes, comme toute nouvelle souche d'un sous-type de grippe ou tout coronavirus de service, sont toujours prioritaires et doivent être signalés dans un délai de 24 heures à l'OMS. L'identification de ce nouveau virus a été possible parce que la Chine a un régime de dépistage très strict pour les maladies respiratoires, depuis l'épidémie de SRAS en 2002. Donc il a été possible pour la Chine d'identifier ce nouveau pathogène. Le 1er Janvier déjà, l'OMS a demandé plus d'informations sur l'épidémie. Le 3 janvier, la Chine a notifié officiellement l'existence d'un groupe de 44 patients, dont 11 étaient gravement atteints de pneumonie d'étiologie inconnue.

04:40:09 Reiner Fuellmich :

Ca ne ressemble pas à une pandémie.

04:40:13 Sylvia Behrendt :

Oui, c'est vrai. L'OMS a demandé plus d'informations, et il y a eu la fermeture du marché de Wuhan. Donc cette politisation, et l'intérêt de l'OMS à ce stade très précoce au premier janvier, alors que seulement 44 personnes ont eu cette pneumonie atypique et que 11 personnes ont souffert gravement de cette pneumonie atypique est effectivement un aspect intéressant. Cela devrait conduire à certaines précautions, mais comment la crise a-t-elle commencé, sachant qu'aucun décès n'a été signalé ni aucun cas international, et que le potentiel de transmission interhumaine n'a pas été évalué à ce moment-là. Entre-temps, le nouveau virus a été identifié comme étant le SARS-Coronavirus. Cela signifie donc que l'identification de ce nouveau virus relève du Règlement sanitaire international. Cela nécessite un rapport officiel de l'OMS, et le directeur général est obligé de constituer un comité d'urgence en vertu des règles internationales. Une fois que cette notification officielle a été reçue, il est donc légalement obligé de constituer le comité d'urgence. Et là, ça devient intéressant. Dans le même temps, le professeur Drosten et d'autres personnes ont travaillé intensément au sein de la présidence pour fournir à l'OMS un test de diagnostic, par exemple via la méthode PCR, pour ce nouveau virus. Le professeur Drosten a également été le chercheur le plus mis en avant en 2003, lorsque le nouveau coronavirus du SRAS a été identifié, et depuis lors, il a été nommé expert de l'OMS. Son premier protocole a été officiellement remis à l'OMS le 13 janvier 2020, ce qui implique qu'il avait bien sûr travaillé avant cette date de soumission, et l'OMS a immédiatement recueilli ce premier protocole de cet essai. Plus tard, cet essai a été un peu révisé et finalement publié dans l'eurosurveillance le 23 Janvier. Il a également contribué à l'orientation provisoire de « l'OMS qu'ils ont fait le 10 janvier, et cette orientation provisoire a été publiée. Vous pourrez avoir plus d'informations plus tard, si vous voulez, mais ça devient compliqué. Ce guide d'information a été publié dans le cadre d'un ensemble complet d'environ 10 documents d'orientation de l'OMS, à destination des pays, couvrant des sujets liés à la gestion d'une épidémie de la nouvelle souche de coronavirus. Donc, le 10 janvier, un ensemble complet de documents avait déjà été publié à ce moment-

là, ce qui est intéressant

04:44:58 Reiner Fuellmich :

Alors qu'il n'y avait littéralement aucun cas à l'exception des 44 cas.

04:43:03 Sylvia Behrendt :

Et ça a été publié officiellement, pourtant il faut beaucoup de temps pour que l'OMS publie quelque chose parce que cela doit être approuvé. Il est important de noter que, comme toute demande liée au SARS-CoV-2, ou notification officielle, le directeur général a dû convoquer un comité d'urgence COVID-19 comme une obligation légale. Vous pouvez trouver sur le site de l'OMS les experts qui sont dans ce comité, et lire leur CV. Ce comité d'urgence conseille le directeur général quand il déclare qu'une urgence de santé publique de portée internationale existe. C'est une autorité exécutive du directeur général en conformité avec les principes juridiques énoncés en vertu des règles internationales. La première réunion s'est tenue le 22 janvier et les experts ne sont pas tombés d'accord sur l'existence ou non d'une urgence de santé publique de portée internationale. Et ils ont convenu qu'il n'y avait pas de propagation internationale de l'épidémie du nouveau coronavirus. Il y avait alors 17 décès et 557 cas confirmés le 22 janvier. Ils ont donc décidé que 10 jours plus tard, ils se réuniraient à nouveau et se consulteraient pour évaluer la situation actuelle des nouveaux cas. C'est ce qu'ils ont fait le 30 janvier et, à ce moment-là, les cas sont passés de plus de 500 à 14 fois plus, soit 7711 cas confirmés et 12 167 cas suspects. Tout cela figure dans la déclaration du second comité d'urgence de l'OMS, dans les informations officielles, que vous pouvez consulter vous-même.

04:44:58 Reiner Fuellmich :

Est-ce que les cas sont définis par des résultats de tests positifs ?

04:45:04 Sylvia Behrendt :

Eh bien, les cas sont définis ainsi selon l'essai du professeur Drosten, parce que c'était une publication officielle diffusée le 13 janvier. Et il a également été intégré dans le guide publié plus tard, intitulé « Tests de laboratoire pour les cas suspects de coronavirus ». Ces documents sont toujours en ligne sur le site de l'OMS. Parfois on les supprime, mais ceux-là sont toujours en ligne et peuvent toujours être consultés. Et c'est toujours une référence à Drosten et à sa publication.

04:46:36 Reiner Fuellmich :

Quand a eu lieu la première réunion d'urgence et quand a eu lieu la seconde ?

04:45:49 Sylvia Behrendt :

La première a eu lieu le 22 janvier et ils se sont mis d'accord pour ne pas y assister. Ils n'avaient pas assez de cas parce qu'il n'y avait que 555 ou 557 cas. Et il n'y avait pas de propagation internationale et la propagation internationale est une condition préalable pour parler d'urgence sanitaire publique. Donc ils ont du attendre 10 jours, et à ce moment, les cas avaient été multipliés par 14. Le tout détecté par diagnostic rapide. Le comité a mentionné ces diagnostics rapides dans leurs déclarations et se sont satisfait de leur utilisation, qui a permis de diagnostiqué cette nouvelle menace appelé SARS-CoV-2.

04:46:36 Reiner Fuellmich :

Donc ce qu'il s'est passé, c'est que Drosten a livré son kit de test à l'Organisation mondiale de la santé et grâce à l'utilisation de son nouveau test, tout d'un coup, nous avons 14 fois le nombre de cas qui existaient avant qu'il utilise son test.

04:46:56 Sylvia Behrendt :

C'est ce que disent les documents

04:46:59 Vivianne Fischer :

Je voudrais faire une remarque à ce sujet, parce que nous avons également des informations provenant du Freedom of Information Act, que nous avons faite avec la Charité, et vous savez, il s'avère qu'en fait la société Tib Molbiol a produit et développé le test avec Drosten. Ils ont été répertoriés comme tels, et ils s'occupaient essentiellement de la logistique dont la Charité a parlé. Quand quelq'un entrait en contact avec Drosten... les nouveaux pays savaient que Drosten était en charge et développaient ces tests, conformément au kit d'information émis par l'OMS.

04:47:53 Sylvia Behrendt :

Les essais de tests

04:47:55 Vivianne Fischer :

Les essais de tests

04:47:56 Sylvia Behrendt :

Envoyé par l'OMS aux états membres, car c'était alors une directive officielle

04:48:01 Vivianne Fischer :

Mais il y avait un échange d'information entre Drosten et Tib Molbiol. Ils pouvaient échanger, puis Tib Molbiol pouvait expédier pour Drosten ou

pourd'autres. Donc ils avaient les cartes en main et pouvaient expédier des tets dans le monde entier. Ca ne passait pas par l'OMS, à mon avis, mais par cette connexion, et cela leur donnait un avantage.

04:48:31 Reiner Fuellmich :

Ce que ça signifie, c'est que les cas de contaminations dont ils avaient besoin pour déclarer un état d'urgence sanitaire international, ces cas sont arrivés à cause des tests, c'est exact ?

04:48:48 Sylvia Behrendt :

Ils leur fallait au moins des contaminations internationales et ils devaient les diagnostiquer. Et sans test de diagnostic, ce n'est pas possible. Or le seul qui a donné ces tests est désigné dans le document sous le nom Drosten, c'est ce que disent les documents.

04:49:05 Reiner Fuellmich :

Sans ces tests, l'OMS 10 jours plus tard aurait encore eu probablement 44 cas ou peut-être 500 cas, mais pas 15 fois plus.

04:49:19 Sylvia Behrendt :

S'il n'y a pas de test, vous ne pouvez pas parler de nouveau virus. C'est là le problème. La chose vraiment importante que tout le monde devrait savoir est la proclamation d'une urgence de santé publique de portée internationale. Parce que c'est lié à la fabrication de vaccins. C'est en fait la chose la plus importante que toute personne légale ou quiconque devrait savoir, ce n'est pas la pandémie, il n'y a aucune conséquence légale si l'OMS proclame ou définit une pandémie. C'est juste intéressant pour les médias. Mais l'urgence de santé publique est liée à la réglementation et à l'autorisation d'utilisation d'urgence.

04:50:03 Reiner Fuellmich :

Sans une urgence de santé publique de portée internationale, il ne peut y avoir aucune utilisation de médicaments non testés comme les vaccins.

04:50:12 Sylvia Behrendt :

C'est vrai, parce que toutes les lois secondaires comme celles de l'UE, de la FDA aux États-Unis, utilisent le concept d'urgence de santé publique, également proclamé par l'OMS

04:50:24 Reiner Fuellmich :

Ok, Virginie veut poser une question.

04:50:28 Virginie de Araujo Recchia :

Oui, Mme Behrendt, Virginie de Araujo, avocate en France. Je voudrais confirmer avec vous que M. Bill Gates a fait pression sur l'OMS déclarer la pandémie et nous savons que la Charité, qui est lié à Drosten a développé ces tests, avec le financement de la Fondation Bill et Melinda Gates et Wellcome Trust. Je ne sais pas si vous pouvez confirmer cela.

04:51:00 Sylvia Behrendt :

Peut-être Astrid... je ne suis pas très au courant du financement. Je suis plutôt sur les questions de réglementation.

04:51:09 Astrid Stuckelberger :

C'est une bonne question. Ce que nous pouvons confirmer, et c'est ce que j'allais vous expliquer, c'est qu'il y a vraiment un plan depuis 2000, peut-être même avant, 1999, il y a un plan que vous pouvez voir chronologiquement avec les événements, qui consiste à monter l'organisation GAVI, l'Alliance pour les vaccins de l'UNICEF pour commencer à rejoindre les Nations Unies, pas seulement avec l'UNICEF, mais avec la Banque Mondiale et l'OMS par le biais d'un financement d'IFFM, l'International Financing Facility Immunization. Ils ont donc fait un trio, c'était en 2006. Ils ont commencé cela, et en même temps, GAVI est devenu une alliance globale en Suisse, en tant que fondation. Ils se sont donc enregistrés en 2006. Dans le même temps, ils ont formé un accord tripartite entre la banque mondiale, l'OMS et GAVI pour recevoir le financement des états membres. Vous pouvez trouver cela sur le web. Donc, c'était la première étape. Et comme vous le savez, en 2006, la réglementation sanitaire internationale a commencé à être dans la phase de mise en œuvre. Et ce que nous pouvons découvrir, c'est qu'en suivant ce qu'elle fait... je vais aller à l'essentiel. En 2009 elle s'est enregistrée en tant qu'organisation internationale en Suisse, d'un nouveau type, et nous avons un communiqué de presse du gouvernement suisse qui montre qu'elle a été créée spécifiquement pour M. Bill Gates.

Cette organisation internationale aurait une immunité totale, vous ne pouvez rien faire, vous ne pouvez même pas l'envoyer au tribunal, ils font leur propre tribunal s'ils ont un désaccord. Et à partir de là, ça a commencé, nous avons les documents de l'OMS, le logo, ils ont des conseils exécutifs, j'ai découvert récemment qu'on peut tout trouver sur le web, donc on peut trouver ça. Ils ont choisi la décennie 2010-2020 comme la décennie du vaccin. Et nous avons mis en œuvre des réglementations sanitaires, parce qu'il a fallu instruire et former les pays pour qu'ils soient prêts. Et nous avons terminé le premier cycle en 2012.

De 2009 à 2012, nous avons reçu l'Université de Georgetown, l'université de Pretoria, et j'étais avec l'Université de Genève. Et à ce moment-là, quand nous avons fini le cycle, nous avons reçu des fonds à nouveau du Japon, et soudain, ça s'est arrêté : ils ont dit qu'il n'y avait plus de fonds. Pourtant nous avons presque un contrat signé. J'ai découvert pourquoi :

parce qu'en 2012, à l'Assemblée Mondiale de la Santé, ils ont désigné Bill Gates comme chef de file du plan d'action mondial pour les vaccins 2012-2020. Donc tout s'éclaire. A partir de ce moment il était aux commandes. Et c'est mentionné, ils savent que GAVI est le leader de tout ce qui concerne les vaccins. Et plus seulement pour les enfants comme avec l'UNICEF, pour le monde entier. Donc vous pouvez le voir, c'est une preuve suffisante qu'il y a au moins un plan.

Et ça continue, Bill Gates est dans le groupe de travail SAGE, le groupe consultatif des experts stratégiques, et ils ont même... c'est très drôle... Enfin non, ce n'est pas drôle, mais ils ont même fait en 2016, un rapport d'évaluation de ce plan d'action mondial pour les vaccins 2012-2020. Et en 2016, ils étaient très énervés parce qu'ils n'ont pas immunisé le monde entier. Pour eux, l'immunisation c'est la vaccination, ils prendraient n'importe quel prétexte pour vacciner. Et ne parlent pas d'expérimentation ou de validation, ils ne parlent que du vaccin, bien sûr, et en 2016, on voit vraiment qu'ils ne sont pas contents.

M. Gavi/Global dit que nous devons vraiment faire un effort. Donc ils ont fait un programme qui s'appelle « *le programme accélérateur* » pour les vaccins. Voilà, donc c'est au moins une partie des étapes que vous pouvez voir très clairement, tout est sur le web, sans parler du financement, dont je peux parler aussi...

04:55:53 Reiner Fuellmich :

Qu'est-ce qui s'est passé ? Qui a reçu l'immunité diplomatique en 2009 ? Était-ce GAVI ou la Fondation Bill et Melinda Gates ? Ou était-ce un Bill Gates personnellement, ou tous ces gens ?

04:56:07 Astrid Stuckelberger :

C'est vraiment GAVI Alliance, la fondation GAVI, mais ils ont enlevé le nom de Fondation. Et dans l'accord, c'est bien GAVI, l'Alliance globale pour la vaccination. Oui, je peux trouver le terme exact dans mon papier. Mais la Fondation Bill et Melinda Gates, d'après ce que je découvre de plus en plus, c'est plutôt le mécanisme financier, le financement, ou la réception des fonds pour les programmes. Et j'ai découvert encore une fois, que le gouvernement Suisse, la FDA de la Suisse, a signé un accord pour la période 2020-2023, pour fournir à la Bill et Melinda Gates Foundation 900 000 dollars en 3 ans, donc 300 000 chaque année pour son programme, son projet. Et vous ne pouvez pas voir ça dans le papier, vous devez aller chercher dans les projets. Je n'y suis pas allé, mais ça concerne le vaccin. Donc je suppose que lorsqu'on prend le modèle suisse, ou comme Sylvia l'a dit, la mécanique entre la réglementation nationale et internationale, on applique ce système comme un modèle partout dans le monde, et la loi sur les épidémies d'un pays est contrainte par les règlements de santé internationaux. Nous avons constaté qu'en Suisse, même la constitution suisse contient une petite ligne qu'ils ont ajoutée sans nous demander notre avis, qui dit que le droit international supplante le droit national en matière de santé. Et puis vous

pouvez voir cela dans la loi sur les épidémies qui a été adoptée en 2016. Donc probablement dans tous les pays, il faudrait vérifier, j'en suis presque sûre, – on l'a vu au Canada, il y a une loi sur les épidémies ou une loi d'urgence qui dit aux pays, qu'ils doivent obéir au règlement sanitaire international. Et donc si une urgence de santé publique internationale est déclarée, chaque pays doit se mettre immédiatement à obéir.

Et c'est ce qui explique pourquoi le 16 ou le 17 mars, le monde entier s'est verrouillé, c'est une situation compréhensible, avec ce règlement sanitaire international. Avec le sars-cov-1, ça ne s'était pas passé comme ça, que soudainement le virus soit partout. Mais c'est ce qui se passe avec Omicron, ça commence en Afrique du Sud et le jour suivant, c'est dans le monde entier.

04:58:56 Reiner Fuellmich :

Oui... Mais est-ce qu'il y a, en ce qui concerne le Règlement sanitaire international, Sylvia et Astrid, est-ce qu'il y a une légitimité démocratique à ce Règlement sanitaire international ? Est-ce que ceux qui ont inventé ces règlements sanitaires internationales ont été élus à un poste quelconque ? Y a-t-il une quelconque légitimité démocratique à cela ? Ou s'agit-il simplement d'une entreprise privée dirigée par des personnes qui contrôlent l'Organisation Mondiale de la Santé ?

04:59:29 Astrid Stuckelberger :

Je peux répondre à votre première question et ensuite Sylvia pourra compléter. Quand nous enseignons et formions, au sujet du règlement sanitaire international, c'était la question qui revenait très souvent, comment se fait-il que cela soit contraignant pour les États membres ? Et c'était une réponse extraordinaire, qui vous expliquera à quel point il est important de regarder ce nouveau traité sur la pandémie. L'OMS, et j'ai vraiment fouillé et fouillée, est le seul programme spécialisée des Nations Unis, ou la seule Agence qui possède une Constitution. La Constitution de l'OMS. Pas convention, Constitution. Les article 21, 19, 21.1 et 21.2 engagent directement les états membres s'ils adoptent le règlement sanitaire international. Donc ils n'ont pas besoin de passer par toute la procédure du traité. C'est pour cela que c'est très dangereux, car cette constitution semble destinée à remplacer toutes les constitutions du monde, autrement pourquoi utiliser le mot Constitution ? Et donc la réponse des juristes de l'OMS a toujours été : « Oh, nous avons adopté ça à l'assemblée générale de 2005 sous la Constitution de l'OMS, article 21. A et article 2. »

5:00:58 Reiner Fuellmich :

Oui, mais ce qui est drôle, et ce n'est pas drôle du tout, c'est que ceux qui ont créé les règlements sanitaires internationaux n'ont pas été élus... ou ne possèdent aucune autorité ? Ou bien existe-t-il un lien entre le peuple des États membres, pas leurs gouvernements, le peuple des États membres et ces règlements sanitaires internationaux ? Ou bien n'y a-t-il que la constitution qu'ils ont eux-mêmes inventée ?

5:01:29 Astrid Stuckelberger :

Alors, permettez-moi d'expliquer les rouages des Nations Unies. Et c'est presque pareil pour toutes ces grandes agences comme le Bureau International du Travail, l'ITU télécommunication, pour les réfugiés ; chaque année, vous avez une assemblée mondiale, comme pour une ONG, une Assemblée Mondiale de la Santé se déroule chaque année aux Nations Unies à Genève, en mai, la troisième semaine de mai, tous les états membres ont leur petit siège et sont réunis. Ils ont un programme et décident ensemble de celui du monde. Normalement, s'il faut prendre une décision importante, ils ne sont que des représentants de l'Assemblée générale des Nations unies. Ils doivent donc s'adresser à l'Assemblée générale, et obtenir la bénédiction du Secrétaire général, le chef des Nations Unies, qui lui doit donner sa bénédiction à l'OMS. Je ne vois pas cela dans le cas de la réglementation internationale de la santé, si c'est une piste, euh, un indice.

5:02:40 Silvia Behrendt :

J'ajoute à cela les règlements internationaux en matière de santé, car nous avons commencé vers 18:15, il y a quelques heures. Et c'est un régime très intéressant parce que ce traité international remonte aux Conventions Sanitaires de 1850. C'est donc l'un des plus anciens régimes juridiques internationaux, qui a été repris par l'OMS et qui a été reconnu dans la constitution de l'OMS, parce qu'ils avaient déjà à l'esprit, et c'est très vrai, qu'ils voulaient instaurer un régime réglementaire de procédure accélérée. Ils ont donc mis en place un processus réglementaire qui stipule que, dans le cadre des règlements relatifs aux pertes sanitaires, qui sont à présent les pertes liées à une pandémie, auxquels vous pouvez vous référer, les États membres doivent choisir de ne pas participer, et non de participer. Ainsi, en vertu de la résolution adoptée, un traité international doit entrer en vigueur dans l'État membre, sinon celui-ci doit se retirer volontairement. C'est donc le processus inverse du droit international. Et c'est un élément très singulier. Et je pense qu'aucune autre organisation internationale, je n'ai trouvé aucune autre organisation internationale possédant cette capacité. Mais ce qu'ils ont réalisé est démocratique, car il s'agissait d'un processus de négociation intergouvernemental. Et ce qui est intéressant, c'est qu'uniquement à cause de l'émergence du SRAS, ils ont développé cette nouvelle idéologie adaptée de l'idée de sécurité sanitaire globale selon laquelle ce ne sont pas les maladies endémiques qui sont dévastatrices pour les populations, mais seulement les nouvelles maladies pour lesquelles il n'existe pas de traitement médical. Ils ont donc inséré ce nouveau concept dans les anciennes lois qui avaient toujours existé, l'OMS existait dans le monde. Ils ont donc adopté ce tout nouveau concept... Oui, une idéologie. Et c'est la situation extrêmement frappante que nous vivons maintenant. Et cela a été adopté sous forme de résolution. Et point intéressant, il s'agit d'un traité international et l'OMS n'en fait pas partie. Elle est seulement liée par la résolution de divers autres traités internationaux, comme la convention-cadre pour la lutte antitabac, dont l'OMS est signataire. C'est donc une loi internationale un peu délicate.

5:05:02 Reiner Fuellmich :

Je ne comprends toujours pas. Je ne vois pas de lien entre moi, mes compatriotes et ces règlements sanitaires internationaux.

05:05:12 Dr Silvia Behrendt :

C'est le problème du droit international.

05:05:20 Reiner Fuellmich :

Eh bien, pas vraiment, je pense que c'est assez unique.

05:05:23 Silvia Behrendt :

Parce que les États membres l'ont adopté, ils ont donné leur accord en 2005. Ils ont tous dit qu'ils souhaitaient ce nouveau type de règles en droit international. Et maintenant, ils sont obligés de l'appliquer au niveau national, ou depuis 2007. C'est entré en vigueur, et ils sont tenus de l'appliquer. Et par exemple, l'Autriche, je vis en Autriche, notre Constitution ne comporte pas de clause d'urgence. Et nous n'avons pas adopté de lois sanitaires, nos lois épidémiologiques, il n'y a pas de clause d'urgence et nous avons toujours le même système. C'est ce que je dis toujours, quel que soit le système juridique et la constitution des pays, évidemment le système peut avoir un impact sur n'importe quel pays et n'importe quel système constitutionnel et régime juridique, c'est possible avec ou sans clause d'urgence, ils appliquent des règles d'urgence. C'est ce que je vois, du moins c'est mon opinion.

05:06:24 Astrid Stuckelberger :

C'est comme pour les Objectifs de Développement du Millénaire, et les Objectifs de Développement Durable qui semblaient correspondre, vous savez, de 2000 à 2015, et 2015 à 2030. Avec les Objectifs de Développement Durable qu'ils ont créé, ils mettent en place tout un mécanisme là-autour, et cela devient de plus en plus obscur, et il est de plus en plus difficile de savoir à quel point nos citoyens décident vraiment, et nous ne décidons plus rien. Parce que ça devient tellement complexe et opaque.

05:06:54 Reiner Fuellmich :

Nous devons absolument reconquérir notre souveraineté. C'est la conclusion que j'en tire. Parce que même si l'UE veut proposer une nouvelle loi, par exemple, elle peut décider d'introduire ces lois, mais à moins que les États membres ne la ratifient dans leur propre pays, elle ne devient pas une loi dans leur pays. C'est donc assez surprenant pour moi. Et je pense à tous ces juristes qui devraient aussi être au courant de ces questions. C'est très inquiétant, je pense.

05:07:56 Silvia Behrendt :

Et l'UE a créé cette agence HERA, qui est similaire, mais probablement beaucoup plus coercitive, et c'est un énorme, énorme problème. Et ils ne possèdent aucune autorité en matière de santé, mais ils prétendent quand même l'avoir, ils créent les agences et nous donnent des instructions sans processus démocratique.

05:07:53 Reiner Fuellmich :

HERA est l'acronyme de Health Emergency Response Agency (Agence d'intervention d'urgence sanitaire). En effet. Et n'y a-t-il pas une rumeur selon laquelle si les gouvernements des États membres de l'UE s'effondrent, ils prendront le relais avec une sorte de mini gouvernement mondial sous la Commission européenne ? Est-ce que cela semble plausible ?

05:08:16 Dr Silvia Behrendt :

Je n'en ai aucune idée, mais je suis sûre qu'ils en seraient ravis.

05:08:20 Astrid Stuckelberger :

Oui, c'est l'idée de ce traité sur la pandémie. Parce que ce traité sur la pandémie contient des articles à la fin qui disent qu'avec la Constitution de l'OMS, nous n'avons pas besoin d'autres Constitutions en tant qu'États membres, et non seulement ils diminuent le pouvoir des États membres, – ce qui est la raison de l'existence des Nations Unies, mais ils ont invité tout un tas d'acteurs non étatiques, comme ils les appellent, les ONG, Gavi, les ONG intergouvernementales, les organisations internationales, parce que vous pouvez utiliser beaucoup de choses, Bill & Melinda Gates pourrait être une ONG et puis ils ont différentes activités, la Fondation Rockefeller, je les ai rencontrés à l'OMS, ils viennent, ils participent à des réunions, et ce sont des ONG, nous ne savons pas qui elles sont. Les acteurs non étatiques sont donc également invités à participer à ce nouveau traité, qui reprendrait littéralement, par le biais de la constitution de l'OMS, une constitution mondiale en cas de pandémie.

05:09:20 Reiner Fuellmich :

En fin de compte, nous sommes en présence d'associations privées, voire de particuliers, qui prennent le contrôle de nos gouvernements nationaux par le biais de l'Organisation mondiale de la santé et qui utilisent la santé comme un levier pour faire ce qu'ils veulent.

05:09:40 Astrid Stuckelberger :

Oui, on pourrait dire cela parce que le partenariat public-privé a été utilisé, vous pouvez le voir à travers le financement, parce que GAVI et les partenaires privés ont commencé à envahir et à interférer dans l'ensemble des

Nations Unies. En fait, je me suis penchée sur cette question lors de l'organisation des journées portes-ouvertes de l'adhésion de la Suisse aux Nations Unies, pendant deux jours, etc. J'ai donc découvert nombre d'organisations dont personne n'entend parler, et l'une d'entre elles est une entité privée appelée le Pacte Mondial des Nations unies. Ce Pacte mondial des Nations Unies ne concerne que le secteur privé. Et ils peuvent, par exemple, financer. Je veux dire, c'est ouvert aux partenariats.

05:10:33 Silvia Behrendt :

Oui. Et juste pour compléter cela, la mise en œuvre du Règlement sanitaire international, c'est très étrange, parce que c'est fait par des évaluations externes de Trump effectuées par le Global Health Security Agenda (Agenda de la sécurité sanitaire mondiale). Et si vous regardez leur page web, vous verrez qu'ils ont un consortium privé, et vous ne savez pas, vous n'avez aucune information, quel consortium privé fait ça. Mais vous savez que ces évaluateurs externes vont en Allemagne, vont dans tous les pays, cela figure même sur le site web du RKI. Et ils chantent à quel point c'est fantastique. Mais ils ne disent pas que c'est mis en œuvre par des entités privées, vous ne savez pas. Je ne veux donc pas de lois exécutées par des entités privées. C'est absolument contraire à la démocratie. Et ils en sont très fiers. Très fiers.

05:11:28 Reiner Fuellmich :

C'est bizarre.

05:11:31 Virginie de Araujo Recchia :

Si je comprends bien, il n'y a pas de conseillers privés qui travaillent aussi avec l'OMS comme McKinsey et Centure ? Ils sont aussi le bras de la Fondation Bill Gates ?

05:11:48 Astrid Stuckelberger :

Hum, oui, c'est une bonne question. En fait, j'ai cherché le lien entre McKinsey et l'OMS parce que nous savons qu'ils créent la communication. Et je pense qu'ils l'ont placée sous quelque chose qu'ils sont en train de mettre en place, un panel intergouvernemental, quel est le titre exact, panel intergouvernemental pour ce traité, pour négocier, réseau de négociation intergouvernemental, quelque chose comme ça. Donc, cela vient de se dérouler au conseil exécutif. C'est un peu inquiétant parce que je pense que toutes ces agences de communication sont noyées là-dedans. Il n'y en a pas qu'une.

05:12:34 Viviane Fischer :

Qu'est-ce que ce traité ajoute à la situation actuelle ?

05:12:39 Dr Silvia Behrendt :

Eh bien, le traité est vraiment mythique. Je viens d'entendre l'ancien conseiller juridique de l'OMS en parler, c'est disponible sur internet. Et c'est très politique, c'est probablement, le partisan le plus féroce est Charles Michel, il a suggéré ce traité à l'Union européenne, une fois que ce traité, les États-Unis sont une sorte de poster, ils ont proposé que les RH soient renforcées. Le problème sera donc un monde à double voie, car s'ils se précipitent sur un traité, seul un petit nombre de signataires le signeront, alors que les RH sont un outil universellement reconnu. Et nous n'avons pas mentionné qu'il contiendrait en fait de bons aspects, qui sont négligés et violés. Il comporte une clause de mise en œuvre des droits de l'homme qui n'est pas respectée, carrément violée. Il y a donc eu des compromis à la fin, lorsqu'ils ont adopté la résolution. Mais c'est juste qu'ils ne sont pas mentionnés, et personne ne le fait, aucun tribunal, vous savez, ne trouve une violation de ceci. Le problème est donc que ce qu'ils aimeraient mettre en place, c'est en amont et en aval de l'industrie pharmaceutique, probablement parce que le champ d'application du traité n'est même pas clair. La seule chose est que cela suscite beaucoup de communication. Le directeur général est un très grand partisan de ce traité, parce qu'il est très politique d'une certaine manière. Et c'est très, très étrange, le genre d'intentions qui se cachent là-dedans. Et on y fait appel pour la préparation et la réponse. Donc ce que nous savons, c'est qu'ils ont inventé une nouvelle procédure qui est aussi problématique. C'est ce qu'on appelle l'utilisation d'urgence de la récession par l'OMS, c'est une très grosse entreprise, Big Pharma peut s'adresser à l'OMS et dire : « Je suis en train d'inventer un nouveau produit pharmaceutique ou un nouvel ensemble de diagnostic pour ce type de maladie pour cette urgence de santé publique. Et nous aimerions que vous l'inscriviez sur notre liste », et ensuite, celui qui l'inscrit sur la liste ajoute une clause de non-responsabilité, indiquant qu'il n'y a aucune garantie et aucune approbation de l'OMS et que si quelqu'un meurt, ce n'est pas la faute de l'OMS, ce n'est qu'une liste. Et puis GAVI prend cette liste et dit : « Oh, nous pouvons l'exporter dans le monde entier, même sans autorités médicales rigoureuses et très compétentes. Nous avons cette liste de l'OMS, maintenant nous pouvons l'offrir au monde entier. » C'est ce qu'ils font. Dans les traités de Gavi et de l'Alliance pour les vaccins, ce centre Covax, comme on l'appelle. Le troisième pilote de cet accélérateur ACT (<https://www.who.int/fr/initiatives/act-accelerator>) (Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19). Donc, aujourd'hui, on aimerait probablement trouver de meilleurs moyens de réglementation pour que le fait que les grandes entreprises pharmaceutiques s'adressent à une organisation internationale devienne un processus normal. Mais il s'agit en fait, d'un traité de droit international privé, pas de droit international public. Parce que le problème du droit international coutumier n'est pas reconnu. Son cas d'utilisation *ius cogens* (loi impérieuse), ça veut dire que c'est une norme à laquelle vous ne pouvez pas déroger, qu'il n'existe aucun traitement médical quel qu'il soit, proprement sans votre consentement. Donc, oui, c'est un énorme problème.

05:16:13 Reiner Fuellmich :

Nous avons donc appris ce soir de la part de tous les autres experts, y compris bien sûr des trois qui ont témoigné au début de cette session, que

par exemple au Royaume-Uni, les soins de santé ont été largement privatisés, ils sont contrôlés par des groupes privés, voire des organisations caritatives privées. Nous avons appris que grâce à cette privatisation, même leur système psychiatrique a été privatisé. Des privés se trouvent derrière tout ça, et c'est comme ça qu'ils contrôlent tout. Ils créent même leurs propres futurs leaders, à l'instar du Forum économique mondial. Cela signifie qu'ils disposent de leurs propres membres à qui ils semblent dire ce qu'ils doivent faire à des postes de pouvoir au sein du gouvernement. Maintenant, si je regarde l'OMS, il y a un homme du nom de Tedros. C'est le directeur général. Qui est-il ? J'ai lu dans les journaux que dans son propre pays, les gens sont... et qu'une plainte pénale a été déposée contre lui pour génocide. Est-ce la marionnette typique, disons, que les entités privées qui dirigent le spectacle de la santé utilisent pour atteindre leurs objectifs ?

05:17:46 Astrid Stuckelberger :

Non, je dois dire que je n'ai jamais vu un tel directeur général. J'en ai connu beaucoup... Je sais aussi de l'intérieur que le personnel était très mécontent de lui. Et ils ont demandé sa démission et bien sûr, cela ne s'est jamais produit. Donc, oui.

Et un autre scoop, si je ne l'ai pas déjà dit, est que dans le conseil d'administration de la fondation GAVI, vous pouvez voir les noms des personnes qui ont fait partie de GAVI. Eh bien, Tedros a fait partie de GAVI avant d'être élu directeur général, conflit d'intérêts. Il a donc fait partie du conseil d'administration entre, je l'ai écrit ici, le 22 janvier 2009 et septembre 2011. C'est l'un d'entre eux. Et l'autre personne en conflit d'intérêt, la présidente de l'Irlande, qui était à la tête de la Commission des droits de l'homme. Je la connais mais je suis très surprise qu'elle ait été là avec le président, avec même la signature de GAVI, de novembre 2008 à septembre 2011. Je peux vous donner les papiers, pas de problème. Vous savez, c'est très précis, du 25 novembre 2008 au 14 septembre 2011.

Donc vous voyez, il y a beaucoup de noms que je ne connais pas. Et je suis sûre que vous y trouverez de nombreux noms que vous pouvez peut-être aussi trouver dans vos pays. Parce que des représentants de pays siègent à GAVI avant même d'être en poste. Il est donc clair qu'il était déjà lié à Bill Gates.

05:19:23 Reiner Fuellmich :

Donc, où que vous regardiez, vous voyez des conflits d'intérêts. Debi et Ana lèvent la main.

05:19:32 Ana Garner :

Oui, j'ai vérifié pour voir quels pays sont membres de l'OMS, et vous ? J'en vois beaucoup, beaucoup, beaucoup, en fait, je n'en vois aucun que je ne reconnais pas. Est-ce qu'il y a des pays ? 194 ? Y a-t-il des pays qui ne sont pas membres de l'OMS ?

05:19:53 Astrid Stuckelberger :

Pour le moment ? Je pense les Etats-Unis... ah non ils sont revenus. Non, le Vatican est un observateur aux Nations Unies, comme vous le savez peut-être ou pas. Et c'est aussi un sujet que je voulais aborder quand vous parlez des valeurs, de la religion, d'opérations psychologiques. Oui, donc ce sont des observateurs et ils sont partout. Les autres religions siègent en général au Conseil Mondial des Églises, juste en face du grand bâtiment que Bill Gates a construit avec notre argent suisse en trois ans. Je veux dire, vous devez le savoir.

Oh, non, c'était une question, alors j'ai répondu...

05:20:37 Ana Garner :

Il n'y a donc pas de pays qui ne soient pas membres. Le Vatican est peut-être un observateur, mais n'est pas un membre. Mais...

05:20:46 Astrid Stuckelberger :

Non, non. Je ne sais pas s'il y en a, Sylvia, que diriez-vous ? Même s'il y en avait 196 ? Votre son est coupé, Sylvia.

05:20:56 Silvia Behrendt :

Il y en a donc 196 dans le Règlement sanitaire international, parce que le Vatican et le Liechtenstein ne sont pas membres de l'OMS. Mais ils sont signataires du Règlement sanitaire international.

05:21:10 Reiner Fuellmich :

Debi a levé la main.

05:21:12 Astrid Stuckelberger :

Je voudrais juste ajouter quelque chose qui pourrait être intéressant sur le plan juridique. Dans l'annexe, dans les notes à la fin de ce règlement sanitaire international de 2005, deux pays ont émis des réserves, disant qu'ils n'étaient pas entièrement d'accord avec ce règlement, parce qu'ils voulaient appliquer leur sécurité globale au niveau national, et vous devinez de qui il s'agit. Les États-Unis et l'Iran. Il est donc intéressant de voir que deux pays ont réussi à émettre une réserve à ce sujet. Comment se fait-il que les autres ne l'aient pas fait ?

05:21:48 Reiner Fuellmich :

C'est parce que leur peuple n'a pas encore parlé, mais il le fera. Debi ?

05:21:52 Debi Evans :

Oh, merci. Je voudrais juste mentionner très rapidement, lorsque vous avez parlé du Royaume-Uni, que nous avons également un sérieux problème ici avec les personnes non vaccinées, car toute personne admise à l'hôpital positive au COVID-19 semble ou semblerait être placée dans un programme de soins de fin de vie accéléré, et il semble que l'on administre aux patients du Midazolam et de la morphine. Et ce, sans leur consentement. Sans le consentement de leur famille. Ces décisions sont prises par les praticiens seuls. Et les familles et le patient n'ont rien à dire. Je voulais donc m'assurer d'inclure les victimes de ce désastre absolu qui ne sont pas vaccinées. Et aussi, juste pour attirer votre attention sur le Cepi. Il a été fondé en 2017. Et Cepi et GAVI ont travaillé en étroite collaboration, en fait, financièrement très proches. Et lorsque le Cepi a été lancé en 2017, Bill Gates, lors du lancement du Forum économique mondial, a déclaré qu'en gros, ils allaient supprimer la sécurité des essais cliniques, ce serait seulement, et il l'a dit sans détour, et en fait la colonne des nouvelles du Royaume-Uni l'a relaté. Mais Bill Gates a déclaré que les données relatives à la sécurité et à la fabrication seraient réduites, ce qui permettrait à la mission « 100 jours » d'aller de l'avant et de déployer les vaccins dans les 100 jours suivant la déclaration de pandémie par l'Organisation mondiale de la santé. Je tenais donc à le mentionner. Et aussi, concernant Whitney qui parlait plus tôt de la DARPA, nous avons notre propre DARPA en version diluée, si vous voulez, nous avons la nôtre, mais nous avons aussi Wellcome Leap sur lequel Whitney a obtenu beaucoup d'informations quand il s'agit d'acheter des armes et de fabriquer des produits biochimiques. Et je vais aussi juste revenir sur le brevet, parce que le brevet de Rothschild de 2015, si vous regardez le document complet, tout ce que nous voyons aujourd'hui fait partie de ce brevet qui a été approuvé en 2020. Mais on lui a donné la priorité en 2015. Il a donc été rédigé en 2015. Et ce que nous voyons aujourd'hui, c'est tout ce qui se trouve dans ce brevet, de sorte qu'avec la pandémie de SPARS et la pandémie de SPARS 2025 à 2028, il y avait un coronavirus, et certains des noms sont les mêmes que dans le scénario futuriste de John Hopkins, comme Corovax. Cela présente donc beaucoup de similitudes.

Et je sais que nous avons parlé, vous avez parlé de parallèle, mais je voudrais juste rappeler aux gens que SPARS pandémie 2025 à 28, donne une répartition mensuelle. Et si vous regardez quand nous avons commencé, en mars, quand nous avons eu le premier cas, dans notre pays en tout cas, ou en décembre à Wuhan, cela progresse littéralement mois par mois. La prédiction pour l'avenir semble donc être la résistance aux antimicrobiens, ce qui est déjà écrit dans le SPARS. Et nous constatons que de nombreuses personnes dans ce pays ne sont pas en mesure d'accéder à des antibiotiques et que les généralistes et les médecins ici ne veulent pas en prescrire. Je voulais juste ajouter ça. Merci.

05:25:35 Reiner Fuellmich :

Nous avons donc de nombreuses raisons de nous inquiéter de notre souveraineté. L'une d'entre elles, et non la moindre, est le Règlement sanitaire international de l'Organisation mondiale de la santé. Cela semble

être le thème principal. Il s'agit de la manière dont, par le biais de leur constitution et de la révision du Règlement sanitaire international, ils semblent essayer de prendre le contrôle du reste du monde, y compris, bien sûr, de l'ensemble des 196 États membres. Cette évaluation est-elle correcte ?

05:26:09 Silvia Behrendt :

Oui, du moins je le pense, car dans la première partie de mon expertise, j'ai souligné que cet agenda incluait les aspects militaires, mais ils n'avaient pas été nommés. C'est la raison pour laquelle nous avons maintenant une sorte de réponse à la pandémie non médicale, disproportionnée et politique. Et nous ne nous en rendons pas compte. Parce qu'ils ont inclus ce scénario bio-terroriste et ont adapté le langage à la sécurité sanitaire mondiale, c'est aussi ce centre de bio défense civile ou quelque chose comme ça. Au temps de Dark Winter, ça s'appelait Johns Hopkins Global Health Security Center, centre pour la bio défense civile, je crois que c'était le nom correct. Et ils avaient aussi un journal appelé Bio -terrorisme, ou Bio -défense et maintenant il s'appelle Global health security (Sécurité sanitaire mondiale). Nous ne devons donc pas oublier que le travail sur la bio-défense peut continuer du moins. C'est donc bien plus politique, comme en conviennent les politiciens eux-mêmes.

05:27:19 Astrid Stuckelberger :

J'ajouterai deux points : d'une part, nous devrions nous inquiéter de l'ensemble des Nations Unies, car les Objectifs de Développement Durable sont 17 objectifs et 169 cibles, c'est l'Agenda 2030. Et tout cela est imbriqué surtout avec le changement climatique par exemple, mais il faudrait examiner de nombreux autres mécanismes.

Le second, l'Alliance des Nations Unies pour le financement des SDG, de quoi s'agit-il ? Quand vous creusez, vous découvrez de nombreux éléments très mystérieux que nous devons comprendre. Mais l'autre point qui pourrait vous intéresser... rappelez-vous que la pandémie, ou l'urgence de santé publique de portée internationale comporte quatre typologies, je prenais en charge les études de cas, et il était très important de les distinguer. Et c'est ce que nous devrions faire avec ce qui se passe maintenant, parce que nous sommes tous concentrés sur le facteur biologique. Mais en fait, le premier est la biologie infectieuse. Le second est la biologie alimentaire. Et il y a toute une organisation là-derrrière qui s'appelle Infostan. Le troisième est chimique, et le chimique c'est le mercure, peut être le métal, etc. Et j'invitais un expert Karsten Gutschmidt, un Allemand, il présentait toujours de très bons rapports, mais il était très difficile de trouver des experts là-bas. Et la quatrième, qui est très importante, vous allez voir pourquoi, c'est la radiation radionucléaire. Et c'est encore plus difficile de trouver des experts.

Et je m'en rends compte, parce que dans nos cours, nous avons invité des personnes qui s'occupent de cela. Il s'agit de l'Agence Internationale de

l'Energie Atomique basée à Vienne, des experts en matière de radionucléaire, Tchernobyl, Fukushima, ils sont les premiers concernés. Et ce qui m'a choquée lorsque nous faisons les études de cas de Fukushima, nous avons également demandé ce que l'OMS avait fait. Et ils ont dit non, l'OMS n'a pas été autorisée à accéder à Fukushima, le visa leur a été refusé. Parce que le premier à être présent est l'AIEA, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique. Et ce qui est très étrange, c'est qu'ils ont un accord, ou en tout cas, une déclaration écrite qui leur donne le pouvoir sur l'OMS. Je suis donc allée voir ce qu'ils font avec le COVID aujourd'hui même. Je suis donc très heureuse ou très effrayée de vous annoncer qu'ils sont en charge du kit RT-PCR.

Et en fait, juste avant de dire comment ils ont présenté ça, si ils sont indépendants des Nations Unies, ils possèdent leur propre traité international. Et ils font chaque année un rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies et au Conseil de Sécurité. C'est pour les menaces de bombe nucléaire qui pourraient tuer la planète entière. Donc, ils disent que l'AIEA a développé une technologie de diagnostic dérivée du nucléaire qui peut aider à détecter et identifier le COVID ou n'importe quoi d'autre chez nous, chez les humains et chez les animaux. Parce que les animaux sont traités par des vétérinaires et par la FAO, l'Organisation de l'Administration Alimentaire. Et ils ont développé ce test. Et ce test est très efficace, la RT-PCR, parce que c'est une réaction en chaîne par polymérase et un test rapide, ils pensent qu'ils sont les experts, en particulier pour Ebola, Zika, et le virus de la peste porcine africaine. Donc, j'ai lu ça juste aujourd'hui. Et pour moi, ça sonne l'alarme, parce qu'ils offrent maintenant le kit de test PCR, et leur laboratoire. Ils sont donc liés à des laboratoires. Et nous en parlions, c'est là où se trouve le pouvoir et où les choses doivent être, je pense, examinées de plus près, je ne sais pas ce que vous pensez, c'est un peu inquiétant.

05:31:53 Reiner Fuellmich :

Vous voulez dire que d'autres organisations privées ou semi-privées ou la plupart de ces organisations, dont nous avons parlé ce soir, presque toutes les organisations internationales sont plus ou moins contrôlées par des citoyens privés, par des groupes privés, des organisations caritatives, etc. Cela nous ramène au thème dont nous avons entendu parler aujourd'hui, à savoir que la City de Londres, la grande finance, contrôle tout, par l'intermédiaire de ses émissaires, de privés qui tentent de contrôler le reste du monde. Encore une fois, nous devons reprendre notre souveraineté, c'est tout ce que cela me dit en ce moment. Et nous devons également examiner de plus près les tests PCR, ce que nous ferons dans la séance de demain.

05:32:44 Astrid Stuckelberger :

Et peut-être aussi regarder toutes les ONG. Parce que l'OMS gère l'alliance mondiale des hôpitaux, l'alliance mondiale des alliances d'alliances. Beaucoup de Britanniques sont responsables. Et vous devez aussi savoir que de nombreux militaires sont là, car le CDC aux États-Unis, était autrefois

militaire. Et je pense qu'il l'est toujours, d'ailleurs. Donc, je pense que nous devons démêler les ONG mondiales, ou les BINGO, les intérêts financiers des ONG, parce que ces mécanismes les rendent très difficile à trouver. Et elles ont beaucoup de pouvoir, plus que nous le pensons.

05:33:27 Reiner Fuellmich :

Les gens doivent apprendre qu'ils doivent se déconnecter et observer, regarder, démarrer la démocratie de base, regarder leurs régions et leurs communautés. Ce sont eux qui savent le mieux ce qui est bon pour eux. Il est déjà très tard. Je sais que Dipali a quelques heures d'avance sur nous, trois ou quatre heures, n'est-ce pas ? Dipali ?

05:33:52 Dipali Ojha :

Oui, quatre heures et demie.

05:33:54 Reiner Fuellmich :

Oh, mon Dieu ! La journée a été très longue. Et à moins qu'il y ait d'autres questions, je pense que nous devrions clore cette session pour ce soir. Oui, allez-y, Dexter, je vous en prie.

05:34:07 Dexter L-J Ryneveldt :

Oui, je veux juste parler au Dr Silvia, vous avez mentionné la sécurité sanitaire mondiale. Et j'aimerais peut-être juste la mettre en perspective par rapport aux changements de définition de l'Organisation Mondiale de la Santé en 2009.

05:34:25 Silvia Behrendt :

Eh bien, vous voulez dire que vous vous référez à ce troisième critère de pandémie ?

05:34:31 Dexter L-J Ryneveldt :

C'est exact. Oui.

05:34:34 Silvia Behrendt :

Mon opinion est qu'ils ont juste réalisé que l'OMS a compris qu'elle n'avait plus besoin d'une définition de pandémie. Parce que tout ce qui est nécessaire est un simulacre, une urgence de santé publique de portée internationale, parce qu'ils veulent fabriquer des vaccins. Et la façon dont la pandémie est définie dans les documents non juridiques n'a pas d'importance. Ils ont donc réduit le seuil très élevé, car ils ont réalisé qu'ils pouvaient, à tout moment, faire de l'urgence de santé publique une urgence de portée internationale. Tant qu'ils disposent de diagnostics. Ils

n'ont donc pas prêté attention à ce thème, je pense. Et c'est notre problème. Et aussi pour les avocats qui cherchent toujours cette définition de pandémie. Mais il n'y a pas de conséquences juridiques liées à la définition d'une pandémie. Par contre, les conséquences juridiques sont énormes si vous proclamez, si le directeur général prend cette autorité et proclame une urgence de santé publique de portée internationale.

05:35:43 Dexter L-J Ryneveldt :

Merci beaucoup.

05:35:47 Virginie de Araujo Recchia :

Est-ce que ça explique peut-être pourquoi ils utilisent les modèles de Sir Ferguson pour augmenter la peur et expliquer qu'il y a une pandémie parce qu'avec les mathématiques épidémiologiques qu'ils ont utilisées là-dessus, ça ne sert à rien. C'est utilisé à tort pour étudier la propagation du virus, ils utilisent ces informations synthétiques à partir de ces modèles, peut-être, parce que ça paraît très étrange qu'ils utilisent les modèles de Sir Ferguson, et ça ne marche pas du tout. Et ces modèles ont été dupliqués dans d'autres pays, comme en France, par exemple. Et nous avons pris cela pour acquis. Ce n'est pas du tout basé sur l'expérience de la médecine, ce ne sont que des mathématiques. On ne peut pas du tout utiliser ça. Mais j'aimerais savoir si c'est pour cette raison que l'OMS a utilisé ces modèles, pour augmenter la peur de la pandémie et pour manipuler les masses.

05:37:12 Silvia Behrendt :

Je ne connais pas les détails, parce qu'en fait, ils avaient tout ce qu'il fallait pour proclamer une urgence de santé publique et les gouvernements nationaux avaient besoin de la population pour qu'elle accepte, je suppose. Ils en avaient donc besoin pour la population, car il y a aussi eu le premier simulacre déclaré en 2009, où des vaccins ont été fabriqués, mais personne n'a été menacé. En tout cas, je n'ai pas été menacée par cette simulation parce qu'il n'y avait pas de communiqués de presse qui nous menaçaient, mais maintenant ils avaient besoin que la population reste à la maison pendant les confinements et pour se faire vacciner à la fin, c'est mon explication personnelle, je ne sais pas.

05:37:53 Virginie de Araujo Recchia :

Oui, d'après le modèle de Sir Ferguson, les vaccins étaient la seule solution, pas de traitement du tout, seulement des vaccins.

05:38:07 Astrid Stuckelberger :

Je pourrais juste ajouter, ils ont changé beaucoup de définitions, ou de définitions scientifiques, pas seulement la pandémie, ils ont changé la définition des professionnels de santé, c'est tout le monde, ils ont changé la confidentialité des données, il n'y a plus de confidentialité des données.

Ils n'ont pas fait d'éthique, par exemple, dans la communication dans le cours de la mise en œuvre du règlement sanitaire international. On devrait en faire, c'est pour rassurer les gens, « on ne sait pas, on cherche quelque chose, vous allez être fixé vous allez savoir ce qui se passe ». Et petit à petit, on tient les gens informés. Et là, c'était la peur, tout de suite. Et non seulement c'était une opération psychologique qui vise à instiller cette peur, cette peur constante avec des cas, avec des images de mort qui n'étaient pas des morts, parce que nous savons aujourd'hui qu'il n'y a pas plus de mortalité en 2020, mais aussi avec des contradictions déjà mentionnées. C'est dans la psychologie de Melanie Klein, vous rendez les gens et les enfants psychotiques quand vous dites « je t'aime mais je te déteste » et vous faites pression ou vous dites je « t'aime et je te déteste » en même temps par votre comportement.

Ils ont donc fabriqué un délire de cohérence, pas de contrôle, pas de sentiment de contrôle. C'est aussi un autre concept en psychologie. Et ils ont totalement insécurisé les gens, ce qui diminue leur immunité, d'ailleurs, et psychologiquement, ils ont aussi supprimé toutes les religions et tous les systèmes de croyance. C'est quelque chose qui maintient les gens en vie et ils ont censuré la religion, ils ont censuré la mort. Ils ont interdit le rituel de la mort qui est l'un des plus importants si vous voulez bien faire votre deuil. Je veux dire, la cohérence et la guérison. Ils ont donc fait beaucoup de choses. Pas seulement cette manipulation... Je ne connais pas M. Ferguson, mais je pense que je pourrais en ajouter une, ils ont complètement inversé les valeurs. Et c'est un peu le syndrome psychotique de Melanie Klein, je l'appelle le syndrome d'Hansel et Gretel, « parce que je vous aime, je vais vous donner ça, je vais être éthique, nous allons bien vous traiter avec le vaccin », et ils les tuent. Et ils ont complètement abrogé les directives de recherche éthique, que nous avons élaborées entre 2006 et 2009. J'étais impliquée là-dedans. Donc, toutes les valeurs sont aussi une opération psychologique. Ils ont changé les valeurs et les définitions.

05:40:50 Reiner Fuellmich :

Il est certain qu'il ne s'agit pas de santé.

05:40:55 Debi Evans :

En ce qui concerne le Professeur Ferguson, si je peux juste clarifier le point de vue du Professeur en 2002. Il a modélisé la survenue de 50 000 décès au Royaume-Uni à cause de la maladie de la vache folle. Et il l'a modélisé de manière complètement incorrecte, alors nous avons incinéré tout notre bétail à cause de 150 décès. C'était donc très incorrect. Nous avons été très surpris au Royaume-Uni lorsque nous avons appris que Neil Ferguson était responsable de la modélisation de cette pandémie, car il s'était montré très imprécis lors de la précédente. Il a également fait la une des journaux à plusieurs reprises et a dû démissionner de son poste à SAGE parce qu'il a été pris en train d'enfreindre les règles de confinement. Je voulais juste ajouter cela à son propos.

05:41:38 Reiner Fuellmich :

La question est : comment se fait-il qu'il soit toujours en poste ?

05:41:41 Debi Evans :

C'est une très bonne question. Et je ne peux pas y répondre. Je crains que ce soit le cas. Il ne devrait pas...

05:41:47 Astrid Stuckelberger :

Conflit d'intérêt.

05:41:50 Debi Evans :

Absolument.

05:41:51 Astrid Stuckelberger :

Ou népotisme..

05:41:53 Debi Evans :

Il travaille aussi en étroite collaboration avec l'Arabie Saoudite. J'ai oublié de trouver le nom, je n'arrive ni à le lire ni à le prononcer. Mais il travaille à l'Imperial College qui a le plus grand nombre d'anciens élèves chinois. Quand le président Xi est venu en visite officielle, la seule université qu'il a visitée était l'Imperial qui a d'énormes liens avec la Chine. Et ils ont aussi racheté un certain nombre de nos hôpitaux, si bien que nous avons maintenant un NHS Trust impérial. Donc l'Imperial, je pourrais continuer pendant des heures sur l'Imperial et le professeur Alice Gast qui en est la présidente, elle a donné une conférence basée sur 1984, George Orwell, 1984. Beaucoup de choses se passent à l'Imperial et je pourrais en dire beaucoup plus, mais le professeur Ferguson a été discrédité en 2002 pour la maladie de la vache folle, et je voulais juste le mentionner. Merci.

05:42:55 Reiner Fuellmich :

C'est étonnant effectivement, le nombre de personnes qui sont totalement incompétentes dans leur domaine. L'une d'entre elles est la personne qui dirige la Commission européenne, elle a échoué à tous les postes qu'elle a occupés. C'est incroyable le nombre d'incompétents qui sont maintenus en poste, évidemment par ceux qui les y ont mis. Ces gens super riches, d'une manière ou d'une autre, semblent être alimentés et maintenus en vie par la City de Londres et ses cinquièmes colonnes qui semblent être partout dans le monde. Nous devons examiner de plus près tous ces événements.

05:43:43 Astrid Stuckelberger :

Je voudrais juste ajouter une chose, nous parlions de McKinsey, et le fils de Von der Leyen travaille pour McKinsey, et le fils de Fabius en France travaille pour McKinsey. Et vous connaissez le népotisme ? C'est un terme utilisé pour les Papes...

05:44:03 Virginie de Araujo Recchia :

Ursula von der Leyen a aussi eu un problème quand elle était ministre de la défense en Allemagne, je crois.

05:44:07 Reiner Fuellmich :

Et aussi quand elle était secrétaire aux familles, je crois, ou quelque chose comme ça. Elle a toujours eu des problèmes, mais elle a toujours été maintenue en poste.

05:44:17 Virginie de Araujo :

Et c'était déjà un problème avec les contrats de McKinsey.

05:44:21 Reiner Fuellmich :

C'est majeur. Je pense que McKinsey est une institution majeure et tout cela parce que nous avons appris par un autre expert que Bill Gates utilise McKinsey pour s'assurer que ses conseillers deviennent les conseillers de, par exemple, Ursula von der Leyen et de toutes les autres personnalités politiques majeures, par le biais de McKinsey et de leur réseau.

05:44:55 Astrid Stuckelberger :

Oui, c'est incroyable que nous ayons exactement les mêmes messages il y a deux ans dans les magasins et dans les aéroports, et maintenant. Vous savez, lavez-vous les mains, mettez votre masque, je veux dire, en Europe, du moins pour ceux qui ont ces mesures, et c'est la même voix. C'est comme une agence de marketing.

05:45:15 Reiner Fuellmich :

Tout à fait.

05:45:16 Astrid Stuckelberger :

Alors il faut aussi analyser ça, si c'est la même voix partout. Il y a quelque chose de bizarre.

05:45:22 Reiner Fuellmich :

Nous nous penchons également sur cette question. Mais ce soir, la journée a été très longue. Et je sais que Dipali a besoin de sommeil, comme nous tous.

Donc, à moins qu'il n'y ait d'autres questions auxquelles il est urgent de répondre, je pense que nous devrions clore notre séance du jour. Et je tiens vraiment à remercier tout le monde, cela a été extrêmement précieux. Merci, Astrid. Merci, Virginie. Merci, Silvia. Merci, Dexter, Ana et Dipali. Et bien sûr, merci, Debi. Merci beaucoup, beaucoup. Un grand pas de fait. Merci.